

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1924.

Projet de loi

relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La Commission permanente du Commerce et de l'Industrie et du Travail, des Assurances et de la Prévoyance sociales, a approuvé à l'unanimité de ses membres, le projet de loi du Gouvernement. Nonobstant cette adhésion unanime aux dispositions générales de la loi, des observations ont été présentées par différents membres, et la nécessité est apparue d'apporter au texte primitif plusieurs retouches, lesquelles sans apporter atteinte à l'économie générale de la loi, ont eu pour résultat de donner à celle-ci plus de précision et plus de clarté.

Indépendamment de ces modifications qui ont été introduites sur les instances des intéressés, le Gouvernement, à son tour, a proposé quelques amendements de détail. Il est fait mention de ces amendements dans le projet soumis à vos délibérations.

Le sentiment qui a dominé le vote de la Commission ainsi que les études ultérieures du projet fut le désir unanime de voir aboutir sans plus de retard le vote d'une loi réglant d'une manière définitive le régime de retraite des ouvriers mineurs.

(1) Projet de loi, n° 371 (1922-1923).

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales* : MM. Pirmez, président, Branquart, De Bruycker, De Bruyne (René), de Liedekerke, Delvigne, Eekeleers, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pécher, Troclet, Van Canegem, van Schuylenbergh et Wauters.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. Vergels, de Liedekerke, Vanden Couput, Donnay, Pierco et Troclet,

Il n'est nul besoin de justifier la nécessité d'une législation spéciale pour les travailleurs de la mine; leur travail dur, leur vie menacée de dangers que nulle autre industrie ne connaît et ajoutons-le, les efforts que les ouvriers eux-mêmes ainsi que les exploitants de charbonnages ont réalisés dans le passé en vue de l'amélioration de leur existence sociale méritent une intervention spéciale du législateur en leur faveur.

Pour apporter quelque clarté dans l'exposé de cette matière, nous croyons utile, dans une première partie du rapport de procéder à une analyse du système de la retraite des ouvriers mineurs sous l'empire de la loi actuelle.

SYSTÈME DE LÉGISLATION EN VIGUEUR

Le régime actuel se trouve déterminé par la loi du 5 juin 1911 qui fut successivement complétée par les lois du 5 mars 1912, du 26 mai 1914 et du 20 août 1920.

L'ensemble de ces dispositions se trouve repris dans les lois coordonnées sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs du 30 août 1920.

La loi du 5 juin 1911 constituait le premier essai de l'assurance obligatoire.

Le principe de liberté qui avait inspiré l'élaboration de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse fait place dorénavant à la contrainte légale.

L'affiliation à la Caisse Générale de Retraite devient obligatoire pour tous les ouvriers mineurs, de même tous les exploitants de charbonnages ont l'obligation de s'affilier à une Caisse de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs reconnue conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1868.

L'application combinée de ces deux législations aboutit au point de vue financier à la juxtaposition de deux systèmes : celui de la capitalisation et celui de la répartition.

En principe, c'est aux ouvriers qu'incombe le soin de se constituer une pension, par l'acquisition de rentes à la Caisse Générale de Retraite sous la garantie de l'État, dans les formes et limites déterminées par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

Ils jouissent à l'âge fixé par eux entre 55 et 60 ans de la rente proportionnelle à leurs versements.

L'acquisition de ces rentes n'est subordonnée à aucune condition de durée de services, l'ouvrier étant assuré qu'à l'âge déterminé pour la jouissance de la pension, il jouira de la rente à laquelle ses versements lui donnent droit. Avec l'appui de la contribution de l'État, le montant des rentes pouvait atteindre en période normale le montant de 560 francs.

Ce régime, toutefois, n'étant pas susceptible dès le début, de produire ses pleins effets à l'égard des ouvriers ayant dépassé l'âge de 21 ans, la loi de 1911 prévoyait une série de mesures transitoires destinées à assurer aux ouvriers de cette catégorie une pension intégrale de 560 francs; la loi du 20 août 1920 majora le montant de cette retraite à 720 francs. Ces mesures s'appliquent à deux catégories d'ouvriers :

1° Les ouvriers âgés au 1^{er} janvier 1912 de plus de 21 ans et de moins de 60 ans;

2° Les ouvriers ou anciens ouvriers ayant dépassé l'âge de 60 ans.

Pour les ouvriers de la première catégorie, ils reçoivent dorénavant à charge des Caisses de Prévoyance et indépendamment des rentes qu'ils se constituent à la Caisse de Retraite à l'aide de leurs versements individuels un complément de pension dont le montant est équivalent à la différence entre 720 francs et le montant des rentes qu'ils peuvent acquérir à la Caisse de Retraite.

La seconde catégorie se compose des ouvriers pensionnés à charge des anciennes Caisses de Prévoyance, ainsi que des ouvriers non pensionnés âgés de plus de 60 ans justifiant d'avoir travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans et pendant 30 ans au moins dans une exploitation houillère belge.

Une dérogation importante est admise à la règle fixant à 60 ans la limite d'âge, au profit des ouvriers du fond, qui se trouvent admis à la pension.

1° Si, quittant le charbonnage, ils cessent tout travail.

2° Si, restant au charbonnage, leur salaire est inférieur aux trois cinquièmes du salaire moyen calculé sur les cinq dernières années des ouvriers de la catégorie à laquelle ils ont appartenu pendant la moyenne partie de cette période.

Le bénéfice de la pension fut étendu ultérieurement par la loi du 20 août 1920 au profit des anciens ouvriers non pensionnés nés avant le 1^{er} janvier 1868 incapables de travailler normalement dans un charbonnage et se trouvant dans le besoin.

Le régime de la retraite prévoit, en outre, la réversibilité de la pension au profit des veuves.

Le taux de cette pension est fixé à 360 francs l'an; celle-ci est accordée aux veuves des ouvriers décédés qui avaient obtenu une pension et aussi à celles des ouvriers décédés en réunissant les conditions pour l'obtenir.

La réversibilité est subordonnée à deux conditions :

a) La veuve doit avoir atteint l'âge de 60 ans ;

b) Elle doit avoir été mariée pendant dix ans au moins avec un ouvrier houilleur, même par des mariages successifs.

Enfin, le législateur du 30 août reconnaît, à titre transitoire pendant un terme de trois ans, à tout bénéficiaire d'une pension, une allocation supplémentaire de 360 francs payée à charge des pouvoirs publics par l'intermédiaire des Caisses de Prévoyance.

Du chef de cette allocation, tout ouvrier mineur peut acquérir la jouissance d'une pension de 1,080 francs par an; de même toute veuve d'ouvrier mineur bénéficie d'une pension de 720 francs.

* * *

Au point de vue de l'organisation administrative, les Caisses de Prévoyance sont chargées de l'exécution de la loi, dans le ressort de leur circonscription territoriale.

Elles servent d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers de charbonnages à la Caisse Générale de Retraite; à ce titre, elles sont essentiellement des organismes d'encaissement. Cependant, leur mission propre réside avant tout dans le service des pensions et compléments de pension au profit des ouvriers et veuves d'ouvriers mineurs.

Les ressources nécessaires à la couverture de ces pensions sont formées par les

colisations des exploitants affiliés, auxquelles se joint une contribution mensuelle des ouvriers.

Dans le cas où les recettes opérées par une Caisse de Prévoyance dépassent les charges de l'exercice, l'excédent est versé dans le Fonds commun institué sous le nom de « Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ».

Ce fonds dont l'organisation est réglée par l'Arrêté royal du 7 novembre 1920, doit former une réserve ayant comme but de couvrir le déficit éventuel des Caisses de Prévoyance, d'assurer le maintien des pensions au profit des ouvriers houilleurs qui ont appartenu à des charbonnages abandonnés ou ayant cessé leur exploitation.

La loi du 9 avril 1922, élargit le champ d'activité du Fonds National de Retraite en conférant au Conseil d'Administration le pouvoir de décider, avec l'autorisation du Gouvernement, qu'une partie des intérêts de l'avoir du Fonds National peut être affecté à l'allocation d'indemnités temporaires au profit d'ouvriers invalides ou de veuves d'anciens ouvriers.

Pour montrer les effets du régime dont nous venons de tracer l'économie générale, bornons-nous à signaler que, d'après les renseignements tirés du dernier rapport sur les opérations du Fonds National pendant l'exercice 1921, le nombre des ouvriers bénéficiaires d'une pension de 1,080 francs s'élève à 15,631 et celui des veuves jouissant d'une pension de 720 francs à 5,630. Les dépenses totales de la prévoyance atteignent fr. 12,493,676.53, y compris 7,447,000 francs à charge des Pouvoirs Publics du chef des indemnités de 360 francs au profit de chacun des titulaires d'une pension.

*
* * *

Quelles sont maintenant les raisons pour lesquelles le Gouvernement s'est cru le devoir de saisir le Parlement d'un projet de réforme dont l'objectif n'est autre que la refonte totale du système en vigueur ?

Ces raisons, l'Exposé des Motifs les résume en quelques traits :

Le pivot de la loi du 5 juin 1911, c'était la loi générale du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse; l'abrogation de cette loi et son remplacement par la loi générale d'assurance dont les Chambres législatives sont actuellement saisies, doivent avoir pour conséquence logique et nécessaire la mise en harmonie de la législation spéciale des ouvriers mineurs avec ce dernier projet.

A ce premier motif, s'en ajoute un deuxième : La loi du 20 août 1920 incorporée dans les lois coordonnées du 30 août 1920 prévoit qu'une indemnité annuelle, à charge des Pouvoirs publics est reconnue à tout ouvrier mineur ou veuve d'ouvrier pensionné en vertu de ces lois. Cette indemnité, toutefois, n'est accordée que pour un terme de trois ans, venant à échéance le 31 décembre 1925.

L'obligation de légiférer en cette matière s'imposait donc d'une manière inéluctable à l'attention du Gouvernement.

Dans l'entretemps, deux propositions de loi, dues à l'initiative parlementaire, avaient vu le jour : la première déposée à la Chambre le 22 juin 1922 par MM. De Bruyne et consorts, la seconde déposée au Sénat le 27 juillet 1922 par MM. Lombard et consorts.

Ces deux projets ont pour objet la réforme totale du régime en vigueur ; leurs

revendications sont identiques ; elles tendent à la majoration du taux de la pension, à la suppression des restrictions apportées à la reconnaissance des intéressés et à la réorganisation des rouages de la prévoyance par la création d'une Caisse autonome des ouvriers mineurs.

Dans ces conjonctures et devant ces manifestations, le Gouvernement n'a pas hésité à aborder le problème de la retraite des ouvriers mineurs, en vue d'y donner une solution définitive. Telle est l'origine du projet de loi dont l'approbation est soumise aux délibérations des Chambres.

Ce projet forme une œuvre complète et le journal *Le Peuple* écrivait avec raison que la loi du Ministre Moyersoen constitue un monument considérable qu'il faut avoir l'indépendance d'apprécier à sa juste valeur.

Son but, c'est de faire droit aux revendications des ouvriers mineurs que justifient les circonstances économiques du moment et de faciliter l'accession à la pension de retraite; s'il ne réalise pas le vœu émis de la création d'une Caisse Autonome unique, il s'applique néanmoins à corriger les défauts du régime actuel en assoyant sur des bases sérieuses le mécanisme financier de cette importante réforme sociale.

SYSTÈME DU PROJET DE LOI.

Le moment est venu, pour la facilité des débats, de tracer dans ses grandes lignes l'économie générale du système gouvernemental : nous avons, en outre le devoir de rencontrer les observations qui ont été suggérées.

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'économie générale du projet de loi repose sur les bases combinées de la capitalisation et de la répartition.

Dans le régime de capitalisation, il est ouvert à chacun des intéressés un compte individuel où sont portés périodiquement les versements effectués par lui à son profit, ainsi que les intérêts de ces versements.

Ces versements ainsi que les intérêts, sont capitalisés et donnent une rente dont le montant est en rapport avec l'importance des sommes accumulées, la durée de l'affiliation ainsi que l'âge du bénéficiaire.

Dans le système de la répartition, les arrérages des pensions dus au cours d'une année sont couverts par l'accumulation des versements effectués au cours de cette même année par les assurés ou en leur nom.

D'autre part, les règles que le projet renferme ont les unes un caractère définitif, les autres un caractère temporaire : les premières doivent constituer le régime normal, les secondes le régime transitoire. Ce dernier régime est applicable :

1° aux ouvriers mineurs qui, à raison de leur âge, ne sont pas susceptibles de jouir dans leur entièreté des avantages qu'implique le régime normal ;

2° Aux anciens ouvriers qui, bénéficiaires d'une pension sous le régime actuellement en vigueur, se trouvent exclus des avantages que le projet prévoit au profit de ceux qui y sont assujettis.

a) **Période normale.**

Le projet de loi a pour objet l'assurance obligatoire contre la vieillesse et le décès prématuré de tous les ouvriers occupés dans les exploitations houillères du pays; il assimile aux ouvriers houilleurs les ouvriers occupés dans les mines métalliques concédées et les délégués à l'inspection des mines.

Cette assurance est réalisée par l'affiliation de tous les intéressés à la Caisse d'Épargne et de Retraite.

Les versements effectués à leur compte personnel sont destinés, en ordre primordial, à leur garantir des rentes annuelles et viagères à cet organisme, lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite.

Le montant des rentes est proportionné au taux et au nombre des versements.

L'âge de la retraite est fixé à 60 ans; il pourra être réduit à 55 ans pour les ouvriers justifiant qu'ils ont été occupés trente années dans les travaux souterrains de la mine.

Néanmoins, tout ouvrier occupé à la surface, soit dans les travaux souterrains, lorsqu'il atteint respectivement l'âge de 60 et de 55 ans, a la faculté de proroger jusqu'à l'âge de 65 ans la liquidation de la rente afférente à ses versements, en vue de l'acquisition des rentes supplémentaires.

Indépendamment des rentes acquises à la Caisse Générale de Retraite, il est accordé à tout ouvrier houilleur, lorsqu'il aura atteint l'âge de la retraite, soit 60 ou 55 ans, un supplément de pension de 360 francs maximum et 120 francs minimum, pourvu qu'il ait été occupé trente années dans les exploitations houillères du pays.

La loi serait incomplète si, se bornant à garantir l'ouvrier contre les risques qui peuvent l'atteindre lui-même, elle n'envisageait en même temps ceux qui intéressent sa femme et ses enfants. Dans ce but, le projet prévoit que les prélèvements effectués sur les ressources de l'assurance affectées à la constitution des rentes de vieillesse des intéressés sont variables, suivant que ceux-ci sont célibataires, veufs ou divorcés ou bien mariés, de façon à créer, en harmonie avec l'article 12, 2°, 3° de la loi générale d'assurance, une rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'ouvrier et une rente de vieillesse du même import au profit de l'épouse.

En cas de décès prématuré de l'ouvrier marié, sa veuve touche les rentes afférentes au capital constitué à cet effet; si celles-ci n'ont pas été constituées entièrement, il est accordé gratuitement à la veuve une majoration de 120 francs à charge de l'État, sans toutefois que le montant total de la rente et de la majoration puisse dépasser 360 francs. Lorsque, nonobstant cette majoration, celle-ci et la rente accumulée n'atteignent pas 360 francs, une majoration de pension est accordée à concurrence de cette somme à charge du Fonds commun de Retraite. Ces majorations cessent dans le cas où la veuve se remarie.

Indépendamment de cette majoration éventuelle, il est accordé annuellement à la veuve, à charge du Fonds Commun, une majoration de 60 francs par enfant légitime de moins de 16 ans.

Les orphelins de père et de mère bénéficient également jusqu'à cet âge de la même allocation.

Ils bénéficient, en outre, après le décès des deux époux, de la rente de survie

créée au profit de la veuve à raison de 100 p. c., s'ils sont trois enfants ou plus de trois de moins de 16 ans, de 80 p. c., s'ils sont deux enfants de moins de 16 ans, et de 50 p. c., s'il n'y a qu'un enfant au-dessous de cet âge.

Si, dans ce cas, la rente est inférieure à 360 francs, elle est également portée à ce montant, la différence étant supportée par le Fonds Commun.

Le projet de loi réserve à l'épouse de l'ouvrier mineur une situation privilégiée dans le cas où elle devient veuve avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans.

Elle peut obtenir la liquidation anticipée de sa rente de vieillesse à condition :

1) que le mari soit mort pensionné ou réunissant les conditions pour obtenir la pension ;

2) qu'elle ait été unie à un ouvrier mineur pendant dix ans, même par des mariages successifs.

Si la rente de vieillesse n'a pas été entièrement constituée, la différence entre le montant total de 360 francs et la rente réelle acquise à la Caisse Générale de Retraite est liquidée à charge du Fonds Commun.

Dans l'hypothèse, cependant, où le décès prématuré est dû à une cause accidentelle donnant lieu à l'application des dispositions de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les allocations soit à la charge de l'État, soit à charge du Fonds Commun, sont supprimées ou, le cas échéant, réduites à concurrence du montant des indemnités servies en vertu de la dite loi.

Le projet de loi dispose, enfin, que les ouvriers atteints d'incapacité absolue et permanente pour cause de maladie, ont la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à son compte personnel, à condition de compter 30 ans d'âge et de justifier de dix années de services au moins dans les exploitations houillères.

Indépendamment de cette rente, il lui est attribué une pension de 720 francs au maximum établie à raison de 24 francs par année de service.

b) Période transitoire.

1° Pour les ouvriers nés avant le 1^{er} janvier 1906, en vue de leur reconnaître des avantages équivalents à ceux prévus au profit des ouvriers de la période normale, le projet de loi dispose qu'il leur est accordé :

A) Une majoration de pension à charge de l'État, similaire à celle prévue par le projet de loi sur l'assurance des ouvriers de toutes catégories.

B) Un complément de pension à charge du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

L'ouvrier invalide, comptant 30 ans d'âge et justifiant de dix années de services dans les exploitations houillères, bénéficie de ce complément à concurrence de 1/50 par année de service, du complément reconnu aux ouvriers de son âge et de sa catégorie.

La majoration et le complément sont dégressifs et variables, d'après l'âge de naissance de chaque intéressé.

2° Pour les anciens ouvriers pensionnés sous l'empire de la législation en vigueur, qui ne sont pas assujettis au projet de loi actuel, celui-ci prévoit le maintien des pensions, compléments et allocations en cours. Il reconnaît, en outre,

aux ouvriers pensionnés un supplément de pension de 360 francs et de 120 francs au minimum à charge du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

Examinons maintenant quelles sont les ressources affectées à la couverture des charges de l'assurance et leur répartition en vue de la réalisation du nouveau système de retraite.

Ces ressources sont constituées :

1. Par les versements obligatoires des assurés et par les cotisations obligatoires des exploitants des charbonnages.

Le montant de ces versements et cotisations est fixé à 5 p. c. des salaires payés aux ouvriers mineurs occupés, supportés par parts égales par les exploitants et les ouvriers.

Pour la fixation des versements, les ouvriers sont classés en six catégories, d'après l'importance de leur salaire.

2. Par la contribution de l'État.

Celle-ci cesse d'être accordée, lorsque la rente produite s'élève à 240 francs en ce qui concerne les rentes de retraite personnelles et à 120 francs en ce qui concerne les rentes de retraite des veuves et les rentes de retraite des épouses.

3. Par l'avoir du Fonds National de Retraite, créé par la loi du 20 août 1920.

II. — AFFECTATION DES RESSOURCES.

Sur le montant global des versements effectués, il est prélevé, suivant le mode déterminé ci-après, les sommes destinées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie à la Caisse Générale de Retraite.

L'excédent des versements est affecté concurremment avec les autres ressources à l'alimentation du Fonds Commun de Retraite, en vue du service des suppléments, compléments de pension et allocations, au profit des ouvriers mineurs, des veuves, des orphelins et des invalides, ainsi qu'à la liquidation des pensions et allocations aux titulaires dont les droits ont été reconnus sous l'empire de la loi actuelle.

Les versements effectués au nom des assurés célibataires du sexe masculin et des assurés veufs et divorcés, ainsi que la contribution de l'État y afférente, sont affectés à concurrence de 50 p. c. à la constitution de la rente de vieillesse et de 50 p. c. à la constitution d'un capital destiné à être converti en rente de survie, au moment du mariage de l'assuré. Dès qu'un capital de 1,200 francs a été constitué, l'entière des versements est affectée à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé.

Les versements effectués au nom des ouvriers mariés avec la contribution de l'État y afférente sont affectés à concurrence de 50 p. c. à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé et de 50 p. c. à la constitution de la rente de survie et, dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente de vieillesse de l'épouse.

Lorsque la rente de vieillesse de l'épouse est constituée ou lorsque l'épouse est titulaire d'une rente de vieillesse de 720 francs, l'ensemble des versements avec la contribution de l'État est affecté à la constitution de la rente de vieillesse de l'assuré.

Les versements effectués au nom des assurés du sexe féminin, avec la contribution de l'État y afférente, sont affectés à la constitution de la rente de vieillesse.

III. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

Pour terminer l'exposé de l'économie générale du projet gouvernemental, examinons quels sont les organismes de la retraite ainsi que leurs attributions respectives.

Le service de l'assurance est confié :

- 1) à la Caisse Générale de Retraite sous la garantie de l'État ;
- 2) au Fonds Commun de Retraite des Ouvriers Mineurs ;
- 3) aux Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs.

1° La Caisse Générale de Retraite est chargée de la constitution des rentes de vieillesse, des rentes de survie et des rentes de vieillesse de l'épouse.

Elle a la mission de recevoir les sommes qui sont prélevées à cette fin sur les versements patronaux et ouvriers et le devoir d'en assurer la répartition entre les différents comptes des intéressés, de constituer les capitaux constitutifs des rentes et d'assurer le service de celles-ci.

2° Le Fonds Commun de Retraite des Ouvriers Mineurs, qui jouit de la personification civile et de la garantie de l'État, a pour obligation primordiale de supporter toutes les charges que l'assurance comporte en dehors de la constitution des rentes de vieillesse. Il pourvoit à toutes les dépenses de gestion et d'alimentation de l'assurance et couvre les Caisses de Prévoyance des paiements effectués pour le service de l'assurance. Il leur procure éventuellement les avances nécessaires à cet effet. Il constitue les réserves mathématiques pour le service des compléments de pension et pour ce, il est créé un fonds spécial faisant l'objet d'une comptabilité distincte.

Le Fonds National prend à sa charge les avantages reconnus au profit des ouvriers pensionnés, de veuves d'ouvriers pensionnés, ayant appartenu à des charbonnages abandonnés.

Il est chargé, en outre, dans les limites déterminées par le Gouvernement, d'assurer l'exécution des Conventions conclues avec les pays étrangers, relatives au régime de retraite des ouvriers mineurs.

Pour l'exécution de ces différents devoirs, le Fonds National est alimenté par les ressources suivantes :

- a) par l'avoir du Fonds Commun de Retraite créé par la loi du 20 août 1920 ;
- b) par des versements des ouvriers et les cotisations des exploitants, défalcation faite des sommes affectées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie ;
- c) par des cotisations patronales relatives à des ouvriers de nationalité étrangère, qui ne peuvent bénéficier de ces cotisations à défaut d'une Convention de réciprocité avec leur pays d'origine ;
- d) par l'attribution des capitaux constitués pour la création des rentes de survie par les assurés célibataires, veufs ou divorcés qui viennent à décéder avant d'avoir contracté mariage ou avant d'avoir contracté un nouveau mariage ;
- e) par des dons et des legs.

L'excédent de l'avoir du Fonds National, après constitution des capitaux de

couverture pour le service des compléments de pension, est versé à un fonds de réserve destiné :

a) à couvrir les insuffisances éventuelles dans l'alimentation annuelle normale du fonds spécial de compléments de pension ;

b) à garantir le service régulier des pensions, majorations et allocations ;

c) à faire face aux pertes éventuelles du Fonds Commun et à rembourser les avances que l'Etat pourrait avoir consenties en vertu de la garantie prêtée par lui.

5° Le projet de loi crée dans les différents bassins miniers du pays des organismes formant le prolongement des Caisses de Prévoyance actuelles, dont ils empruntent la dénomination.

Dans le plan général de la loi, ces organismes restent les rouages d'exécution de l'assurance, chargés de prêter leur concours au Fonds Commun de Retraite pour réaliser, sous son contrôle, les opérations nécessaires à son bon fonctionnement. Le champ d'activité de chacune d'elles s'étend sur une circonscription territoriale déterminée du Royaume, groupant dans son ressort les exploitants et les ouvriers des charbonnages qui s'y trouvent exploités.

Le projet confère aux Caisses de Prévoyance la mission d'assurer l'encaissement des versements des exploitants et des ouvriers pour le compte du Fonds Commun. Il les charge de remplir les formalités nécessaires à l'affiliation à la Caisse Générale de Retraite et d'assurer le service des rentes de vieillesse et de survie pour compte de cette institution.

Il leur attribue, enfin, le devoir d'instruire les demandes de pension, des compléments et des suppléments, des majorations et des allocations.

En prévision des différends qui pourraient surgir dans l'application de la loi, le projet prévoit la création d'une juridiction spéciale à deux degrés, comprenant, en premier ressort, les Commissions administratives et, en second ressort, un Conseil supérieur d'arbitrage.

IV. — DES PÉNALITÉS ET DES DISPOSITIONS FINALES.

Le projet emprunte à la loi générale d'assurance les diverses dispositions édictant des pénalités vis-à-vis de ceux qui ne se soumettraient à ses prescriptions.

Dans ses dispositions finales, le projet prescrit l'incessibilité et l'insaisissabilité des rentes, majorations, pensions et compléments, sous réserve toutefois, des dispositions prises par Arrêté royal, en application de la loi générale sur les pensions, concernant les personnes hospitalisées aux frais des Pouvoirs Publics.

Il attribue aux organismes d'assurance, vis-à-vis des exploitants des charbonnages, un droit de privilège en garantie de leur créance, lequel prend rang immédiatement après le 4° et le 4^{obis} de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Il fixe enfin, au 1^{er} janvier 1924, la date de la mise en vigueur de ses dispositions, sauf, toutefois, en ce qui concerne le montant des versements constitutifs des rentes de vieillesse à la Caisse Générale de Retraite, lesquels ne seront portés au compte des ouvriers assujettis que pour un montant égal à celui prévu par la législation actuelle, jusqu'au 1^{er} janvier 1925.

Le projet du Gouvernement a été accueilli, dès son dépôt, avec empressement, on peut dire avec sympathie; la satisfaction était exprimée de voir enfin résolu, pour le plus grand bien de la classe ouvrière, ce problème si ardu de la retraite. Ultérieurement, cependant, des critiques se sont élevées et des observations ont été faites, les unes relatives à l'ensemble du projet et à la structure de l'organisation future, les autres relatives à des questions de détail. Le Gouvernement, de son côté, a saisi la Commission de divers amendements.

Le devoir s'impose au rapporteur de les passer en revue, d'en étudier le bien-fondé et d'examiner les modifications que le projet pourrait comporter.

EXAMEN DES ARTICLES AINSI QUE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES.

ARTICLE PREMIER.

Le projet de loi soumet à l'assurance tous les ouvriers occupés dans les exploitations houillères du pays et assimilé aux ouvriers houilleurs les délégués à l'inspection des Mines, ainsi que les ouvriers occupés dans les mines métalliques concédées.

Ne sont pas compris les ouvriers occupés dans les ardoisières ni ceux occupés dans les mines autres que celles qui sont soumises à concession. Le régime d'exception appliqué aux ouvriers houilleurs et à ceux qui y sont assimilés, est justifié dans l'exposé des motifs par la nature de leur travail et par l'intérêt de l'industrie charbonnière.

ART. 2.

Les ouvriers étrangers auront-ils droit aux compléments du Fonds Commun prévus aux articles 52, 55 et 56 ?

Les ouvriers de nationalité étrangère sont soumis au même régime que les ouvriers belges; néanmoins, ils n'ont droit qu'aux rentes viagères constituées à l'aide des versements effectués en leur nom à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite; ils doivent être exclus des suppléments et des compléments de pension, ainsi que des avantages dus à l'intervention de l'État, à moins que les pays d'origine ne reconnaissent aux Belges des avantages équivalents.

En vue d'apporter plus de clarté aux dispositions du projet, le Gouvernement a proposé de modifier le texte de l'article 2 en remplaçant les termes « ils ne pourront bénéficier des cotisations patronales » par « ces ouvriers, ainsi que leurs ayants-droit, ne pourront bénéficier des suppléments, compléments de pension et des majorations » et en supprimant la dernière phrase ainsi libellée : « Lorsqu'ils n'ont pas droit à la cotisation patronale, celle-ci est versée au Fonds Commun de Retraite prévu à l'article 47. »

Cette phrase a paru inutile, l'excédent des versements effectués à la Caisse Générale de Retraite pour la constitution des rentes viagères étant affecté à l'alimentation du Fonds Commun de Retraite en vertu de l'article 10, § 2.

ART. 5.

Les ressources nécessaires à l'assurance sont procurées, d'une part, par les cotisations des exploitants des charbonnages, à raison de 2 1/2 p. c. des salaires, et par une contribution équivalente des ouvriers.

L'unification du taux des cotisations patronales et ouvrières a pu faire l'objet de certaines observations. Celles-ci sont rencontrées dans l'Exposé des Motifs; nous ne pouvons que nous référer aux considérations que celui-ci exprime :

« Si l'intervention des exploitants dans la constitution des retraites trouve sa
» raison d'être dans le devoir normal qui s'impose à tout employeur d'assister
» ceux qui, par leur collaboration, ont contribué à la réussite de leurs entreprises,
» l'État, de son côté, a l'obligation de veiller à ce que l'imprévoyance de quelques-
» unes ne mette en péril les intérêts de la collectivité dont il a la garde. En impo-
» sant l'obligation, il a le devoir d'en assurer le contrôle et de lui donner son
» appui.

» Par contre, c'est en ordre primordial à l'ouvrier lui-même qu'incombe le
» devoir de veiller à la sécurité de son avenir et de consentir les efforts néces-
» saires à cet effet.

» L'assurance doit être un acte de prévoyance personnelle, parce que l'ouvrier
» est redevable à lui-même des avantages qui lui seront procurés; il verra parallè-
» lement se fortifier son attachement à l'ordre social, puisque c'est dans le main-
» tien de celui-ci qu'il trouvera la garantie de la sécurité de ses droits. »

ART. 10.

On a reproché au projet de loi de reposer sur une fausse économie financière, du fait que les cotisations destinées à la couverture des pensions de l'assurance sont proportionnelles aux salaires.

Le projet prévoit, en effet, que les ressources de l'assurance, puisées dans les cotisations des exploitants et dans les contributions des ouvriers, sont affectées pour partie à la constitution des rentes de vieillesse, l'excédent étant destiné à la couverture des charges imposées au Fonds Commun.

Dans le projet Lombard et consorts, il était prévu d'une manière identique que l'alimentation de la Caisse autonome était assurée par un versement de 5 p. c. des salaires, dont 3 p. c. à charge des exploitants et 2 p. c. à charge des ouvriers. De même, dans le projet de MM. De Bruyne et consorts le mode d'alimentation de la Caisse de Retraite était fixé en proportion des salaires, les cotisations étant égales à 4 1/2 p. c. des salaires payés par l'exploitation, dont 3 p. c. à charge de l'exploitant et 1 1/2 p. c. à charge de l'ouvrier, une somme de 2 p. c. étant mise à charge des Pouvoirs publics.

Les dispositions du projet de loi sur cet objet se retrouvent, on le voit, dans le projet De Bruyne et consorts et cadrent avec les vœux émis par l'Union d'Action Sociale Chrétienne, demandant, notamment que les versements effectués en vue de la constitution d'une retraite soient proportionnés aux salaires. (*Revue*, fasc. 4, octobre-novembre 1923.)

L'exposé des motifs développe la raison d'être de semblable conception :

« On s'est demandé, dit-il, si conformément à la loi générale, il ne pouvait
 » suffire de fixer les versements affectés à la constitution des rentes viagères d'une
 » manière uniforme pour les intéressés. Semblable règle était déjà appliquée sous
 » le régime des lois coordonnées actuellement en vigueur. Il est indéniable qu'au
 » point de vue technique, le calcul des rentes se trouvait facilité par l'adoption
 » d'un système comportant des sommes fixes portant sur des quotités déterminées.
 » Cette pratique, cependant, doit être condamnée au regard des sains principes de
 » la prévoyance, qui exigent d'une part, que les cotisations soient en relation aussi
 » étroite que possible avec les salaires et que, d'autre part, la pension de retraite
 » soit proportionnée aux nécessités des intéressés, dont la mesure se trouve dans
 » les salaires mêmes. »

Dans l'économie générale de la loi, une partie des ressources de l'assurance est affectée à l'acquisition, par voie de capitalisation, des rentes viagères à la Caisse Générale de Retraite; le montant des versements inscrit sur le livret individuel de chaque intéressé représente ainsi 2 à 2 1/2 p. c. des salaires, suivant qu'il est marié ou célibataire. Il est fixé pour chacune des catégories des salariés à laquelle l'intéressé appartient, une quotité fixe en rapport avec les salaires de sa catégorie.

Les rentes viagères acquises à l'aide de ces versements seront proportionnelles au total de ceux-ci.

ART. 12 ET 13.

La classification prévue à cet article a-t-elle lieu d'après le salaire de l'année précédente ou de l'année courante?

Si c'est le salaire de l'année courante qui est pris en considération, comment procède-t-on?

Il appartiendra au Roi de régler par voie d'arrêté les mesures d'exécution de la loi.

Ces mesures paraissent devoir s'inspirer des directives suivantes :

L'article 5 prévoit que les charges de l'assurance sont supportées par les patrons et les ouvriers sur la base de 5 p. c. des salaires, 2 1/2 p. c. étant supportés par les exploitants et 2 1/2 p. c. par les ouvriers.

Les contributions des ouvriers sont prélevées à chaque paye sur les salaires des ouvriers et adressées périodiquement par le charbonnage intéressé avec les cotisations égales des exploitants à la Caisse de Prévoyance du ressort pour le compte du Fonds Commun de Retraite. Cet envoi est accompagné de la liste nominative des ouvriers ayant effectué des versements, avec l'indication du montant de ceux-ci.

Les versements à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite au compte individuel de chaque ouvrier sont effectués annuellement à l'expiration du trimestre pendant lequel l'intéressé a atteint l'anniversaire de sa naissance. Ce versement est effectué en tenant compte du nombre des versements et de leur import total, et aussi à la classe de salariés à laquelle l'intéressé appartient. Pour la facilité de la classification, on peut ou bien inscrire sur la liste nominative, dressée par le charbonnage, l'indication de la classe des salaires ou bien grouper les individus appartenant à une même classe sur une liste nominative distincte.

ART. 19.

a) D'après le texte de cette disposition emprunté à la loi générale sur les pensions, la rente de vieillesse devait prendre cours à partir du trimestre suivant celui pendant lequel l'intéressé aura accompli sa cinquantième année ou sa soixantième année, suivant qu'il est ouvrier du fond ou de la surface, et les compléments à charge de l'Etat et du Fonds Commun prenant cours en même temps.

Il en résultait qu'il se serait écoulé un, deux et parfois trois mois entre la date à laquelle certains ouvriers auraient atteint cet âge et celle à laquelle la pension pourrait prendre cours.

Cette situation est défavorable aux ouvriers. Un amendement du Gouvernement a modifié en conséquence l'article 19. Il prévoit que la rente de vieillesse prendra cours à partir du premier du mois suivant celui pendant lequel l'intéressé aura atteint l'âge d'entrée en jouissance et aura introduit sa demande.

b) Tout ouvrier qui, au cours de son existence, a travaillé dans la mine et a fait de ce chef des versements, a droit à l'âge de 60 ans, aux rentes proportionnées aux versements qui ont été effectués à son compte. L'acquisition de ces rentes n'est subordonnée à aucune durée minimum de services. Les ouvrières des mines, les ouvriers intermittents, n'eussent-ils travaillé que six mois, deux ans, cinq ans, possèdent la garantie qu'à l'âge de 60 ans, le droit leur est ouvert à la jouissance des rentes acquises à l'aide des versements effectués pendant la durée de leurs services.

On a pu critiquer l'âge de 60 ans fixé par le projet de loi pour l'entrée en jouissance des rentes. On ne peut oublier, cependant, que la loi générale sur les pensions fixe à 65 ans l'âge de la retraite des ouvriers de toutes catégories et que le projet de loi crée, par conséquent, une faveur exceptionnelle au profit des travailleurs de la mine.

Le projet renferme, au surplus, une disposition des plus favorable au profit des ouvriers du fond, lesquels pourront prétendre à la jouissance des rentes viagères, dès qu'ils auront atteint l'âge de 55 ans, pourvu que la durée de leurs services dans les travaux souterrains de la mine ait atteint trente années.

L'Exposé des Motifs auquel nous ne pouvons que nous référer, développe les nombreuses considérations qui s'opposent à ce que l'entrée en jouissance de la retraite soit fixée à un âge antérieur. Il y a lieu de ne pas perdre de vue que le projet de loi, ainsi que son titre l'indique, est destiné à assurer les ouvriers contre les risques de la vieillesse. La retraite ne doit intervenir en règle générale que lorsque l'ouvrier n'est plus capable de pourvoir à sa subsistance par le seul produit de son travail.

Le projet de loi admet la présomption légale que le travail ardu de la mine entraîne une incapacité de travail prématurée au regard des autres professions. Cette présomption est renversée dans le cas où l'ouvrier, ayant atteint l'un de ces âges, continue le travail dans le charbonnage. Dans ce cas, il pourra acquérir des rentes de vieillesse supplémentaires à l'aide des versements qui seront portés à son compte, mais il ne pourra cumuler la pension de retraite avec le salaire.

Pour répondre à une question posée sur cet objet, il doit être entendu que tout ouvrier qui proroge la liquidation de sa pension au delà de 55 ans ou de 60 ans,

pourra, dès qu'il le juge convenable, demander sa pension à n'importe quel âge, jusqu'à celui de 65 ans.

Il se conçoit, en ce qui concerne notamment les ouvriers du fond, que la faveur d'une pension de retraite, dès l'âge de 55 ans, soit subordonnée à la preuve que cet ouvrier n'ait pas perdu la qualité d'ouvrier mineur.

Pour dissiper toute ambiguïté et tout malentendu à cet égard, le Gouvernement a introduit, par voie d'amendement à l'article 19, § 2, la stipulation que la liquidation anticipée de la pension à 55 ans est subordonnée à la condition qu'il abandonne le travail de la mine. Un deuxième amendement prévoit aussi que la rente de vieillesse prendra cours à partir du premier du mois qui suit celui pendant lequel l'intéressé a accompli sa 55^e année.

L'ouvrier doit, en outre, justifier d'un minimum de services dans les charbonnages. L'ouvrier est libre d'engager son travail dans l'industrie qui lui convient ; dans le cas où il juge bon de changer d'industrie, il a le loisir de recouvrer les rentes acquises en proportion de ses versements ; s'il entend toutefois, se prévaloir des inconvénients ou des difficultés de travail inhérents à l'industrie minière, s'il veut invoquer les services rendus à l'exploitation des mines pour participer aux avantages que réserve l'industrie charbonnière à ceux qui ont voué leur existence au développement et à la prospérité de celle-ci, il n'est que justice que la preuve soit apportée que ses services ont eu une durée suffisante pour justifier l'attribution de ces avantages.

Dans ce but, le projet de loi exige, pour l'attribution de la pension de retraite à 55 ans, un minimum de trente années de services. Ce minimum est également requis pour l'attribution du supplément de retraite de 360 francs à charge du Fonds Commun, au profit des ouvriers qui ont atteint l'âge de 60 ans, en ce qui concerne les ouvriers de toutes catégories, et l'âge de 55 ans pour ceux qui justifient de trente années de services dans le fond.

ART. 20.

La rente de survie à la veuve sera-t-elle servie à partir du lendemain de la mort du mari ?

La rente de survie acquise par la veuve devra être servie à partir du premier du mois qui suit celui pendant lequel s'est produit le décès de son époux. Un amendement déposé par le Gouvernement a modifié en ce sens la disposition de l'article 20.

ART. 21.

La veuve perd-elle son droit aux avantages de la loi, si elle est remariée ?

Une distinction s'impose. Les rentes de survie auxquelles elle a droit du chef et en proportion des versements effectués à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, lui sont définitivement acquises. Par contre, en harmonie avec l'article 18 du projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, la majoration à charge de l'État cesse de lui être payée.

De plus, la majoration spéciale à charge du Fonds Commun, prévue dans le cas

où la somme globale formée par la rente de survie et la majoration de l'État est inférieure à 360 francs, se trouve également suspendue.

L'intervention de l'État et du Fonds Commun se justifie par le souci de prêter aide à la veuve qui, en perdant son époux, perd en même temps celui qui pourvoyait normalement aux besoins de son existence. C'est au nouvel époux, en cas de remariage, qu'incombe la charge d'entretenir son ménage par le produit de son travail. L'article 10 du projet de loi déposé par MM. Lombard et consorts au Sénat, en supprimant la pension aux veuves remariées, paraît s'être inspiré de raisons identiques.

Ces dispositions ne concernent essentiellement que les femmes d'ouvriers mineurs devenues veuves après la mise en vigueur de la loi. On ne peut perdre de vue, cependant, que le projet de loi prévoit le maintien de tous les droits acquis aux femmes devenues veuves avant ce terme ; celles-ci peuvent prétendre, lorsqu'elles remplissent les conditions déterminées, aux pensions prévues par les lois coordonnées, ainsi qu'à l'allocation reconnue à charge du Fonds National de Retraite.

ART. 23.

La majoration, au profit des orphelins de père et de mère, est-elle payable à partir du lendemain de la mort du père ?

La majoration, servie aux orphelins de père et de mère, devrait être rendue payable à partir du premier mois qui suit celui au cours duquel le père est décédé. Le texte de l'article 23 a été modifié en ce sens par un amendement du Gouvernement.

ART. 24.

D'après le texte primitif, la rente de vieillesse au profit de l'épouse devait prendre cours à partir du trimestre suivant celui au cours duquel l'intéressée a accompli sa 65^e année.

Un amendement du Gouvernement a modifié l'article 24. Il prévoit que la rente de vieillesse, au profit de l'épouse de l'assuré, prendra cours à partir du premier du mois qui suit celui pendant lequel l'intéressée a accompli sa 65^e année.

ART. 25.

« L'épouse d'un ouvrier mineur devenue veuve, après la mise en vigueur de la » présente loi, obtient, lorsqu'elle atteint l'âge de 60 ans accomplis, la liquida- » tion anticipée de la rente de vieillesse constituée par l'époux à son profit, » *réduite en raison de son âge réel au moment de l'entrée en jouissance...* »

Le texte de l'article 25 a été modifié en ce sens par un amendement du Gouvernement.

ART. 33.

Le supplément de pension prévu à l'article 33 en faveur des invalides, est-il à la charge de l'État ou du Fonds Commun ?

L'assurance des ouvriers mineurs, telle qu'elle est réalisée par le projet de loi,

met à la charge du Fonds Commun toutes les dépenses sans exception qui résultent du régime de retraite spécial aux ouvriers mineurs. L'Etat n'intervient dans les charges de l'assurance que dans le cas où son intervention est formellement prévue en harmonie avec la loi générale sur les pensions.

L'ouvrier atteint d'incapacité totale et permanente, s'il compte 30 années d'âge et justifie de dix années au moins de travail dans une exploitation houillère, a la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à son compte personnel à la Caisse Générale de Retraite par les versements effectués en son nom, la rente étant réduite en raison de son âge réel au moment de l'entrée en jouissance. Un amendement déposé par le Gouvernement a modifié en ce sens la disposition finale de l'article 33.

Il lui est attribué, en outre, un complément de pension dont le montant est déterminé par la durée de ses services à raison de 24 francs par année, avec un maximum de 720 francs.

Pendant la période transitoire, pour les ouvriers nés avant 1900, il est accordé un complément équivalent à $\frac{1}{50}$ par année de services du complément reconnu aux ouvriers de son âge et de sa catégorie, conformément aux distinctions établies par le tableau annexé à la loi, suivant que les dix années de travail minier ont été accomplies à la surface ou dans les travaux souterrains de la mine.

La Commission a été invitée à résoudre divers cas d'application de ces dispositions.

Quels sont les droits éventuels des invalides :

a)	nés en 1894,	invalide à 30 ans (1924),	ayant 15 années de travail.
b)	— 1888,	— 35 ans (1925),	— 18 —
c)	— 1885,	— 40 ans (1925),	— 20 —
d)	— 1880,	— 50 ans (1930),	— 30 —

Cas d'application.

a) Ouvrier né en 1894, invalide à 30 ans après 15 ans de travail. Il cesse donc de travailler en 1924.

Il effectue des versements sous le régime de la loi nouvelle pendant quelques mois seulement. La pension qui en résultera est négligeable.

1° Il peut demander la liquidation anticipée de sa pension à la Caisse de Retraite (art. 33). Elle s'élèvera pour ses versements effectués sous l'ancienne loi à environ 50 francs.

2° Il lui est attribué un supplément de pension de 24 francs par année de travail (art. 53) soit 24×15 360

3° Il recevra également un complément de pension (art. 56), s'il est ouvrier de la surface, soit $\frac{15 \times 40}{50}$ 20

s'il est ouvrier du fond, soit $\frac{15 \times 40}{50}$ 20

total : 400 francs environ, s'il est ouvrier de la surface ou du fond.

b) Ouvrier né en 1888, invalide à 35 ans, après 18 ans de travail. Il cesse donc de travailler en 1923, avant la mise en vigueur de la nouvelle loi. Il ne peut bénéficier des avantages reconnus par celle-ci.

c) Ouvrier né en 1885, invalide à 40 ans, après vingt ans de travail. Il cesse donc de travailler en 1925.

1° Il peut demander la liquidation anticipée de sa pension à la Caisse Générale de Retraite (art. 33). Elle s'élèvera pour les versements effectués sous l'ancienne loi à environ 40 francs. Elle est négligeable pour ses versements effectués sous la nouvelle loi.

2° Il lui est attribué un supplément de pension de 24 francs par année de services (art. 33), soit :

$$24 \times 20 \dots\dots\dots 480 \text{ francs.}$$

3° Il recevra également un complément de pension (art. 36), s'il est ouvrier de la surface, soit :

$$\frac{20 \times 160}{50} \dots\dots\dots 106,67$$

s'il est ouvrier de fond, soit :

$$\frac{20 \times 260}{50} \dots\dots\dots 173,35$$

Total : 626,67, s'il est ouvrier de la surface ;
695,95, s'il est ouvrier de fond.

d) Ouvrier né en 1880, invalide à 50 ans, après trente ans de travail. Il cesse donc de travailler en 1930.

1° Il peut demander la liquidation anticipée de sa pension à la Caisse Générale de Retraite, soit en vertu des versements effectués sous l'ancienne loi 50 fr. env.
soit en vertu des versements effectués sous la nouvelle loi 100 fr. env.

2° Il est attribué un supplément de pension de 24 francs par année de services (art. 33), soit :

$$24 \times 30 \dots\dots\dots 720 \text{ francs.}$$

3° Il recevra également un complément de pension (art. 36), s'il est ouvrier de la surface, soit :

$$\frac{50 \times 260}{50} \dots\dots\dots 260 \text{ francs.}$$

s'il est ouvrier du fond, soit :

$$\frac{50 \times 560}{50} \dots\dots\dots 560 \text{ francs.}$$

Total : 1,450 francs, s'il est ouvrier de la surface ;
1,250 francs, s'il est ouvrier du fond.

ART. 35.

Aux termes de celui-ci, pour les ouvriers nés après 1867, les versements opérés sous le régime de la présente loi n'entrent pas en ligne de compte. à quel âge les ouvriers nés de 1868 à 1886 jouissent-ils de la majoration de l'État ?

Du libellé de cet article, il résulte que les ouvriers du fond nés de 1868 à 1875 qui seraient en droit d'obtenir leurs rentes viagères à 55 ans, ne pourraient

bénéficiaire de la majoration à charge de l'État qu'à la condition d'avoir effectué cinq versements sous l'empire de la nouvelle loi.

Un amendement du Gouvernement adjoint au dernier paragraphe une disposition étendant son application aux ouvriers de cette catégorie et justifiant de trente années de fond.

« Les ouvriers nés avant 1868 et ceux justifiant de la durée de services requise » dans les travaux souterrains, nés avant 1873, auront droit à la majoration à » condition d'avoir effectué des versements pendant cinq années, y compris éven- » tuellement les versements opérés sous l'empire des lois coordonnées du » 30 août 1920. »

ART. 36^{bis}.

Par dérogation aux articles 19 § 2, 32 et 33, tout ouvrier de la surface né avant 1883, et tout ouvrier du fond né en 1888, occupé dans les exploitations houillères à la date de la mise en vigueur de la présente loi, pourra, s'il justifie de vingt années au moins de travail effectif dans les charbonnages, faire valoir respectivement, à l'âge de 60 et de 55 ans, ses droits à la liquidation des rentes viagères acquises, au supplément prévu à l'article 32, ainsi qu'au complément de pension prévu à l'article 36, le montant du supplément et du complément étant réduit aux deux tiers de celui des montants fixés conformément aux articles 32 et 36.

Si la durée des services dépasse vingt ans, tout en étant inférieur à trente années, le montant du supplément ainsi que celui du complément de pension afférent à son âge, sera fixé à raison de 1/30 par année de services.

Aux termes du projet de loi, les droits au supplément et au complément de pension, ainsi que pour les ouvriers du fond, la liquidation anticipée de leurs rentes viagères sont subordonnés à la condition expresse que l'intéressé justifie d'un minimum de trente années de service.

Ces dispositions ont fait l'objet de vives critiques. Mais dans la conception générale du projet, ces dispositions sont justifiées. Le projet de loi est essentiellement basé sur ce principe que c'est à l'ouvrier lui-même qu'il appartient de se constituer, par ses moyens propres, une retraite convenable pour ses vieux jours. L'État n'intervient qu'en vue d'encourager et de soutenir sa prévoyance personnelle. Le patron, de son côté, unit ses efforts à ceux de l'ouvrier pour le récompenser de sa constance au travail et de la collaboration apportée à l'exercice de son industrie. Fidèle à ce principe, le projet de loi affecte à la constitution des rentes viagères et de survie la totalité des versements opérés par l'ouvrier ; si une partie en est distraite, ce n'est qu'à titre temporaire, à raison de la règle de solidarité imposant à l'ouvrier de contribuer aux charges de la liquidation des pensions accordées sous le régime actuel. Cette contribution, toutefois, n'est que provisoire, car, au fur et à mesure que les pensions en cours viendront à extinction, les sommes disponibles pourront être affectées, conformément à l'article 33, à la majoration du taux des versements effectués à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Il se conçoit, par contre, que les cotisations patronales, destinées à récompenser l'assiduité de l'ouvrier au travail et sa fidélité à la profession de mineur, ne puissent

être reconnues qu'au seul profit de ceux qui justifient d'un minimum d'années de services et qui n'ont pas déserté le charbonnage pour s'engager soit dans le commerce, soit dans l'exercice d'une autre profession.

On ne peut faire reproche au projet de loi d'exclure du bénéfice des suppléments et des compléments de pensions des ouvriers qui, au bout de dix ou quinze ans, ont préféré abandonner l'âpre travail de la mine pour se consacrer à l'agriculture, pour s'enrôler dans d'autres industries, pour ouvrir un cabaret et se livrer au commerce. Notons d'ailleurs qu'une extension du droit à ces allocations aboutirait à la création de charges financières multiples et à la destruction délibérée de la conception financière du projet.

Est-ce à dire que le projet ne puisse être susceptible de certaines modifications, susceptible de porter remède à des situations dignes d'intérêt? Non! Il est avéré que dans le Bassin de la Campine, notamment, nouvellement ouvert à l'exploitation, nombre d'ouvriers de la région n'ont pu, pour des circonstances indépendantes de leur bonne volonté, s'embaucher dans l'industrie charbonnière qu'à partir de 35 ou de 40 ans.

Pour ces ouvriers, la possibilité est exclue, à raison de leur âge, de consacrer au travail de la mine une durée de trente années de services suffisante pour obtenir soit un supplément, soit un complément de pension.

La Chambre fera, à notre avis, œuvre équitable en réduisant la durée des services requise; à cet effet, l'adoption de l'amendement proposé par votre Commission s'impose, permettant à ces ouvriers de bénéficier d'un traitement spécial.

ART. 44.

Un amendement du Gouvernement a remplacé les mots « sur le livret individuel » par les mots « au compte » et a ajouté à l'article 44 un deuxième paragraphe ainsi conçu :

« Ces sommes sont déposées à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite qui est chargée de la gestion des capitaux et du service des rentes ».

Ces modifications ont été apportées en vue d'uniformiser les textes du présent projet et du projet de la loi générale.

Le projet de loi charge la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite de la constitution des rentes viagères dans les formes et suivant les conditions qu'il détermine. Le Gouvernement n'a pas donné satisfaction sur ce point aux vœux qui ont trouvé leur expression dans les projets de loi de MM. Lombard et consorts au Sénat, et De Bruyne et consorts à la Chambre.

L'Exposé des Motifs justifie le maintien de la dualité des deux organismes, la Caisse Générale de Retraite et le Fonds National pour la raison que cette formule aboutirait à cet inconvénient majeur de « soustraire les ouvriers mineurs à l'application de la loi générale d'assurance et de soumettre à deux régimes différents les ouvriers qui, au cours de leur existence, auraient été occupés successivement dans les charbonnages et dans d'autres industries. La constitution du Fonds Commun de Retraite, destiné à centraliser toutes les opérations de l'assurance, procure, au surplus, à MM. De Bruyne et Lombard une satisfaction partielle des desiderata exprimés. »

Plusieurs membres, tout en se ralliant aux propositions du Gouvernement, ont jugé néanmoins que la constitution d'une Caisse autonome chargée à la fois de la constitution des rentes viagères par voie de capitalisation, ainsi que l'attribution des suppléments et des compléments de pension, présenterait des avantages sensibles tant au point de vue technique que financier.

La constitution des rentes viagères se trouve actuellement réalisée, conformément à des tarifs basés sur des tables de mortalité s'appliquant à la généralité de la population, alors que la mortalité d'un groupe d'individus, tels les ouvriers mineurs, obéit à des lois différentes; d'autre part, les frais généraux dont la multitude des comptes ouverts à la Caisse Générale justifie l'amplitude, subiraient sans doute une diminution considérable du fait de la centralisation de toutes les opérations au sein d'un organisme unique. Aussi bien, la Section centrale estime que la solution actuelle ne doit être que provisoire, *elle émet le vœu que, dès à présent, des tables de mortalité spéciales à la profession des ouvriers mineurs soient dressées et qu'un service distinct soit établi à la Caisse Générale de Retraite, s'occupant exclusivement de la retraite des ouvriers mineurs.*

Le projet de loi prévoit déjà qu'une table de mortalité spéciale pourra être dressée ultérieurement pour l'exécution de la présente loi, moyennant l'approbation du Ministre de l'Industrie et du Travail.

Il soumet également à la même approbation les règlements qui seraient élaborés par la Caisse Générale de Retraite pour l'exécution de la loi. Le Gouvernement a eu pour objectif de réaliser l'unité de vue et d'action indispensable pour envisager les inconvénients de la dualité des deux institutions chargées de l'application de la loi.

L'avis a été émis que ces mesures étaient insuffisantes et qu'il était opportun d'appeler l'attention du Gouvernement sur les réformes qu'il serait désirable de voir apporter au statut et à l'Administration de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en prenant en considération le développement du service de la retraite; il s'impose que, dans l'avenir, le service de la retraite des ouvriers mineurs forme l'objet d'un service autonome et qu'en outre, les intérêts des Caisses professionnelles soient représentés au sein de l'Administration de l'institution.

ART. 45.

Lorsque la table spéciale aux ouvriers mineurs aura été dressée, un tarif spécial aux mineurs pourra-t-il être établi ?

L'établissement d'une table de mortalité spéciale a précisément en vue l'élaboration éventuelle d'un tarif propre à la constitution des rentes viagères des ouvriers mineurs. Un amendement du Gouvernement prévoit qu'une table de mortalité *devra* être dressée.

ART. 46.

En vue d'apporter plus de précision dans le libellé de l'article 46, un amendement du Gouvernement a substitué au texte primitif le texte suivant : « Les règlements et les tarifs établis par cet organisme pour l'exécution de la présente loi » seront soumis à l'approbation préalable du Ministre de l'Industrie et du Travail ».

ART. 49.

Tout en se ralliant au projet de loi, en tant qu'il maintient le dualisme des organismes chargés de l'exécution de l'assurance, certaines opinions ont signalé la nécessité d'apporter des modifications aux conditions dans lesquelles l'affiliation des ouvriers mineurs est réalisée sous le régime actuel.

Sous ce régime, en effet, le calcul des rentes viagères est effectué en tenant compte d'un chargement de 5 p. c. pour la couverture de frais généraux à la Caisse Générale de Retraite.

Ce chargement est d'un import égal à celui appliqué au calcul des rentes acquises par toutes les catégories d'affiliation à la Caisse de Retraite.

Or, le projet de loi maintient, dans les grandes lignes, le système appliqué sous le régime des lois coordonnées.

L'article 49 dit que le Fonds Commun pourvoit aux dépenses de gestion et d'administration de l'assurance.

L'article 73 charge les Caisses de Prévoyance d'encaisser les versements des ouvriers et les cotisations des exploitants, d'accomplir les formalités nécessaires à l'affiliation des ouvriers et d'assurer le service des rentes de vieillesse et de survie acquises à la Caisse Générale de Retraite.

En un mot, en vertu de l'organisation administrative, la Caisse Générale de Retraite est déchargée d'une partie considérable des devoirs qu'elle a l'obligation d'accomplir pour le service d'affiliation des pensionnés de toutes catégories, autres que les ouvriers mineurs. Il est avéré, d'autre part, que le fonctionnement régulier de l'assurance des ouvriers mineurs, effectuant à des périodes fixes des versements importants et réguliers, simplifie la tâche de la Caisse Générale de Retraite et réduit les frais qu'elle aurait à couvrir du chef de leur affiliation.

Dans ces conditions, il semble que l'équité exige qu'une partie au moins des 5 p. c. du chargement, dont se trouvent grevées les rentes viagères au profit des ouvriers mineurs, puisse être ristournée au Fonds Commun de Retraite, pour couvrir les frais inhérents à l'affiliation à la Caisse Générale de Retraite.

ART. 58 ET SUIVANTS.

Quelles sont les conditions d'éligibilité et d'électorat par le Conseil d'Administration du Fonds Commun ?

Idem pour les membres des commissions administratives des Caisses de Prévoyance et ceux du Conseil supérieur d'Arbitrage ?

D'après les vues du Gouvernement, les conditions d'éligibilité et d'électorat devaient être réglées par l'arrêté royal déterminant les voies d'exécution de la loi. Cette manière de voir a fait l'objet de nombreuses critiques. Une première observation a été faite concernant le silence de la loi au sujet du cumul des mandats des membres du Conseil d'Administration, des commissions administratives, et du Conseil supérieur d'Arbitrage. L'avis a été émis que l'incompatibilité, prévue par l'article 61, entre les fonctions des membres du Conseil d'Administration et celles des membres du Conseil supérieur d'Arbitrage, s'imposait *a fortiori* entre les fonctions des membres des commissions administratives, celles du Conseil d'Administration et celles du Conseil d'Arbitrage.

Les Caisses régionales sont, en effet, soumises au contrôle et à la direction du Conseil d'Administration et, d'autre part, vis-à-vis du Conseil d'Arbitrage, elles sont des organismes de juridiction de première instance dont les décisions sont sujettes à réforme devant celui-ci; il est conforme à la logique que les personnes participant à l'élaboration des premières décisions soient différentes de celles statuant en cas de recours.

Le projet de loi devrait, par conséquent, être amendé en ce sens. De l'avis unanime, il y aurait lieu aussi d'insérer dans le texte de la loi le mode de nomination ou de désignation des membres de ces divers organismes.

De grandes divergences de vues se sont présentées quand il s'est agit de déterminer le mode de désignation. Les uns préconisent la désignation des membres patrons et ouvriers par la voie du suffrage universel de leurs commettants, les autres sont partisans résolus de la désignation par l'autorité supérieure.

La solution, qui nous paraît la plus raisonnable et qui s'impose à l'attention de la Chambre, devrait être la suivante :

La désignation des Présidents des commissions administratives des Caisses de Prévoyance serait réservée au Ministre de l'Industrie et du Travail.

Comme ces Commissions ont le rôle d'une institution contentieuse, il est préférable que le choix porte sur un magistrat de l'ordre judiciaire.

Les membres des Commissions administratives pourront être nommés les représentants des exploitants, par les exploitants eux-mêmes, les membres ouvriers par les ouvriers, éventuellement sous le régime de représentation proportionnelle.

Quant aux membres du Conseil d'Administration du Fonds Commun, leur désignation doit appartenir aux pouvoirs supérieurs, soit au Ministre de l'Industrie et du Travail.

Le Fonds Commun jouit de la garantie de l'Etat; il n'est que légitime, dans ces conditions, que le Gouvernement soit armé du pouvoir de confier la gestion à des administrateurs réunissant les conditions de capacité et de confiance nécessaires.

Pour le Conseil d'Arbitrage, la présidence est exercée par un magistrat de l'ordre judiciaire; il conviendrait de confier sa désignation au Roi.

Quant aux membres, leur désignation appartiendrait au Ministre de l'Industrie et du Travail.

Le projet de loi a été amendé dans le sens de ces observations.

ART. 70.

Le texte de l'article 70 a été modifié comme suit par un amendement du Gouvernement :

* Le Fonds National peut effectuer ses placements :

1° En valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes ;

2° En prêts aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues ;

3° En cédulas ou prêts hypothécaires ;

4° En prêts pour l'acquisition de terrains, la construction ou l'achat d'immeubles, la constitution ou l'aménagement d'établissement de prévention ou de cure à l'usage du personnel occupé dans l'industrie charbonnière.

5° En obligations de sociétés belges qui depuis cinq années consécutives, au moins, ont fait face à leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires.

Il peut également posséder et acquérir des immeubles dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la réalisation de son objet social ».

Ces modifications ont été apportées dans le but de faciliter les placements de capitaux sans leur enlever leur caractère de sécurité et en même temps de pouvoir employer les ressources du Fonds Commun à des buts divers d'utilité publique.

ART. 73.

D'après l'Exposé des Motifs, les Caisses de Prévoyance sont destinées, dans le plan général du projet, à constituer des rouages d'exécution de l'assurance chargés d'assurer, avec la collaboration et sous le contrôle du Fonds Commun de Retraite, toutes les opérations nécessaires à son bon fonctionnement.

Le texte du projet est muet à cet égard et il présente de ce chef des lacunes à combler. Il est apparu à divers membres comme indispensable de définir avec précision le rôle que les Caisses de Prévoyance sont destinées à jouer dans l'organisation future du régime. A cet effet, le texte primitif de l'article 73 devrait être modifié comme suit :

« Les Caisses de Prévoyance sont des organismes d'exécution de l'assurance, placées sous la direction et le contrôle du Fonds Commun de Retraite.

Elles assurent l'encaissement des versements des ouvriers et des cotisations des patrons. Elles accomplissent les formalités nécessaires à l'affiliation des ouvriers à la Caisse Générale de Retraite, dans les conditions prévues à l'article 9.

Elles font l'instruction des demandes de pension, des compléments de pension, des majorations et des allocations. Elles assurent à l'intermédiaire du Fonds Commun le service des rentes de vieillesse et de survie acquises à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en application de la présente loi.

Elles effectuent pour le compte du Fonds Commun le paiement des pensions, compléments, majorations de pension et allocations aux divers ayants-droit. Le paiement a lieu dans les conditions à fixer par arrêté royal. »

ART. 73.

Cet article comporte une addition qui se justifie par la nécessité de fournir au Fonds Commun, chargé par l'article 49 de toutes les dépenses de gestion et d'administration de l'assurance, les moyens d'exercer un contrôle efficace.

ART. 73bis.

Dans un des projets de loi soumis à la législature, une disposition avait été introduite, réglant la situation des caisses de prévoyance en vue de mettre celles-ci en harmonie avec les dispositions du nouveau régime. Il a paru nécessaire à divers membres de la commission de combler la lacune que le projet de loi présente à cet égard. Il y a lieu d'y introduire en conséquence un amendement dont le texte serait le suivant :

« Les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs constituées sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920 et régies par la loi du 28 mars 1868 sont dissoutes, leur avoir immobilier et mobilier est attribué au Fonds Commun de Retraite dont l'institution est prévue par la présente loi. »

ART. 77.

La remarque a été faite qu'aux termes : « deux membres patronaux » devraient être substitués les termes : « deux membres patrons ».

Le paragraphe 1 de l'article 77 devrait être modifié dans ce sens.

ART. 91.

Cet article prévoit que les versements à la Caisse Générale de Retraite seront égaux à ceux prévus par les lois en vigueur, pour l'année suivant celle de la mise en vigueur.

L'année qui suit la mise en vigueur de la loi est la première année de son application. La loi a fixé au 1^{er} janvier 1924, la date de la mise en vigueur ; il eut été techniquement impossible de réaliser en temps utile les mesures d'exécution que comporte l'application du titre II.

2. — Les versements faits pendant l'année 1924 entreront en ligne de compte dans le nombre de ceux envisagés par l'article 35, car c'est sous l'empire de la nouvelle loi qu'ils sont effectués.

Un amendement a été apporté par le Gouvernement au texte de l'article 91 en remplaçant les termes « seront portés au livret individuel » par les mots « seront portés au compte ».

ART. 92.

Aux termes de cette disposition sont abrogées les dispositions légales et réglementaires à la présente loi.

L'avis a été émis que le texte serait plus clair et éviterait toute ambiguïté s'il donnait l'indication des diverses lois dont le présent projet prévoit l'abrogation.

Ce texte devrait, en conséquence, être amendé comme suit :

« Sont abrogées les lois coordonnées du 30 août 1920, les lois du 28 mars 1868 » et du 9 avril 1922 ainsi que toutes les dispositions légales et réglementaires » contraires à la présente loi.

» Sont provisoirement maintenues en vigueur celles des dispositions des lois du » 30 août 1920 et du 9 avril 1922 nécessaires pour l'application des articles 38, » 42, 43 et 91 de la présente loi. »

Renseignements au sujet du nombre des ouvriers et de leur répartition par âge.

1° Le nombre d'ouvriers du fond entrés à la mine, de 25 à 29 ans, de 30 à 34 ans, et de 35 ans ou plus tard ;

2° Le nombre d'ouvriers de la surface entrés à la mine de 30 à 34 ans et plus prêt ;

3° Le nombre total de femmes pour lesquelles il a été versé aux caisses de prévoyance pour chaque année d'après-guerre (1919 et suivantes);

4° Le nombre moyen de femmes ordinairement occupées dans les charbonnages chacune de ces années ;

5° Le nombre total des ouvriers pour lesquels il a été opéré des versements chacune de ces années ;

6° Le nombre d'ouvriers pour lesquels, chacune de ces années les versements ont commencé à chacune de ces caisses et au profit desquels ils avait déjà été opéré des versements à une autre caisse de prévoyance.

En ce qui concerne les questions reprises sous les numéros 1 à 6, il est pratiquement impossible de donner une réponse satisfaisante; il y aurait lieu, en effet, de faire le relevé par individu de ses états de services. Or, semblable enquête qui devrait être faite dans chaque charbonnage, exigerait à la fois un travail considérable et un temps d'une durée incompatible avec celui qui est disponible pour l'élaboration du rapport. Il est à noter aussi que tant aux caisses de prévoyance qu'à la Caisse Générale de Retraite, il n'est pas tenu compte de la distinction de sexe entre les individus occupés dans les exploitations houillères.

Sous réserve de cette observation générale, le tableau qui suit donne :

1° Le nombre d'ouvriers du fond actuellement occupés dans la mine, âgés de 25 ans à 29 ans et de 30 ans à 34 ans.

2° Le nombre d'ouvriers de la surface occupés à la mine, de 30 ans à 34 ans au plus tard.

Le nombre de femmes actuellement occupées dans les charbonnages s'élève à 8,910.

Le nombre d'ouvriers pour lesquels il a été opéré des versements en 1920-21-22 est respectivement d'environ 214,900-200,000-219,000 (voir n° 5°). Ces chiffres sont approximatifs, parce que l'exercice envisagé par la Caisse Générale de Retraite pour ses opérations chevauche normalement sur une durée ne correspondant pas aux périodes annales.

Les caisses de prévoyance ne renseignent pas régulièrement le nombre d'ouvriers qui ont commencé leurs versements à une des caisses, et qui les ont continués à un autre caisse.

Au n° 4° du tableau, est renseigné le nombre des pensionnés pour chaque année ainsi que le nombre des pensionnés actuels.

1° *Nombre des ouvriers âgés de 25 à 34 ans et plus, travaillant au fond inscrits au 15 novembre 1922 :*

Année de naissance.	Nombre d'ouvriers.	
1897	3,391	
1896	3 391	
1895	3,199	
1894	2,999	13,180
1893	2,619	
1892	2,707	
1891	2,784	
1890	2,728	
1889	2,659	
1888	2,701	16,178
au delà		53,752
		<u>85,110</u>

2° *Nombre des ouvriers âgés de 30 à 34 ans et plus travaillant à la surface au 15 novembre 1922 :*

Année de naissance.	Nombre d'hommes.	Nombre de femmes.	
1892	942	145	
1891	922	124	
1890	848	124	
1889	883	105	
1888	878	401	599
au delà	23,090		886
	<u>27,564</u>		<u>1,485</u>

3° *Nombre d'ouvriers ayant effectués des versements en 1922 :*

	En 1922	En 1921	En 1920
Caisse de Mons. . .	43,471	41,533	43,682
Caisse du Centre . .	40,780	37,638	40,913
Caisse de Charleroi .	65,052	58,052	66,419
Caisse de Namur . .	7,291	6,649	7,051
Caisse de Liège . . .	51,247	48,000 environ	49,000 environ
Caisse de la Camp. .	11,452	8,523	5,637
	<u>219,273</u>	<u>200,575</u>	<u>214,702</u>

4° *Nouveaux pensionnés.*

	1922		1921		1920	
	Ouvriers	Veuves	Ouvriers	Veuves	Ouvriers	Veuves
Caisse de Mons. . .	519	207	587	251	471	190
Caisse du Centre . .	392	123	585	108	239	81
Caisse de Charleroi .	560	196	650	217	513	170
Caisse de Namur . . .	97	54	81	23	45	2
Caisse de Liège . . .	447	156	418	152	416	110
Caisse de la Camp. .	1	—	—	—	—	—
	<u>2,016</u>	<u>716</u>	<u>2,151</u>	<u>751</u>	<u>1,684</u>	<u>573</u>

Au 1^{er} janvier 1933 il y avait 5,651 ouvriers pensionnés
5,650 veuves pensionnées

Total. . . 21,261

MESSIEURS,

Votre Commission a estimé que le régime de la retraite des ouvriers mineurs, tel qu'il est établi par le projet de loi, répond aux aspirations légitimes de la classe ouvrière, elle a exprimé le désir que le projet soit voté dans le plus bref délai.

Nous vous proposons, Messieurs, de bien vouloir y donner votre approbation.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

M. PIRMEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1924

Wetsontwerp

omtrent de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom
en vroegen dood der mijnwerkers ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

De Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid en Arbeid, Sociale Verzekeringen en Voorzorg heeft, bij eenparigheid van hare leden, het Regeeringsontwerp goedgekeurd. Niettegenstaande deze eenparige toetreding tot de algemeene bepalingen der wet, werden opmerkingen in 't midden gebracht door onderscheidene leden, en het bleek noodzakelijk aan den eersten tekst zekere wijzigingen toe te brengen, welke, zonder aan den algemeenen samenhang der wet te schaden, voor gevolg hadden meer juistheid en meer klaarheid te doen heerschen.

Behalve deze wijzigingen, die werden gedaan op aandringen van de belanghebbenden, heeft de Regeering, op hare beurt, eenige amendementen van ondergeschikt belang voorgesteld. In het aanhangige ontwerp wordt op deze amendementen gewezen.

De stemmingen door uwe Commissie uitgebracht, alsmede de latere studiën van het ontwerp, werden beheerscht door het algemeene verlangen om onverwijld eene wet te zien aannemen, die het pensioenstelsel der mijnwerkers voor goed regelt.

(1) Wetsontwerp, n^o 371 (1922-1923).

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid, Arbeid en Sociale Verzekeringen en Voorzorg* : de heeren Pirmez, voorzitter ; Branquart, De Bruycker, De Bruyne (R), de Liedekerke, Delvigne, Eekelers, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troclet, Van Caenegem, van Schuylenbergh en Wauters.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren de Liedekerke, Donnay, Pierco, Troclet, Vanden Corput en Vergels.

Het is onnoodig de noodzakelijkheid te betoogen van eene bijzondere wetgeving voor de mijnarbeiders; hun harde arbeid, het leven vol gevaren zooals geen andere nijverheid die kent en, laten wij het er bijvoegen, de pogingen welke de arbeiders zelf alsmede de koolmijnontginners in het verleden hebben gedaan om het maatschappelijk bestaan te verbeteren, verdienen eene bijzondere tegemoetkoming vanwege den wetgever.

Ten einde eenige klaarheid te brengen in de uiteenzetting van deze stof, achten wij het nuttig, in het eerste gedeelte van het verslag, eene ontleding te geven van het stelsel der mijnwerkerspensioenen onder het beheer der bestaande wet.

BESTAANDE WETGEVING

Het bestaande regiem wordt bepaald door de wet van 5 Juni 1911, achtereenvolgens aangevuld door de wetten van 5 Maart 1912, 26 Mei 1914 en 20 Augustus 1920.

Al deze bepalingen zijn samengevat geworden in de samengeordende wetten op de ouderdomspensioenen ten bate der mijnwerkers, van 30 Augustus 1920.

De wet van 5 Juni 1911 was een eerste poging tot verplichte verzekering.

Het beginsel der vrijheid, welke ten grondslag was gelegd aan de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, wordt voortaan vervangen door de wettelijke verplichting.

De aansluiting bij de Algemeene Lijfrentekas wordt verplichtend voor al de mijnwerkers; eveneens zijn al de koolmijnontginners verplicht zich aan te sluiten bij een Voorzorgskas ten bate der mijnwerkers, erkend overeenkomstig de bepalingen der wet van 28 Maart 1868.

De gezamenlijke toepassing dezer beide wetgevingen komt, in financieel opzicht, uit op het naast elkander plaatsen der twee stelsels: dat der kapitalisatie en dat van den omslag.

In beginsel, behoort het aan de arbeiders te zorgen dat zij zich een pensioen vestigen door het aankopen van renten bij de Algemeene Lijfrentekas onder den waarborg van den Staat, op de wijze en binnen de grenzen bepaald door de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

Op den leeftijd door hen zelf bepaald, tusschen 55 en 60 jaar, genieten zij eene rente in verhouding tot hetgeen zij gestort hebben.

Het aankopen van deze renten is aan geen vereischte van dienstduur onderhevig. Daar de arbeider verzekerd is tot den leeftijd bepaald voor het verkrijgen van het pensioen, zal hij de rente genieten waarop zijne storting hem recht geven. Met den steun van de Staatsbijdrage, zou het beloop der renten, in normalen tijd, 360 frank kunnen bedragen.

Daar echter deze regeling van den beginne af geen volledige uitwerking kon hebben voor de arbeiders die den leeftijd van 21 jaar hadden overschreden, zoo voorzag de wet van 1911 eene reeks overgangsmaatregelen, bestemd om aan de arbeiders van deze categorie een onverkort pensioen van 360 frank te verzekeren; de wet van 20 Augustus 1920 verhoogde het beloop dezer rente tot 720 frank. Deze maatregelen zijn van toepassing op twee categorieën van arbeiders:

- 1^o De arbeiders die op 1 Januari 1912 meer dan 21 en minder dan 60 jaar oud zijn;
- 2^o De arbeiders of gewezen arbeiders van meer dan 60 jaar.

De arbeiders der eerste categorie ontvangen voortaan, — ten laste van de Voorzorgskassen en onverminderd de rente welke zij voor zich zelf vestigen bij de Lijfrentekas door middel van hunne persoonlijke storting, — een pensioentoeslag waarvan het bedrag gelijk is aan het verschil tusschen 720 frank en het beloop der rente die zij bij de Lijfrentekas kunnen verwerven.

De tweede categorie bestaat uit de ten laste der oude Voorzorgskassen gepensioneerde arbeiders, alsmede uit de niet gepensioneerde arbeiders van meer dan 60 jaar, die bewijzen tot een leeftijd van 60 jaar en gedurende ten minste 30 jaar te hebben gearbeid in eene Belgische koolmijnonderneming.

Er wordt echter eene belangrijke afwijking aangenomen van den regel waarbij de leef-

tijdsgrens wordt bepaald op 60 jaar, ten bate van de ondergrondse arbeiders die tot het pensioen worden toegelaten :

1^o Indien zij, de koolmijn verlatend, allen arbeid staken ;

2^o Indien, in de koolmijn blijvende, hun salaris minder bedraagt dan de drie vijfden van het gemiddeld salaris berekend op de laatste vijf jaren van de arbeiders der categorie waarbij zij hebben behoord gedurende den gemiddelden duur dezer periode.

Het verkrijgen van het pensioen werd nadien uitgestrekt, door de wet van 20 Augustus 1920, tot de niet gepensioneerde oude arbeiders en geboren vóór 1 Januari 1868, onbekwaam om normaal te arbeiden in eene koolmijn en zich in nood bevindende.

Het lijfrenteregim voorziet, daarenboven, de mogelijkheid het pensioen om te zetten ten bate der weduwen.

Het beloop van dit pensioen is vastgesteld op 360 frank 's jaars; het wordt toegekend aan de weduwen van overleden arbeiders die een pensioen bekomen hadden en ook aan de weduwen van de overleden arbeiders die in de voorwaarden verkeerden om het pensioen te bekomen.

Het omzetten van het pensioen is ondergeschikt aan twee voorwaarden :

a) De weduwe moet den leeftijd van 60 jaar hebben bereikt ;

b) Zij moet gehuwd zijn geweest gedurende ten minste tien jaar met een koolmijnwerker, zelfs bij opeenvolgende huwelijken.

Eindelijk erkent de wet van 30 Augustus, bij overgangsmaatregel, gedurende een tijdverloop van drie jaar, aan ieder pensioenverkrijgende, een bijkomende tegemoetkoming toe van 360 frank, betaald, ten laste van de openbare machten, door bemiddeling van de Voorzorgskassen.

Uit hoofde van deze tegemoetkoming, kan ieder mijnwerker een pensioen bekomen van 1,080 frank per jaar; eveneens kan iedere weduwe van een mijnwerker een pensioen van 720 frank genieten.

* * *

In zake van bestuurlijke inrichting, zijn de Voorzorgskassen belast met de uitvoering der wet, binnen het gebied van hunne territoriale omschrijving.

Zij dienen als bemiddelaars voor de aansluiting der koolmijnwerkers bij de Algemeene Lijfrentekas; in deze hoedanigheid, zijn zij hoofdzakelijk inkasseeringsorganen. Echter bestaat hunne eigenlijke zending vooral in den dienst der pensioenen en aanvullingspensioenen ten bate van de mijnarbeiders en de weduwen van mijnarbeiders.

De noodige middelen voor de uitkeering dezer pensioenen worden gevonden in de bijdragen der aangesloten ontginners, waarbij komt eene maandelijksche bijdrage der arbeiders.

In geval dat de ontvangsten gedaan door eene Voorzorgskas, de lasten van het dienstjaar overschrijden, wordt het overschot gestort in het Gemeen Fonds, ingesteld onder den naam van « Nationaal Lijfrentefonds der Mijnwerkers ».

Dit Fonds, waarvan de inrichting wordt geregeld door het Koninklijk besluit van 7 November 1920, moet eene reserve vestigen, die voor doel heeft het eventueel tekort der Voorzorgskassen te dekken, het behoud der pensioenen te verzekeren ten bate van de mijnwerkers die behoord hebben tot koolmijnen die verlaten zijn of waarvan de ontginning werd gestaakt.

De wet van 9 April 1922 heeft de werking van het Nationaal Lijfrentefonds uitgebreid met aan den Beheerraad de macht te geven, mits de toelating der Regeering, te beslissen dat een gedeelte der interesten van het vermogen van het Nationaal Fonds mag besteed worden voor de toekenning van tijdelijke toelagen ten bate van invalide arbeiders of weduwen van oudarbeiders.

Ten einde de uitslagen te toonen van de regeling waarvan wij den algemeenen samenhang komen te schetsen, willen wij ons bepalen met te doen opmerken dat, volgens de inlichtingen getrokken uit het jongste verslag over de verrichtingen van het Nationaal

Fonds, gedurende het dienstjaar 1922, het aantal arbeiders, verkrijgers van een pensioen van 1,080 frank, tot 15,631 is geklommen, en dat der weduwen met een pensioen van 720 frank tot 5,630. De gezamenlijke uitgaven van de voorzorg bereiken de som van fr. 12,493,676.53, met inbegrip van 7,447,000 frank ten laste van de Openbare Machten, uit hoofde van de toelagen van 360 frank ten bate van ieder pensioentitularis.

* * *

Welke zijn nu de rechten voor dewelke de Regeering het noodig achtte bij het Parlement een ontwerp tot hervorming in te dienen met het enkel doel, het bestaande stelsel grondig om te werken?

Deze redenen worden door de Memorie van Toelichting in enkele trekken samengevat :

De spil der wet van 5 Juni 1911 was de algemeene wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen; de intrekking dezer wet en hare vervanging door de algemeene verzekeringswet die thans bij de Wetgevende Kamers aanhangig is, moesten als logisch en noodzakelijk gevolg hebben overeenstemming te brengen tusschen de bijzondere wetgeving voor de mijnwerkers en dit laatste ontwerp.

Bij deze eerste beweegreden komt een tweede : de wet van 20 Augustus 1920, opgenomen in de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, voorziet dat een jaarlijksche toeslag, ten laste der Openbare Machten, wordt toegekend aan iederen mijnwerker of iedere mijnwerkersweduwe, krachtens deze wetten gepensionneerd. Echter wordt deze toeslag verleend voor een termijn van drie jaar, vervallende op 31 December 1923.

De Regeering was dus onverwijld verplicht deze zaak door eene wet te regelen.

Intusschentijd zagen twee wetsvoorstellen, van Kamerleden uitgaande, het licht : de eerste, bij de Kamer ingediend op 22 Juni 1922, door de heeren De Bruyne c. s., de tweede bij den Senaat ingediend op 27 Juli 1922 door de heeren Lombard c. s.

Beide ontwerpen beoogen de grondige omwerking van de bestaande regeling; hunne eischen zijn dezelfde; zij streven naar de verhooging van het beloop der pensioenen, naar de afschaffing van de beperkingen toegebracht aan de erkenning der betrokkenen en naar de herinrichting van de verzorgsorganismen door het instellen van eene zelfstandige Kas van de mijnwerkers.

In deze omstandigheden en tegenover deze betoogingen, heeft de Regeering niet geaarzeld het vraagstuk der mijnwerkerspensioenen aan te vatten, ten einde er een definitieve oplossing aan te geven. Ziedaar welke de oorsprong was van het wetsontwerp dat thans aan de goedkeuring der Kamers is onderworpen.

Dit ontwerp vormt een geheel, en het dagblad *Le Peuple* schreef terecht dat de wet van Minister Moyersoën een aanzienlijk monument uitmaakt dat men zonder partijdigheid naar zijne juiste waarde moet weten te schatten.

Het doel er van is : recht te laten wedervaren aan de eischen der mijnwerkers, gebillijkt door de economische toestanden van het oogenblik, en het bereiken van het ouderdomspensioen te vergemakkelijken; zoo het niet den wensch vervult van het vestigen eener eenige Zelfstandige Kas, toch legt het zich er op toe de gebreken van het huidige regiem te verbeteren met op ernstige grondslagen het financieel raderwerk van deze aanzienlijke sociale hervorming te vestigen.

STELSEL VAN HET WETSONTWERP

Het oogenblik is daar om, tot vergemakkelijking der debatten, in breede trekken de algemeenen samenhang van het Regeeringsstelsel te schetsen; daarenboven moeten wij een woord zeggen over de opmerkingen die het heeft ingegeven.

I. — ALGEMEENE BESCHIKKINGEN

De algemeene samenhang van het wetsontwerp berust op de samengevoegde grondslagen van de kapitalisatie en van den omslag.

In het regiem der kapitalisatie wordt voor ieder der belanghebbenden een individueele

rekening geopend, waar, op gestelde tijden, de stortingen door hem verricht ten zijnen bate, alsmede de interesten dezer stortingen, worden geboekt.

Deze stortingen, alsmede de interesten, worden gekapitaliseerd en geven een rente waarvan het bedrag in verhouding zal zijn met het beloop der samengevoegde sommen, den duur der aansluiting, alsmede den leeftijd van den verkrijger.

In het regiem van den omslag, worden de achterstallen der pensioenen, verschuldigd in den loop van een jaar, gedekt door de samenvoeging der stortingen gedaan in den loop van dit zelfde jaar, door de verzekerden of in dezer naam.

Anderzijds zijn de regelen, die in het ontwerp zijn bevat, de eene van delimitieven aard, de andere van tijdelijken aard : de eerste moeten de normale regeling, de tweede de overgangsregeling uitmaken. Deze laatste regeling is van toepassing :

1^o Op de mijnwerkers die, wegens hun leeftijd, niet al de voordeelen van de normale regeling kunnen genieten ;

2^o Op de oudarbeiders die, een pensioen trekkend onder de bestaande regeling, uitgesloten zijn van de voordeelen welke het ontwerp voorziet ten bate van die welke verzekeringsplichtig zijn.

a) **Normaal tijdsbestek.**

Het wetsontwerp heeft voor doel de verplichtende verzekering tegen ouderdom en vroegen dood van al de arbeiders werkzaam in de koolmijnondernemingen van het land; met de koolmijnwerkers stelt het gelijk de arbeiders aan den arbeid in de vergunde ertsmijnen en de afgevaardigden ter mijninspectie.

Deze verzekering geschiedt door middel van aansluiting van al de belanghebbenden bij de Spaar- en Lijfrentekas.

De voor hun eigen rekening gedane stortingen zijn bestemd om, in hoofdzaak, hun jaarlijksche ouderdomsrenten bij deze inrichting te verzekeren, wanneer zij den pensioenleeftijd zullen bereikt hebben.

Het beloop der renten zal in verhouding zijn tot het bedrag en het aantal der stortingen.

De pensioenleeftijd is bepaald op 60 jaar; hij kan gebracht worden op 55 jaar voor de arbeiders die bewijzen dat zij gedurende 30 jaar zijn werkzaam geweest in de ondergrondse werken der mijnen.

Nochtans, heeft ieder bovengrondsche of ondergrondsche arbeider, wanneer hij onderscheidenlijk 60 of 55 jaar is geworden, de vrijheid om tot den leeftijd van 65 jaar de uitkeering te verdagen van de aan zijne stortingen toekomende renten, ten einde bijkomende renten te verwerven.

Onverminderd de renten verworven bij de Algemeene Lijfrentekas, wordt aan ieder mijnwerker, wanneer hij den pensioenleeftijd heeft bereikt, te weten 60 of 55 jaar, een pensioentoeslag verleend van hoogstens 360 frank en minstens 120 frank, mits hij dertig jaar lang is werkzaam geweest in de koolmijnondernemingen van het land.

De wet ware onvolledig geweest indien zij, zich beperkende den arbeider te verzekeren tegen de risico's welke hem persoonlijk kunnen treffen, niet terzelfdertijd die had voorzien welke zijne vrouw en kinderen betreffen. Te dien einde, voorziet het ontwerp dat de afhoudingen gedaan van de inkomsten der verzekering, bestemd tot vestiging van de ouderdomsrenten der belanghebbenden, verschillen naar gelang dezen zijn ongehuwd, weduenaars of uit den echt gescheiden of wel gehuwd, derwijze dat, naar luid van artikel 12, 2^o, 3^o der algemeene verzekeringswet, een overlevingsrente van 360 frank wordt tot stand gebracht ten bate van de weduwe van den arbeider, en de ouderdomsrente van hetzelfde bedrag ten bate van de echtgenoot.

In geval van vroegtijdig overlijden van den gehuwden arbeider, trekt zijne weduwe de renten toevoerende tot het daartoe gevestigd kapitaal; werd dit kapitaal niet geheel gevestigd, dan wordt aan de weduwe kosteloos eene verhooging van 120 frank toegekend ten laste van den Staat, zonder dat, echter, het gezamenlijk bedrag der rente en der

verhooging 360 frank mag overschrijden. Wanneer, niettegenstaande deze verhooging, deze en de rente samengevoegd niet 360 frank bereikt, wordt eene verhooging van pensioen toegekend tot beloop van deze som ten laste van het Gemeenschappelijk Lijfrentefonds. Deze verhoogingen houden op verschuldigd te zijn wanneer de weduwe hertrouwt.

Onverminderd deze gebeurlijke verhooging, wordt jaarlijks de weduwe, ten laste van het Gemeen Fonds, eene verhooging toegekend van 60 frank per wettig kind beneden 16 jaar.

De vaderlijke en moederlijke weezen genieten insgelijks tot dezen leeftijd dezelfde tegemoetkoming.

* Zij genieten, daarenboven, na het overlijden van beide echtgenooten, de overlevingsrente tot stand gebracht ten bate van de weduwe naar rato van 100 t. h., bijaldien er drie of meer kinderen zijn van minder dan 16 jaar, van 80 t. h., indien er twee kinderen zijn van min dan 16 jaar, en van 50 t. h., indien er slechts één kind is beneden dezen leeftijd.

Is, in dit geval, de rente minder dan 360 frank, dan wordt zij insgelijks tot dit beloop gebracht en het verschil komt ten laste van het Gemeen Fonds.

Het wetsontwerp voorziet voor de echtgenoot van den mijnwerker een bevoorrecht toestand in geval zij weduwe wordt alvorens den leeftijd van 65 jaar te hebben bereikt.

Zij kan de vervroegde uitkeering van hare ouderdomsrente bekomen mits :

1^o De man overleden zij gepensionneerd of de voorwaarden vereenigend om het pensioen te bekomen;

2^o Zij gehuwd geweest zij met een mijnwerker gedurende tien jaar, zelfs door achtervolgende huwelijken.

Is de ouderdomsrente niet geheel gevestigd geweest, dan wordt het verschil tusschen het geheel bedrag van 360 frank en de bij de Algemeene Lijfrentekas verworven wezenlijke renten ten laste van het Gemeen Fonds uitgekeerd.

In de veronderstelling, nochtans, dat het vroegtijdig overlijden het gevolg is van eene toevallige oorzaak welke aanleiding geeft tot toepassing van de bepalingen der wet van 24 December 1903, op het herstel der schade wegens arbeidsongevallen, worden de tegemoetkomingen hetzij ten laste van den Staat, hetzij ten laste van het Gemeen Fonds, afgeschaft of, gebeurlijk, verminderd ten beloope van het bedrag der toelagen uitgekeerd krachtens gezegde wet.

Het wetsontwerp bepaalt, eindelijk, dat de arbeiders, door volkomen en bestendige onbekwaamheid aangedaan uit oorzaak van ziekte, de vervroegde uitkeering kunnen vragen van de op zijne persoonlijke rekening gevestigde rente, mits hij 30 jaar oud is en hij bewijst ten minste tien jaar dienst te hebben in de koolmijnondernemingen.

Onverminderd deze rente, wordt hem een pensioen toegekend van hoogstens 720 frank, gevestigd naar rato van 24 frank voor elk jaar dienst.

b) Overgangstijdperk.

1^o Voor de arbeiders geboren vóór 1 Januari 1906, ten einde hun gelijke voordeelen te erkennen als die ten bate van de arbeiders uit de normale periode toegekend, voorziet de wet dat hun zal verleend worden :

A) Eene pensioenverhooging ten laste van den Staat, gelijk aan die voorzien door het wetsontwerp op de verzekering der arbeiders van alle categorieën;

B) Een bijkomend pensioen ten laste van het Nationaal Lijfrentefonds der Mijnwerkers.

De invalide arbeider, 30 jaar oud zijnde en bewijzende tien jaar dienst te hebben in de koolmijnondernemingen, geniet dezen toeslag ten beloope van 1/30 per dienstjaar, van den toeslag toegekend aan de arbeiders van zijn leeftijd en van zijne categorie.

De verhooging en de toeslag nemen geleidelijk af en verschillen volgens den leeftijd van ieder belanghebbende.

2^o Voor de oudarbeiders, gepensionneerd onder het beheer der bestaande wetgeving, (die niet onder de toepassing vallen van onderhavig wetsontwerp, voorziet dit laatste het behoud der toegekende pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen. Daarenboven

erkent het aan de gepensioneerde arbeiders een pensioentoeslag van 360 frank en van minstens 120 frank, ten laste van het Nationaal Lijfrentefonds der Mijnwerkers.

Onderzoeken wij thans welke middelen besteed worden voor het dekken der verzekeringslasten en dezer omslag met het oog op de uitvoering van het nieuw pensioenstelsel.

Deze middelen worden gevestigd :

1. Door de verplichte stortingen van de verzekerden en door de verplichte bijdragen der koolmijnontginners.

Het beloop dezer stortingen en bijdragen wordt bepaald op 5 t. h. der dagloonen betaald aan de in dienst zijnde mijnwerkers, bij gelijke deelen gedragen door de ontginners en de arbeiders.

Voor het vaststellen der stortingen, worden de arbeiders in zes categorieën ingedeeld, volgens de belangrijkheid van hun dagloon.

2. Door de Staatsbijdrage.

Deze houdt op verleend te worden, wanneer de opgeleverde rente 240 frank bereikt voor wat betreft de persoonlijke pensioenrenten en 120 frank voor wat betreft de pensioenrenten der weduwen en de pensioenrenten der echtgenooten.

3. Door het vermogen van het Nationaal Lijfrentefonds, opgericht door de wet van 20 Augustus 1920.

II. — BESTEMMING DER INKOMSTEN

Van het globaal beloop der gedane stortingen, wordt afgenomen, naar de hierna te bepalen regelen, de sommen bestemd voor het vestigen der ouderdoms- en overlevingsrenten in de Algemeene Lijfrentekas.

Het overschot der stortingen wordt, gezamenlijk met de overige inkomsten, besteed voor het stijven van het Gemeen Pensioenfonds, met het oog op het uitkeeren der toeslagen, pensioenaanvullingen en tegemoetkomingen, ten bate der mijnwerkers, der weduwen, der weezen en der invaliden, alsmede op het uitkeeren der pensioenen en tegemoetkomingen aan de titularissen wier rechten werden erkend onder het beheer der bestaande wet.

De stortingen gedaan op naam van de ongehuwden mannelijke verzekerden en der verzekerden weduwenaars of uit den echt gescheidenen, alsmede de daartoe bestemde Staatsbijdrage, worden besteed tot beloop van 50 t. h. voor het vestigen der ouderdomsrente en van 50 t. h. voor het vestigen van het kapitaal bestemd om omgezet te worden in overlevingsrenten, op het oogenblik van het huwelijk van den verzekerde. Zoodra een kapitaal van 1,200 frank is gevestigd geworden, wordt het totaal der stortingen besteed tot het vestigen der ouderdomsrente van den belanghebbende.

De stortingen gedaan op naam der gehuwde arbeiders met de daarbij behorende bijdragen van den Staat worden, ten beloope van 50 t. h. besteed tot het vestigen der ouderdomsrente van den belanghebbende en van 50 t. h. tot het vestigen van de overlevingsrente en, zoodra deze volkomen is, tot het vestigen van de ouderdomsrente der echtgenooten.

Wanneer de ouderdomsrente der echtgenooten is gevestigd of wanneer de echtgenooten titularis is van eene ouderdomsrente van 720 frank, wordt het totaal der stortingen met de bijdrage van den Staat bestemd tot het vestigen der ouderdomsrente van den verzekerde.

De stortingen, namens de verzekerden van het vrouwelijk geslacht gedaan, met inbegrip van den Staatstoeslag, worden toegekend aan de ouderdomsrente.

III. — BESTUURSINRICHTING

Als slot van de uiteenzetting van den algemeenen samenhang van het Regeeringsontwerp, zullen wij onderzoeken welke de pensioensinrichtingen zijn met hunne onderscheidelijke bevoegdheden.

De verzekeringsdienst is toevertrouwd aan :

- 1) De Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat;
- 2) Het Gemeen Pensioenfonds der Mijnwerkers;
- 3) De Voorzorgskassen ten behoeve der mijnwerkers.

1^o De Algemeene Lijfrentekas is belast met het samenstellen der ouderdomsrenten, der overlevingsrenten en der ouderdomsrenten voor de echtgenooten.

Aldus bestaat hare zending in het innen der sommen welke met dit doel worden afgehouden op de stortingen van patroons en werklieden; zij moet zorgen voor de verdeeling over de verschillende rekeningen der belanghebbenden, de kapitalen vereenigen tot het samenstellen der renten en daarvan den dienst verzekeren.

2^o Op het Gemeen Pensioenfonds der Mijnwerkers, dat de rechtspersoonlijkheid geniet en den waarborg van den Staat, rust als eerste plicht al de lasten te dragen ten behoeve van de verzekering, buiten het samenstellen der ouderdomsrenten. Dit Fonds voorziet in al de beheers- en inningskosten en waarborgt bij de Voorzorgskassen de betalingen uitgekeerd voor den dienst der verzekering. Bij voorkomend geval verschaft het ook de desbetreffende vereischte voorschotten. Het zorgt voor de wetenschappelijke reserves ten behoeve van den dienst der aanvullende pensioenen en met dit doel wordt een speciaal fonds opgericht met afzonderlijke boekhouding.

Net Nationaal Fonds neemt te zijnen laste de toegekende voordeelen ten behoeve der gepensioneerde mijnwerkers, der weduwen van gepensioneerde mijnwerkers, die gebezigd werden in thans verlaten kolenmijnen.

Bovendien is het, binnen de door de Regeering omschreven grenzen, gelast met te zorgen voor de ten uitvoerlegging der Overeenkomsten met vreemde landen gesloten in zake regeling van het pensioen der mijnwerkers.

Om in staat te zijn deze onderscheidene verplichtingen na te leven, wordt het Nationaal Fonds gespijsd door de volgende middelen :

- a) Door de gelden van het Gemeen Fonds, opgericht bij de wet van 20 Augustus 1920;
- b) Door de stortingen der mijnwerkers, de bijdragen der ondernemers, na aftrek der bestemde sommen voor de ouderdoms- en de overlevingsrenten;
- c) Door de bijdragen der patroons ten behoeve der mijnwerkers van vreemde nationaliteit, die de voordeelen dezer bijdragen niet kunnen genieten bij gebrek aan eene Overeenkomst van wederkeerigheid met hun land van herkomst;
- d) Door de toekenning der kapitalen voor de overlevingsrente samengebracht door de verzekerden die, ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden zijnde, overlijden alvorens een huwelijk of een nieuw huwelijk te hebben aangegaan;
- e) Door giften en nalatenschappen.

Het overschot van het Nationaal Fonds wordt, na afhouding der vereischte kapitalen voor den dienst der aanvullende pensioenen, in een reserve-fonds gestort :

- a) Tot bestrijding van het mogelijk tekort in de gewone jaarlijksche spijzing van het bijzonder fonds voor de aanvullende pensioenen;
- b) Tot waarborg van den regelmatigigen dienst der pensioenen, toeslagen en toelagen;
- c) Tot bestrijding der mogelijke verliezen van het Gemeen Fonds en tot terugbetaling der voorschotten welke de Staat als waarborg kan hebben gedaan.

3^o Door het wetsontwerp worden in de onderscheidene kolenbassins van het land inrichtingen tot stand gebracht, die de voortzetting zijn van de bestaande Voorzorgskassen, waaraan zij hunne benaming ontleenen.

Volgens het algemeen plan der wet blijven deze inrichtingen de uitvoeringsmiddelen der verzekering en moeten hunne medewerking verleen en aan het Gemeen Fonds om, onder dezes contrôle, de vereischte verrichtingen te helpen verwezenlijken. Ieders bedrijvigheid strekt zich uit op een bepaald grondgebied van het Rijk, waarin de ondernemers en de mijnwerkers der aldaar in werking zijnde mijnen worden gegroepeerd.

Door het ontwerp wordt aan de Voorzorgskassen de opdracht gegeven om te zorgen voor

het innen der stortingen van de ondernemers en de werklieden, voor rekening van het Gemeen Fonds. De Voorzorgskassen vervullen bovendien de vormvereischten voor het lidmaatschap bij de Algemeene Lijfrentekas en verzekeren, voor rekening dezer laatste instelling, den dienst der ouderdoms- en overlevingsrenten.

Ten slotte ligt in hunne bevoegdheid het indienen der aanvragen tot pensioen, tot aanvullend en bijkomend pensioen, tot toeslag en toelagen.

Met het oog op de mogelijke geschillen welke bij de toepassing der wet kunnen oprijzen, voorziet het ontwerp de oprichting van eene bijzondere rechtsmacht met twee graden, omvattende in eersten aanleg, de bestuurscommissies, en in tweede aanleg, een hooge Scheidsraad.

IV. — STRAF- EN SLOTBEPALINGEN

Aan de Algemeene Verzekeringswet heeft het ontwerp de onderscheidene strafbepalingen ontleend, toepasselijk op hen die zich niet onderwerpen aan deze wetsbeschikkingen.

In zijne slotbepalingen waarborgt het regeeringsontwerp de onafstaanbaarheid en de onvervreemdbaarheid der renten, toeslagen, pensioenen en aanvullende pensioenen, onder voorbehoud nochtans, van de beschikkingen van het Koninklijk besluit tot toepassing van de algemeene pensioenwet betreffende de personen op kosten der Openbare Besturen opgenomen in liefdadige instellingen.

Aan de verzekeringsinstellingen wordt tegenover de ondernemers der kolenbedrijven een voorrangrecht verleend tot waarborg van hunne schuldvordering, recht dat rang heeft onmiddellijk na n^o 4^o en 4^obis van artikel 19 der wet van 16 December 1851 op den voorrang en de hypotheken.

Ten slotte wordt de datum van het in werking treden dezer bepalingen vastgesteld uiterlijk op 1 Januari 1924, behalve wat betreft het bedrag der stortingen bij de Algemeene Lijfrentekas tot samenstelling van de ouderdomsrente, stortingen welke op de rekening van elken verplichten verzekerde zal worden gebracht voor eene som die deze, door de bestaande wetten voorzien, niet te boven gaat; in dit geval is de uiterlijke datum 1 Januari 1925.

Het Regeeringsontwerp werd reeds bij zijne indiening op belangstelling en zelfs op sympathie onthaald; men zag met genoegen den dag tegemoet, dat eindelijk de zoo moeilijke pensioenskwestie eene oplossing zou krijgen voor het meerder welzijn der arbeidende klasse. Later nochtans werd critiek geoefend en werden opmerkingen voorgebracht, eenerzijds, over den samenhang en de inrichting zelf, anderzijds, over punten van ondergeschikt belang. Ook de Regeering heeft aan de Commissie onderscheidene amendementen voorgelegd.

Het is de plicht van den verslaggever al deze punten na te gaan, daar van de gegrondheid alsmede de wijzigingen welke in het ontwerp kunnen gebracht worden te onderzoeken.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELN ALSMEDE VAN DE VOORGESTELDE WIJZIGINGEN

EERSTE ARTIKEL.

Het wetsontwerp maakt de verzekering verplichtend voor al de arbeiders die in eene kolenmijnonderneming van het Rijk werkzaam zijn; worden met de mijnwerkers gelijkgesteld, de afgevaardigden bij het mijntoezicht alsmede de werklieden arbeidende in de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen.

De werklieden arbeidende in de leigroeven evenmin als zij die gebezigd worden in andere dan in mijnen, in concessie gegeven, zijn er niet in begrepen. Het stelsel van uitzondering, dat toegepast wordt op de mijnwerkers en de met hen gelijkgestelde arbeiders, wordt in de memorie van toelichting gebillijkt wegens den aard van hun werk en het belang van het kolenbedrijf.

ART. 2.

Hebben de vreemde werklieden recht op het aanvullend pensioen van het Gemeen Fonds, voorzien bij de artikelen 32, 33 en 36 ?

De mijnwerkers die tot een vreemd land behooren, vallen onder dezelfde regeling als de Belgische arbeiders; zij hebben echter enkel recht op de pensioenen die worden samengesteld door middel van stortingen op hunnen naam bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas gedaan; zij hebben geen recht op het bijkomend en de aanvullende pensioenen, noch op de voordeelen van Staatstusschenkomst, tenzij de landen waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verschaffen.

Ten einde meer klaarte te brengen in de bepalingen van het ontwerp, heeft de Regeering voorgesteld den tekst van artikel 2 te wijzigen, door de woorden « ... hebben zij geen recht op de werkgeversbijdrage... » te vervangen door... « hebben die mijnwerkers, evenals hunne rechthebbenden, geen recht op de toegevoegde en aanvullende pensioenen en op den toeslag... » en door den laatsten volzin te doen wegvallen, welke volzin luidde : « Wanneer zij op de werkgeversbijdrage geen recht hebben, dan wordt deze in het bij artikel 47 voorzien gemeen Lijfrentefonds gestort. »

Dit lid scheen overbodig, vermits het overschot der stortingen bij de Algemeene Lijfrentekas gedaan tot samenstelling der pensioenen, bestemd is tot spijzing van het Gemeen Fonds, krachtens artikel 10, § 2.

ART. 5.

De vereischte geldmiddelen voor de verzekering worden, eensdeels, verschaft door de bijdragen der ondernemers van kolenmijnbedrijven, tot beloop van 2 ½ t. h. van het loon, en, anderdeels, door eene gelijkwaardige bijdrage van de werklieden.

Deze gelijkstelling van het beloop der bijdragen én van patroons én van werklieden kon aanleiding geven tot sommige opmerkingen. Daarover geven wij de redenen uiteengezet in de Memorie van Toelichting :

« Indien de tusschenkomst der ondernemers in het samenstellen der pensioenen moet gezocht worden in de redelijke plicht van ieder werkgever, diegenen bij te staan die door hunne medewerking tot den voorspoed der ondernemingen hebben bijgedragen, is het, langs een ander kant, de plicht van den Staat, te waken dat door de onvoorzienigheid van eenigen de aan zijne zorgen toevertrouwde belangen der maatschappij niet worden in gevaar gebracht.

» Met de voorziening op te leggen eigent de Staat zich het recht van controle toe en de plicht van er bijstand aan te verleen.

» Daarentegen behoort het voornamelijk aan den werkman van op zijn vermogen te waken en er de daartoe noodige krachten in te spannen. De verzekering moet zijn een akte van persoonlijke voorziening. Met de vervulling er van zal de werkman de begrippen van persoonlijke waardigheid voelen ontwikkelen omdat hij alzoo aan eigen kracht-inspanning de verkregen voordeelen kan toewijten. Evenzeer zal zijne gehechtheid aan het sociaal stelsel versterken omdat in het behoud er van hij de waarborg van de zekerheid zijner rechten zal vinden. »

ART. 10.

Aan het ontwerp werd ten bezwaar aangerekend, dat het op een verkeerden financieelen samenhang berust, omdat de bijdragen tot dekking der verzekeringspensioenen in verhouding staan tot de loonen.

Het ontwerp voorziet, inderdaad, dat de geldmiddelen voor de verzekering, voortkomende van de bijdragen der ondernemers en van die der arbeiders, gedeeltelijk bestemd zijn tot samenstelling der ouderdomsrente, het overschot dienende tot bestrijding der lasten van het Gemeen Fonds.

In het ontwerp Lombard c. s. werd op eene dergelijke manier voorzien, dat de zelfstandige Kas gespijsd werd door eene storting van 5 t. h. op de loonen, waarvan 3 t. h. ten bezware der ondernemers en 2 t. h. ten bezware der mijnwerkers. Eveneens werd in het voorstel De Bruyne c. s. de spijzing der Lijfrentekas vastgesteld in verhouding tot de loonen, de bijdragen beloopende 4 $\frac{1}{2}$ t. h. van de loonen door de inbedrijfneming uitbetaald, waarvan 3 t. h. ten bezware van den ondernemer en 1 $\frac{1}{2}$ t. h. ten bezware van den mijnwerker; 2 t. h. kwam ten laste van de Openbare Besturen.

De bepalingen van dit wetsontwerp kan men zooals men ziet, terugvinden in het voorstel De Bruyne c. s., en zij komen overeen met de wenschen uitgebracht door de « Union d'Action sociale chrétienne »; deze eischte inderdaad dat de stortingen voor het pensioen in verhouding zouden staan tot het loon. (*Revue*, n^o 4, October-November 1923.)

De Memorie van Toelichting geeft daarvan de reden :

« De vraag wordt gesteld of het niet voldoende was, overeenkomstig de bepalingen der algemeene wet, voor al de arbeiders, op een gelijkvormige wijze de stortingen te bepalen voor het samenstellen der lijfrente. Deze regel is toegepast onder het huidig stelsel der samengeordende wetten en het bedrag der stortingen beliep respectievelijk 24 en 18 frank, naarmate de verzekerden 21 jaar of meer oud waren of minder dan 21 jaar. Onder technisch oogpunt is het onbetwistbaar dat de berekening der rente vergemakkelijkt wordt door het aannemen van een stelsel met vaste stortingen op een bepaald bedrag.

» Tegenover de gezonde begrippen der voorziening dient zulk stelsel afgekeurd. Zij vergen immers van den eenen kant dat de stortingen in zoo nauw mogelijk verband staan met de loonen en dat, van den anderen kant, de ouderdomsrente evenredig weze aan de noodwendigheden der belanghebbenden, noodwendigheden waarvan de loonen de maatstaf zijn. »

Volgens den algemeenen samenhang der wet wordt een gedeelte der verzekeringsinkomsten bestemd tot verkrijging, door middel van kapitalisatie, der levensrente bij de Algemeene Lijfrentekas; het bedrag der stortingen op het afzonderlijk boekje van elken belanghebbende ingeschreven belooft aldus 2 tot 2 $\frac{1}{2}$ t. h. der loonen, naar gelang hij gehuwd of ongehuwd is. Voor elken belanghebbende wordt eene bijdrage vastgesteld, volgens de categorie loontrekkenden waartoe hij behoort en in verhouding tot het loon dezer categorie.

De lijfrenten door middel van deze stortingen verkregen, zullen in verhouding staan tot deze stortingen.

ART. 12 EN 13.

Geschiedt de indeeling, bij dit artikel voorzien, volgens het loon van het voorgaande jaar of van het loopend jaar ?

Wordt het loon van een loopend jaar in aanmerking genomen, op welke wijze wordt dit dan gedaan?

Den Koning behoort het, bij wijze van besluit, de tenuitvoerlegging dezer wet te regelen, en wel, onzes dunkens, naar den volgenden leidraad :

Artikel 5. voorziet, dat de verzekeringslasten worden gedragen door de ondernemers en door de mijnwerkers op grondslag van 5 t. h. der loonen, 2 $\frac{1}{2}$ t. h. ten bezware van de ondernemers, 1 $\frac{1}{2}$ t. h. ten bezware der mijnwerkers.

De bijdrage der werklieden wordt bij elken betaaldag afgehouden op de loonen der mijnwerkers en regelmatig door de betrokken kolenmijn, tegelijk met de wettelijke bijdragen der ondernemers, gestuurd naar de Voorzorgskas van het gebied ten behoeve van het Gemeen Fonds. Bij deze verzending wordt de namenlijst gevoegd der werklieden die stortingen hebben gedaan, met vermelding van het bedrag.

De stortingen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas voor rekening van elken mijnwerker afzonderlijk, worden jaarlijks gedaan op het einde van het kwartaal binnen hetwelk de belanghebbende verjaart. Deze storting wordt gedaan met inachtneming van het getal stortingen en van hun geheel bedrag, alsmede met de klasse loontrekkenden waartoe de belanghebbende behoort.

Tot vergemakkelijking van de indeeling kan men deze klasse vermelden ofwel op de namenlijst, door de kolenmijn opgemaakt, ofwel op eene afzonderlijke lijst waarop de werklieden van eene zelfde klasse worden gegroepeerd.

ART. 19.

a) Volgens den tekst van deze bepaling, die werd ontleend aan de Algemeene Pensioenwet, neemt de ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden aanvang bij het ingaan van het trimester dat volgt op datgene waarin de belanghebbende ten volle 50 of 60 jaar bereikt, naar gelang hij onder of boven den grond werkt, en de aanvullingen ten laste van Staat en Gemeen Fonds nemen te gelijkertijd aanvang.

Zulks had voor gevolg, dat er soms wel één, twee of zelfs drie maanden konden verlopen tusschen den datum waarop sommige mijnwerkers dezen leeftijd zouden bereiken en den datum waarop hun pensioen inging.

Deze toestand is geenszins gunstig voor de mijnwerkers. Bij wijze van amendement heeft de Regeering dus artikel 19 gewijzigd, in zoverre, dat de ouderdomsrente aanvang neemt bij het ingaan van de maand volgende op deze gedurende dewelke de belanghebbende den leeftijd van ingenottreding heeft bereikt en zijn aanvraag heeft ingediend.

b) Elke mijnwerker die, tijdens zijn bestaan, in de mijn heeft gearbeid en uit dien hoofde stortingen heeft gedaan, heeft op 60-jarigen leeftijd recht op de renten in verhouding tot de bijdragen te zijnen behoeve gestort. Het verkrijgen van deze renten is geenszins afhankelijk van een minimum dienstjaren. De mijnwerksters, de tusschentijdige mijnwerkers, zelfs wanneer zij slechts zes maanden, twee jaar, vijf jaar aan de mijn werden gebezigd, bezitten dus den waarborg dat zij op 60-jarigen leeftijd recht hebben op de renten welke werden verkregen door middel van de bijdragen gedurende hunnen diensttijd gestort.

Men heeft den leeftijd van 60 jaar, als ouderdom tot pensioentrekking, kunnen betwisten. Men mag echter niet uit het oog verliezen, dat de algemeene pensioenwet dezen leeftijd bepaalt op 65 jaar voor de werklieden van alle categorieën en dat het ontwerp diensvolgens eene uitzonderlijke gunst toekent aan de mijnwerkers.

Bovendien bevat het ontwerp eene uiterst gunstige bepaling ten behoeve van de ondergrondsche arbeiders die vanaf hun 55^e jaar aanspraak mogen maken op het pensioen, op voorwaarde dat zij gedurende dertig jaren in den ondergrond werkzaam zijn geweest.

De Memorie van Toelichting, waar wij slechts kunnen naar verwijzen, zet de beschouwingen uiteen waarom de ingenottreding der rente niet vroeger wordt gesteld. Wij mogen verder niet uit het oog verliezen, dat het ontwerp, zooals zijn titel het aanwijst, bestemd is om de werklieden tegen het ouderdomsrisico te verzekeren. Het pensioen moet in algemeen een regel slechts dan tusschenbeide komen, wanneer de arbeider niet meer in staat is door de opbrengst van zijn werk alleen in zijn onderhoud te voorzien.

Het ontwerp neemt het wettelijk vermoeden aan, dat de zware mijnarbeid in vergelijking met de andere ambachten of stielen eene vroegtijdige werkonbekwaamheid voor gevolg heeft. Dit vermoeden wordt afgewezen ingeval de mijnwerker, een van beide gemelde leeftijden hebbende bereikt, zijn arbeid voortzet in de mijn. In dit geval kan hij bijkomende ouderdomsrenten verkrijgen door middel van bijdragen die voor zijne rekening worden gestort, doch ouderdomspensioen en loon kan hij niet tegelijk trekken.

Als antwoord op een vraag dien aangaande, is het wel begrepen dat de mijnwerker, die de uitbetaling van zijne rente uitstelt na 55 of 60 jaar, zoodra hij het gepast acht, zijn pensioen om 't even op welken ouderdom tot 65 jaar mag aanvragen.

Wat inzonderheid de werklieden betreft die onder den grond arbeiden, is het begrijpelijk dat het voordeel van een ouderdomsrente vanaf 55 jaar onderworpen is aan het bewijs dat die arbeider niet de hoedanigheid van mijnwerker verloren heeft.

Om alle dubbelzinnigheid en elk misverstand in dit opzicht te vermijden, heeft de Regeering bij wijze van amendement bij artikel 19, § 2, de bepaling ingelascht waarbij de vervroegde uitbetaling van de rente op 55 jaar ondergeschikt is aan de voorwaarde

dat hij den mijnarbeid verlaat. Een tweede amendement voorziet ook dat het pensioen aanvang neemt bij het ingaan der maand die volgt op de maand tijdens dewelke de betrokkene volle 55 jaar oud werd.

De mijnwerker moet daarbij het bewijs leveren van een minimum diensttijd in de mijnondernemingen. De arbeider is vrij een nijverheidsvak te kiezen; voor het geval dat hij het gepast oordeelt van nijverheidsvak te veranderen, staat het hem vrij de verworven renten in verhouding met zijne stortingen terug te ontvangen; indien hij echter wil voordeel halen uit de arbeidsmoeilijkheden die eigen zijn aan de kolenontginning, indien hij zich wil beroepen op de diensten aan de mijnonderneming geleverd om deelachtig te zijn aan de voordeelen welke het mijnbedrijf voorbehoudt aan degenen die hun bestaan aan zijne ontwikkeling en bloei hebben gewijd, dan is het maar billijk dat het bewijs wordt geleverd dat deze diensten lang genoeg hebben geduurd om de toekenning van die voordeelen te wettigen.

Met dat doel vereischt het wetsontwerp voor de toekenning van de ouderdomsrente op 55 jaar een minimum van dertig jaar dienst. Dit minimum wordt insgelijks vereischt voor de toekenning van het aanvullingspensioen van 360 frank ten laste van het Gemeen Fonds, voor de werklieden van alle categorieën die 60 jaar oud zijn geworden, en 55 jaar voor diegenen die bewijzen tijdens 30 jaar ondergrondschen arbeid te hebben verricht.

ART. 20.

Is de overlevingsrente betaalbaar vanaf den dag die volgt op het afsterven van den man?

De overlevingsrente aan de weduwe toegekend moet uitbetaald worden vanaf den eersten dag der maand die volgt op deze tijds dewelke de man gestorven is. Een amendement van de Regeering heeft de bepaling van artikel 20 in dien zin gewijzigd.

ART. 21.

Verliest de weduwe hare aanspraak op de voordeelen van de wet indien zij weder in het huwelijk treedt?

Een onderscheid dient gemaakt te worden. De overlevingsrente, waarop zij recht heeft uit hoofde van en in verhouding met de in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas gedane stortingen, is bepaald verworven. Integendeel, en overeenkomstig artikel 18 van het wetsontwerp over de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood, wordt de aanvulling ten laste van den Staat niet meer betaald.

Daarenboven wordt de uitkeering van den bijzonderen toeslag ten laste van het Gemeen Fonds, die voorzien wordt voor het geval dat de overlevingsrente en de aanvulling van den Staat samen niet 360 frank bereiken, insgelijks geschorst.

De tusschenkomst van den Staat en van het Gemeen Fonds wordt gebillijkt doordat men de vrouw wil bijstaan, die met het verlies van haren man ook haar normalen steun in het leven verloor. In geval van tweede huwelijk moet de nieuwe echtgenoot door het loon van zijn werk in de behoeften van zijn gezin voorzien. Artikel 1 van het wetsvoorstel der heeren Lombard c. s. in den Senaat, waar het de afschaffing voorziet van het pensioen aan de hertrouwde weduwen, berust op dezelfde beweeggronden.

Die bepalingen betreffen feitelijk alleen de vrouwen van mijnwerkers die weduwe geworden zijn na de toepassing der wet.

Men mag echter niet uit het oog verliezen dat het wetsontwerp het behoud voorziet van al de rechten door de vrouwen vóór dezen datum verworven; indien zij de gestelde voorwaarden vervullen, hebben zij aanspraak op de rechten door de samengeordende wetten voorzien, alsmede op de vergoeding die ten laste van het Nationaal Pensioenfonds valt.

ART. 23.

Is de toeslag voor de weezen die beide ouders hebben verloren betaalbaar vanaf den dag die volgt op het afsterven van den vader?

De toeslag aan de weezen, die beide ouders verloren hebben, zou moeten betaalbaar zijn te beginnen met den eersten dag der maand, die volgt op deze tijdens dewelke de vader gestorven is. De tekst van artikel 23 werd in dien zin gewijzigd door een amendement van de Regeering.

ART. 24.

Volgens den oorspronkelijken tekst zou de ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot betaald worden vanaf het kwartaal volgend op dat in den loop waarvan de belanghebbende het 65^e jaar heeft bereikt.

Een amendement van de Regeering heeft artikel 24 gewijzigd. Het voorziet dat de ouderdomsrente ten behoeve van de vrouw van den verzekerde zal aanvangen vanaf den eersten dag der maand die volgt op deze tijdens dewelke de betrokkene volle 65 jaar heeft bereikt.

ART. 25.

« De echtgenoot van een mijnwerker, weduwe geworden na het in voege treden dezer wet, bekomt, wanneer zij ten volle den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, het vervroegd uitbetalen van het ten haren behoeft door haar echtgenoot gevestigd pensioen, *verminderd in verhouding van haar werkelijken ouderdom op het oogenblik der ingenottreding...* »

De tekst van artikel 25 werd in dien zin gewijzigd door een amendement van de Regeering.

ART. 33.

Valt de bij artikel 33 voorziene pensioenbijslag ten laste van den Staat of van het Gemeen Fonds?

De verzekering der mijnwerkers, zooals zij door het wetsontwerp verwezenlijkt wordt, legt al de uitgaven, die voortspruiten uit dit aan de mijnwerkers eigen zijnde rentestelsel, ten laste van het Gemeen Fonds. De Staat neemt maar een gedeelte der verzekeringslasten op zich indien deze tusschenkomst uitdrukkelijk voorzien wordt in overeenstemming met de algemeene pensioenwet.

De mijnwerker die, door een volledige en blijvende werkonbekwaamheid getroffen is, indien hij den ouderdom van 30 jaar heeft bereikt en het bewijs levert van ten minste tien jaar dienst in een kolenmijnonderneming, heeft recht van aanvraag op het vervroegd uitbetalen der ouderdomsrente die voor de in zijn naam gedane stortingen op zijn persoonlijke rekening bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas werd gevestigd, de rente verminderd zijnde uit hoofde van zijn werkelijken ouderdom op het oogenblik der ingenottreding. Een amendement van de Regeering wijzigde de eindbepaling van artikel 33 in dien zin.

Bovendien wordt er hem een pensioenbijslag toegekend waarvan het bedrag wordt bepaald naarmate den duur zijner dienstjaren op voet van 24 frank per jaar, met een maximum van 720 frank.

Aan de mijnwerkers vóór 1900 geboren wordt, gedurende het overgangstijdperk, een toeslag verleend gelijk aan 1/30^e per jaar dienst van den toeslag die toegestaan wordt aan de mijnwerkers van denzelfden ouderdom en van dezelfde categorie, overeenkomstig het onderscheid vastgesteld door de aan de wet toegevoegde tabel, naar gelang de tien jaar mijnarbeid boven den grond of onder den grond werden verricht.

De Commissie werd uitgenoodigd verschillende gevallen van toepassing van die bepalingen op te lossen.

Welke zijn de gebeurlijke rechten van de invaliden :

a)	geboren in 1894,	invalide op 30 jaar (1924),	met 15 jaar dienst.
b)	— 1888,	— 35 jaar (1923),	— 18 —
c)	— 1885,	— 40 jaar (1925),	— 20 —
d)	— 1880,	— 50 jaar (1930),	— 30 —

Toepassing

a) Een mijnwerker, geboren in 1894, wordt invalide op 30 jaar na 15 jaar dienst. Hij werkt dus niet meer vanaf 1924.

Volgens het stelsel der nieuwe wet duren zijne stortingen maar eenige maanden. Het hierdoor verworven pensioen is zeer gering.

1^o Hij mag de vervroegde uitbetaling van zijn pensioen bij de Pensioenkas aanvragen (art. 33.) Voor zijne stortingen volgens de oude wet zal zijn pensioen 30 frank bedragen.

2^o Er wordt hem een pensioenbijslag toegekend van 24 frank per arbeidsjaar (art. 33) of 24×15 360

3^o Hij ontvangt insgelijks een pensioenaanvulling (art. 36),
als werkmán boven den grond, $\frac{15 \times 40}{30}$ 20

als werkmán onder den grond, $\frac{15 \times 40}{30}$ 20

totaal bedrag : ongeveer 400 frank, indien hij boven of onder den grond arbeidt.

b) Een mijnwerker geboren in 1888 wordt invalide op 35 jaar, na 18 jaar dienst. In 1923 houdt hij op te werken, dus vóór het in voege treden der nieuwe wet. Hij kan de voordeelen van deze wet niet genieten.

c) Een mijnwerker, geboren in 1885, wordt invalide op 40 jaar, na twintig jaar dienst. In 1925 houdt hij dus op te werken.

1^o Hij kan de vervroegde uitkeering van zijn pensioen aan de Algemeene Lijfrentekas aanvragen (art. 33). Uit hoofde van de stortingen volgens de vroegere wet bedraagt het pensioen ongeveer 40 frank.

Voor zijne stortingen volgens de nieuwe wet is het pensioen zeer gering.

2^o Er wordt hem een pensioenbijslag toegekend van 24 frank per arbeidsjaar (art. 33) of
 24×20 480 frank.

3^o Hij ontvangt insgelijks een pensioenaanvulling (art. 36), als werkmán
boven den grond
 $\frac{20 \times 160}{30}$ fr. 106.67

als werkmán onder den grond,
 $\frac{20 \times 260}{30}$ fr. 173.33

Totaal : fr. 626.67, indien hij boven den grond arbeidt;
fr. 693.93, indien hij onder den grond arbeidt.

d) Een mijnwerker, geboren in 1880, wordt invalide op 50 jaar, na twintig jaar dienst. In 1930 houdt hij dus op te werken.

1^o Hij kan de vervroegde uitkeering van zijn pensioen aan de Algemeene Lijfrentekas aanvragen, ofwel uit hoofde van de stortingen volgens de vroegere wet : ongeveer 50 frank.

ofwel uit hoofde van de stortingen volgens de nieuwe wet . . . ongeveer 100 frank.

2^o Er wordt hem een pensioenbijslag toegekend van 24 frank per arbeidsjaar (art. 33), of

24×30 720 frank.

3^o Hij ontvangt insgelijks een pensioenaanvulling (art. 36) als werkmán
boven den grond,

$\frac{30 \times 260}{30}$ 260 frank.

als werkmán onder den grond,
 $\frac{30 \times 360}{30}$ 360 frank.

Totaal : 1,130 frank, indien hij boven den grond arbeidt.
1,230 frank, indien hij onder den grond arbeidt.

ART. 35.

Naar luid van dit artikel worden, voor de mijnwerkers na 1867 geboren, de stortingen volgens de voorschriften van de nieuwe wet gedaan, niet in acht genomen. Vanaf welken ouderdom genieten de mijnwerkers, geboren binnen de jaren 1868-1886, den Staatstoelage?

Uit de bewoordingen van dit artikel blijkt dat de mijnwerkers onder den grond, geboren binnen de jaren 1868-1873, die gerechtigd zouden zijn hun ouderdomsrente vanaf 55 jaar te ontvangen, de aanvulling ten laste van den Staat slechts genieten op voorwaarde dat zij vijf stortingen deden volgens de nieuwe wet.

Een amendement van de Regeering voegt aan de laatste paragraaf een bepaling toe waarbij het artikel ook toepasselijk is voor de mijnwerkers dezer reeks die bewijs kunnen leveren van 30 jaar ondergrondschen dienst.

« De mijnwerkers geboren vóór 1868 en degenen die, vóór 1873 geboren, bewijs kunnen leveren van den vereischten diensttijd in ondergrondsche werken, hebben aanspraak op de verhooging, op voorwaarde dat zij gedurende vijf jaar gestort hebben, met gebeurlijk inbegrip van de stortingen die gedaan werden volgens de voorschriften der samengeordende wetten van 20 Augustus 1920. »

ART. 36bis.

Bij afwijking van de artikelen 19 § 2, 32 en 35 mag ieder mijnwerker die boven den grond werkt en vóór 1883 geboren is, en ieder mijnwerker die onder den grond werkt en in 1888 geboren is, tot een mijnbedrijf behoorend bij het in werking treden dezer wet, indien hij kan bewijzen gedurende ten minste twintig jaar werkelijk in een koolmijn gearbeid te hebben, onderscheidenlijk op zestigjarigen of vijf-en-vijftigjarigen ouderdom aanspraak maken op de uitbetaling van de verworven levensrente, van den pensioenbijslag voorzien bij artikel 32, alsook van de aanvulling voorzien bij artikel 36, het bedrag van den bijslag en de aanvulling tot op tweederde teruggebracht zijnde van het overeenkomstig de artikelen 32 en 36 vastgesteld bedrag.

Indien de diensttijd twintig jaar te boven gaat zonder echter dertig jaar te bereiken, dan wordt het bedrag van den rentebijslag en van de pensioenaanvulling in verband met zijn ouderdom volgens 1/30 per dienstjaar berekend.

Het wetsontwerp voorziet dat de rechten op aanvulling en bijslag van het pensioen, alsook de vervroegde uitbetaling voor de mijnwerkers onder den grond, onderworpen zijn aan de volstreekte voorwaarde dat de belanghebbende ten minste dertig jaar dienst hebben.

Deze bepalingen hebben levendig verzet uitgelokt. Doch volgens de algemeene opvatting van het ontwerp zijn zij billijk. Inderdaad, het ontwerp berust hoofdzakelijk op het beginsel waarbij de mijnwerker zelf, door zijne eigen middelen, een behoorlijke rente voor zijn ouden dag moet verwerven. De Staat treedt alleen op om zijn persoonlijk vooruitzicht aan te moedigen en te steunen. De werkgever van zijnentwege sluit zijne pogingen aan bij deze van den werkmán om hem te beloonen voor zijn trouwen arbeid en voor zijne medehulp in de uitoefening van zijn bedrijf. Getrouw aan dit beginsel, bestemt het wetsontwerp al de stortingen van den arbeider aan de samenstelling van de ouderdoms- en overlevingsrente; er wordt maar tijdelijk een gedeelte afgenomen uit hoofde van het solidariteitsvoorschrift dat den mijnwerker oplegt mee te helpen aan de uitbetalingskosten der pensioenen die onder het huidige stelsel verleend worden. Deze medewerking is echter maar voorloopig, want, naarmate de loopende pensioenen zullen ophouden, worden de beschikbare sommen, overeenkomstig artikel 55, besteed aan de verhooging van het bedrag der stortingen in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Het is echter begrijpelijk dat de patronale bijdragen die bestemd zijn om de stiptheid van den werkmán op zijn werk en zijne verkleefdheid aan het mijnwerkersberoep te beloonen, alleen toegekend worden ten bate van hen die het bewijs kunnen leveren van een minimum diensttijd en die het mijnbedrijf niet verlaten hebben om in den handel te treden of eenig ander beroep uit te oefenen.

Men kan er geen bezwaar in vinden dat het ontwerp van het voordeel der pensioen-

toeslagen en aanvullingen de mijnwerkers uitsluit, die na tien of vijftien jaar den zwaren mijnarbeid hebben verlaten om veldarbeid te doen, naar een ander bedrijf over te gaan, een dranklijterij te openen of handel te drijven. Vergeten wij daarbij niet dat een uitbreiding van het recht dier bijdragen talrijke geldelijke lasten en de stelselmatige vernieling van de financieele opvatting van het ontwerp zou veroorzaken.

Beteekent zulks dat het ontwerp niet vatbaar is voor sommige wijzigingen, die van aard zijn aan belangwekkende toestanden te verhelpen? Geenszins. Het is gebleken dat namelijk in het Kempische bekken, onlangs ter exploitatie gelegd, talrijke werklieden der streek wegens omstandigheden onafhankelijk van hunnen wil, niet vóór hun 35 of 40 jarigen ouderdom in het mijnbedrijf konden treden.

Voor die mijnwerkers is, uit hoofde van hun ouderdom, de mogelijkheid uitgesloten een tijdbestek van 30 jaar aan den mijnarbeid te besteden om een toeslag of een aanvulling van pensioen te bekomen.

De Kamer zou, naar onze meening, rechtvaardig handelen door den vereischten diensttijd te verminderen; daarom dringt het aannemen zich op van het amendement van uwe Commissie, om aan die mijnwerkers een bijzondere behandeling te verleen.

ART. 44.

Een amendement van de Regeering heeft de woorden « op het persoonlijk boekje » vervangen door « op rekening » en aan artikel 44 een tweede lid toegevoegd, luidende :

« Deze sommen worden neergelegd in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, die gelast wordt met het beheer der kapitalen en met den dienst der pensioenen. »

Deze wijzigingen werden aangebracht om den tekst van het onderhavig ontwerp en van het algemeen wetsontwerp één te maken.

Het wetsontwerp gelast de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas met de samenstelling van de lijfrenten volgens bepaalde voorwaarden. In dit opzicht heeft de Regeering geen voldoening gegeven aan de wenschen die uitgedrukt werden in de wetsvoorstellen van de heeren Lombard c. s., in den Senaat en De Bruyne c. s. in de Kamer.

De Memorie van Toelichting billijkt het behoud der dualiteit van de twee instellingen, de Algemeene Lijfrentekas en het Nationaal Fonds, daar dergelijke formule dezen grooten hinder zou veroorzaken met de mijnwerkers aan de toepassing der algemeene verzekeringswet te onttrekken en diegene aan twee verschillende stelsels te onderwerpen, die gedurende hun bestaan opvolgenlijk in de koolmijnen en in een andere nijverheid werden gebezigt.

De samenstelling van het Gemeen Rentefonds met het oog op de centralisatie van al de verzekeringsverrichtingen geeft gedeeltelijk aan de heeren De Bruyne en Lombard de gevraagde voldoening.

Ofschoon verscheidene leden zich bij de voorstellen van de Regeering aansluiten, hebben zij toch geacht dat het oprichten van eene zelfstandige kas, belast met de vestiging der ouderdomsrente bij wijze van kapitalisatie en tevens met de toekenning van de pensioen-toeslagen, zoowel in technisch als in financieel opzicht merkelijke voordeelen zou opleveren.

De vestiging der lijfrenten geschiedt thans op grond van tarieven steunend op sterfdebellen die op de algeheelheid der bevolking van toepassing zijn, ofschoon dat de sterfte van eene klasse enkelingen, zooals de mijnwerkers, aan andere wetten onderhevig is; buitendien zouden de algemeene kosten, waarvan het hooge bedrag gebillijkt wordt door de talloze bij de Algemeene Kas geopende rekeningen, gewis eene merkelijke vermindering ondergaan uit hoofde van de centralisatie van al de verrichtingen in een enkel organisme.

Derhalve is de Middenafdeeling van meening dat de tegenwoordige oplossing slechts voorloopig is; zij drukt den wensch uit dat, van stonden aan, bijzondere sterfdebellen voor het mijnwerkersbedrijf zouden worden opgemaakt en dat een AFZONDERLIJKE dienst tot stand zou komen bij de Algemeene Lijfrentekas, die zich uitsluitend met de mijnwerkerspensioenen zou bezig houden.

Het wetsontwerp voorziet reeds dat eene bijzondere sterftetabel later zal kunnen opgemaakt worden met het oog op de uitvoering dezer wet, behoudens goedkeuring door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Van dezelfde goedkeuring stelt het de verordeningen afhankelijk die, voor de uitvoering dezer wet, door de Algemeene Lijfrentekas mochten worden opgemaakt.

De Regeering heeft voor doel de noodige eenheid van opvatting en werking te verwezenlijken om de bezwaren van het dualisme van beide met de toepassing van de wet belaste instellingen te kunnen nagaan.

De meening werd geopperd dat deze maatregelen ontoereikend waren en dat de aandacht van de Regeering diende gevestigd op de hervormingen die het wenschelijk ware toe te brengen aan de standregelen en het beheer van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, met het oog op de uitbreiding van den pensioendienst; in de toekomst past het dat de pensioendienst voor mijnwerkers zelfstandig zij en dat, daarenboven, de belangen van de Beroepskassen vertegenwoordigd wezen in den schoot van het Beheer der instelling.

ART. 45.

Zal een nieuw tarief voor de mijnwerkers kunnen worden ingevoerd, wanneer de bijzondere tabel voor mijnwerkers klaar zal zijn?

Het opmaken van zulke sterftetabel heeft juist voor doel het eventueel invoeren van een eigen tarief voor de vestiging van lijfrenten voor mijnwerkers. Een amendement van de Regeering voorziet dat eene sterftetabel *mocht* worden opgemaakt.

ART. 46.

Om den tekst van artikel 46 duidelijker te maken, stelt de Regeering, in een amendement voor, den oorspronkelijken tekst door den volgende te vervangen: « De verordeningen en de tarieven door dit organisme opgemaakt voor de toepassing dezer wet moeten eerst worden goedgekeurd door den Minister van Nijverheid en Arbeid. »

ART. 49.

Ofschoon zij zich aansluiten bij het wetsontwerp, in zooverre het het dualisme behoudt van de met de verzekering belaste organismen, hebben sommigen er toch op gewezen dat het noodig was wijzigingen toe te brengen aan de tegenwoordige voorwaarden van aansluiting van de mijnwerkers.

Thans, inderdaad, worden de lijfrenten berekend op zulke wijze dat rekening wordt gehouden met een last van 5 t. h. voor het dekken der algemeene onkosten bij de Algemeene Lijfrentekas.

Deze last is van hetzelfde bedrag als die welke wordt toegepast bij de berekening van de renten verworven door al de klassen van aangeslotenen bij de Algemeene Lijfrentekas.

Het wetsontwerp behoudt echter in zijn groote trekken het stelsel, dat onder het beheer der samengeordende wetten wordt toegepast.

Artikel 49 zegt dat het Algemeen Pensioenfonds voorziet in de beheer- en administratiekosten van de verzekering.

Artikel 73 belast de Voorzorgskassen met het innen van de stortingen der arbeiders en van de bijdragen der werkgevers, met het vervullen van de noodige formaliteiten voor de aansluiting van de arbeiders en de uitkeering van de ouderdoms- en overlevingsrenten, bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verworven.

Met een woord, krachtens de bestuurlijke inrichting, wordt de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas ontslagen van een merkelyk deel der verplichtingen die zij moet naleven met het oog op de aansluiting van gepensioneerden van elke categorie, die geen mijnwerkers zijn. Het staat vast bovendien, dat de regelmatige werking van de verzekering voor mijnwerkers, die op bepaalde tijdstippen groote en regelmatige stortingen doen, de taak verlichten van de Algemeene Lijfrentekas en de kosten vermindert die zij uit hoofde van hunne aansluiting zou te dekken hebben.

In die voorwaarden schijnt het billijk, dat een deel tenminste van de 5 t. h. afhouding van de lijfrenten ten behoeve der mijnwerkers, terugbetaald kunne worden aan het Gemeen Fonds, om de kosten van aansluiting bij de Algemeene Lijfrentekas te dekken.

ART. 58 EN VOLGENDE.

Welke zijn de voorwaarden van kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid voor den Beheerraad van het Gemeen Fonds?

Idem voor de leden der bestuurscommissiën van de Voorzorgskassen en die van den Hoogen Scheidsraad?

Naar de meening van de Regeering zouden de voorwaarden van kiesbevoegdheid en van verkiesbaarheid moeten bepaald worden in het Koninklijk besluit dat de uitvoering van deze wet regelt. Deze meening werd door vele leden bekampt. Een eerste aanmerking naar aanleiding daarvan liep over het stilzwijgen, door de wet bewaard, over het gelijktijdig uitoefenen van het mandaat van lid van den Beheerraad der bestuurscommissiën en van lid van den Hoogen Scheidsraad. De meening werd geopperd als zou de onverenigbaarheid, voorzien bij artikel 61, tusschen de functie van lid van den Beheerraad en die van lid van den Hoogen Scheidsraad, zich *a fortiori* opdringen tusschen de functie van lid van de bestuurscommissiën, die van lid van den Beheerraad en die van lid van den Hoogen Scheidsraad.

De Gewestelijke Kassen staan inderdaad onderworpen aan het toezicht en de leiding van den Beheerraad en bovendien zijn zij, tegenover den Hoogen Scheidsraad, rechtscollèges in eersten aanleg waarvan de beschikkingen vatbaar zijn voor wijziging door den Scheidsraad; het is logisch dat personen, die deelnemen aan beschikkingen in eersten aanleg, dezelfde niet mogen zijn als die welke in hooger beroep uitspraak doen.

Het wetsontwerp zou bij gevolg in dien zin moeten worden gewijzigd. Ieder is het eens dat in den tekst van de wet ook zou moeten voorkomen op welke wijze de leden van de verschillende organismen worden benoemd of aangeduid.

De meeningen liepen fel uiteen waar het gold de wijze te bepalen waarop de werkgevers en arbeiders zouden worden verkozen bij algemeen stemrecht; sommigen zijn beslist van meening dat zij door de hoogere overheid zouden moeten worden aangeduid.

De meest redelijke oplossing die de aandacht van de Kamer zou moeten gaande maken ware de volgende :

De Minister van Nijverheid en Arbeid zou de voorzitters aanduiden van de bestuurscommissiën der Voorzorgskassen.

Daar deze commissiën de opdracht van een rechtscollège vervullen, is het verkieslijk dat de keus zou vallen op een magistraat van de rechterlijke orde.

De vertegenwoordigers van de werkgevers in de bestuurscommissiën zullen kunnen worden benoemd door de werkgevers zelve, en de leden-arbeiders door de arbeiders, eventueel onder het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging.

Het Gemeen Fonds wordt door den Staat gewaarborgd; het is dus rechtmatig dat, in die voorwaarden, de Regeering de macht hebbe het beheer toe te vertrouwen aan Beheerders die aan de noodige vereischten van bekwaamheid en betrouwbaarheid voldoen.

Het voorzitterschap van den Hoogen Scheidsraad wordt bekleed door een magistraat van de rechterlijke orde; het zou passen dat hij door den Koning werd aangeduid.

De leden echter zouden door den Minister van Nijverheid en Arbeid moeten worden aangeduid.

In dezen zin werd het wetsontwerp gewijzigd.

ART. 70.

De tekst van artikel 70 werd, bij wijze van amendement, als volgt door de Regeering gewijzigd :

« Het Nationaal Fonds mag zijne gelden beleggen :

1^o In Staatseffecten of effecten onder waarborg van den Staat, de kolonie, de provincie en de gemeenten;

2^o In leeningen aan de provinciën, de gemeenten, de polders en wateringën;

3^o In schuldbekentenissen of leeningen op hypotheek;

4^o In leeningen voor den aankoop van gronden, het bouwen of aankopen van onroerende goederen, voor het op- of inrichten van voorbehoed- of geneesgestichten ten behoeve van het personeel bij de kolennijverheid te werk gesteld;

5^o In obligatiën van Belgische vennootschappen die sedert tenminste vijf achtereenvolgende jaren met hare gewone inkomsten al hare verbintenissen hebben nageleefd.

Het mag ook onroerende goederen bezitten of verwerven in de mate waarin zij voor het verwezenlijken van het maatschappelijk doel noodig zijn. »

Deze wijzigingen worden toegebracht om de belegging te vergemakkelijken van kapitalen zonder eenig gevaar en tevens om de inkomsten van het Gemeen Fonds te kunnen aanwenden voor doeleinden van openbaar nut.

ART. 73.

Naar luid van de Memorie van Toelichting, zijn de Voorzorgskassen, in het algemeen verband van het ontwerp, bestemd om, samen met het Gemeen Fonds en onder toezicht daarvan, al de verrichtingen te doen die noodig mochten blijken voor zijn geregelden gang.

In dit opzicht geeft de tekst van het ontwerp hoegenaamd geen toelichting en bevat het leemten die zouden moeten worden aangevuld. Verschillende leden hebben volstrekt noodzakelijk geacht nauwkeurig de opdracht te omschrijven van de Voorzorgskassen in het verband door het nieuwe stelsel ingevoerd. Te dien einde zou de oorspronkelijke tekst van artikel 73 moeten gewijzigd worden als volgt :

« De Voorzorgskassen zijn organismen tot uitvoering van de verzekering, onder leiding en toezicht van het Gemeen Fonds.

Zij zorgen voor de inning van de stortingen van de arbeiders en van de bijdragen van de werkgevers. Zij verrichten de noodige formaliteiten voor de aansluiting van de arbeiders bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, in de voorwaarden voorzien bij artikel 9 ;

Zij onderzoeken de aanvragen om pensioen, aanvullend pensioen, pensioentoeslag en tegemoetkoming. Door bemiddeling van het Gemeen Fonds zorgen zij voor den dienst der ouderdoms- en overlevingsrenten, bij toepassing dezer wet bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verworven.

Voor rekening van het Gemeen Fonds betalen zij aan de rechthebbenden de pensioenen, aanvullende pensioenen, pensioentoeslagen en tegemoetkomingen uit. De uitbetaling geschiedt in de bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden. »

ART. 75.

Dit artikel moet worden aangevuld op grond van de noodzakelijkheid de middelen tot doelmatig toezicht aan de hand te doen van het Gemeen Fonds, krachtens artikel 49 belast met de uitgaven voor het beheer en de administratie van de verzekering.

ART. 75bis.

In een der wetsontwerpen bij de wetgeving ingediend was eene bepaling ingelascht tot regeling van den toestand van de voorzorgskassen, om deze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het nieuwe stelsel. Verschillende leden van de commissie hebben noodig geacht de leernte aan te vullen die in het ontwerp voorkomt. Bij gevolg moet daaraan een amendement worden toegevoegd luidende als volgt :

« De Voorzorgskassen ten behoeve van mijnwerkers tot stand gebracht, onder het beheer der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en beheerd bij de wet van

28 Maart 1868 zijn ontbonden; haar roerend en onroerend bezit wordt toegekend aan het Gemeen Pensioenfonds waarvan de oprichting door deze wet wordt voorzien. »

ART. 77.

De aanmerking werd gemaakt dat de woorden : « twee werkgevers » zouden moeten vervangen worden door : « twee leden-werkgevers ».

Paragraaf I van artikel 77 zou in dien zin moeten worden gewijzigd.

ART. 91.

Dit artikel voorziet dat de stortingen in de Algemeene Lijfrentekas gelijk zijn aan die voorzien bij de geldende wetten, voor het jaar volgend op dit waarop de wet van kracht wordt.

Het jaar volgend op dit waarop de wet van kracht wordt is het eerste jaar van hare toepassing. De wet heeft op 1 Januari 1924 den datum bepaald waarop zij van kracht wordt; het ware technisch onmogelijk geweest tijdig de uitvoeringsmaatregelen te treffen die de toepassing van Titel II bedraagt.

2. De stortingen gedurende het jaar 1924 gedaan, zullen in aanmerking komen onder diegene voorzien bij artikel 35, want zij werden gedaan onder het beheer der nieuwe wet.

Een amendement werd door de Regeering voorgesteld op den tekst van artikel 91, naar luid waarvan de woorden « op het persoonlijk boekje » vervangen worden door de woorden : op de rekening ».

ART. 92.

Naar luid van dit artikel worden de wetsbepalingen en verordeningen in strijd met deze wet ingetrokken.

De meening werd geopperd dat deze tekst duidelijker zou zijn en dat elke dubbelzinnigheid zou worden vermeden, zoo hij de verschillende wetten vermeldde die door het ontwerp worden ingetrokken.

Bij gevolg zou deze tekst moeten worden gewijzigd als volgt :

« De samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, de wetten van 28 Maart 1868 en van 9 April 1922, alsmede al de wetsbepalingen en verordeningen in strijd met deze wet worden ingetrokken.

» De bepalingen der wetten van 30 Augustus 1920 en van 9 April 1922, die noodig zijn voor de toepassing der artikelen 38, 42, 43 en 91 dezer wet, blijven voorloopig van kracht. »

Inlichtingen over het aantal arbeiders en hunne verdeling volgens hun leeftijd.

1^o Het aantal ondergrondsche arbeiders, die bij de mijn werden aangenomen, tusschen 25 en 29 jaar, tusschen 30 en 34 jaar, op 35 jaar of meer;

2^o Het aantal bovengrondsche arbeiders die bij de mijn werden aangenomen tusschen 30 tot 34 jaar en meer;

3^o Het volledig aantal vrouwen waarvoor gestort werd in de voorzorgskassen, voor elk jaar na den oorlog (1919 en daarna).

4^o Het gemiddeld aantal vrouwen die gewoonlijk, in elk dezer jaren, in de koolmijnbedrijven werden tewerkgesteld;

5^o Het volledig aantal arbeiders voor wie gestort werd in elk dezer jaren;

6^o Het aantal arbeiders waarvoor, in elk dezer jaren, de stortingen begonnen zijn in elk dezer kassen en te wier behoefte reeds stortingen werden gedaan in eene andere voorzorgskas.

Op de vragen onder de nummers 1 tot 6, is het practisch onmogelijk een bevredigend antwoord te geven ; men zou inderdaad voor elken persoon de tabel moeten opmaken van zijne diensten. Een dergelijk onderzoek in elke mijnonderneming zou al te veel werk en tijd vergen, zoodat het verslag niet tijdig kon worden opgemaakt. Op te merken valt ook dat, zoowel bij de voorzorgskassen als bij de Algemeene Lijfrentekas, geen rekening

wordt gehouden met het geslacht van de bij de kolenmijnondernemingen tewerkgestelde arbeiders.

Onder voorbehoud van deze algemeene beschouwing geeft navolgende Tabel het volgende :

1^o Het aantal ondergrondse arbeiders die thans bij de mijn zijn tewerkgesteld, en 25 tot 29 en 30 tot 34 jaar oud zijn.

2^o Het aantal bovengrondse arbeiders die bij de mijn zijn tewerkgesteld en 30 tot ten hoogste 34 jaar oud zijn.

8,910 vrouwen zijn thans bij de kolenmijnen tewerkgesteld.

Het aantal arbeiders waarvoor, in 1920-21-22, stortingen werden gedaan bedraagt onderscheidelijk 214,900-200,000-219,000 (zie n^r 30). Dit zijn benaderende gegevens, omdat het dienstjaar dat tot grondslag dient voor de berekeningen van de Algemeene Lijfrentekas niet juist overeenstemt met den normalen duur der opgegeven jaren.

De voorzorgskassen vermelden niet regelmatig het aantal arbeiders die hunne stortingen bij een der kassen hebben begonnen en ze bij een andere hebben voortgezet.

Tabel 4 vermeldt het aantal gepensioneerden voor elk jaar alsook het tegenwoordig aantal gepensioneerden.

TABEL.

Aantal ondergrondse arbeiders van 25 tot 34 jaar en ouder, die op 15 November 1922 waren ingeschreven :

Jaar der geboorte	Getal werklieden	
1897	3,591	
1896	3,391	
1895	3,199	
1894	<u>2,999</u>	13,180
1893	2,619	
1892	2,707	
1891	2,784	
1890	2,728	
1889	2,639	
1888	<u>2,701</u>	16,178
vroeger		55,752
		<u>85,110</u>

Getal werklieden van 30 tot 34 jaar en meer, die boven den grond werkten op 15 November 1922 :

Jaar der geboorte	Getal mannen	Getal vrouwen	
1892	942	145	
1891	922	124	
1890	848	124	
1889	883	105	
1888	<u>878</u>	<u>101</u>	599
vroeger			886
	<u>23,090</u>		
	<u>27,564</u>	<u>1,485</u>	

3) *Getal werklieden die stortingen hebben gedaan in 1922 :*

	In 1922	In 1921	In 1920
Kas van Bergen	43,471	41,533	45,682
Kas van het Centrum	40,780	37,638	40,913
Kas van Charleroi	65,032	58,032	66,419
Kas van Namen	7,291	6,649	7,051
Kas van Luik	51,247	48,000 ongeveer	49,000 ongeveer
Kas van de Kempen	11,452	8,523	5,637
	<u>219,273</u>	<u>200,375</u>	<u>214,702</u>

4^o *Nieuw gepensioneerden :*

	1922		1921		1920	
	Werklieden	Weduwen	Werklieden	Weduwen	Werklieden	Weduwen
Kas van Bergen	519	207	587	251	471	190
Kas van het Centrum	392	123	385	108	239	81
Kas van Charleroi	560	196	650	217	513	170
Kas van Namen	97	34	81	23	45	22
Kas van Luik	447	156	448	152	416	110
Kas van de Kempen	1	—	—	—	—	—
	<u>2,016</u>	<u>716</u>	<u>2,151</u>	<u>751</u>	<u>1,684</u>	<u>573</u>

Op 1 Januari 1923 waren er 15,631 gepensioneerde werklieden

5,630 gepensioneerde weduwen

Te zamen 21,261

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie is van gevoelen, dat de regeling van het mijnwerkerspensioen, zooals het door het ontwerp wordt vastgesteld, aan de billijke betrachtingen van den arbeidersstand beantwoordt; zij drukt den wensch uit, dat het zoodra mogelijk worde goedgekeurd.

Wij stellen U dus voor, Mijne Heeren, uwe goedkeuring daaraan te hechten.

De Verslaggever,

H. HEYMAN.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.

ANNEXE AU RAPPORT N° 123.

Projet de loi
relatif
à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré
des ouvriers mineurs.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 123.

Wetsontwerp
op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom
en vroegen dood der mijnwerkers.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Texte du projet.

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Des dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers occupés dans une exploitat on houillère belge sont obligatoirement soumis à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré réalisée conformément aux dispositions de la présente loi.

Sont assimilés aux ouvriers houilleurs, les délégués ouvriers à l'inspection des Mines et les ouvriers occupés dans les mines métalliques concédées.

ART. 2.

Les ouvriers de nationalité étrangère sont soumis au même régime que les ouvriers belges. Toutefois, ils ne pourront bénéficier des cotisations patronales, ainsi que des avantages dus à l'intervention de l'État que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents. Lorsqu'ils n'ont pas droit à la cotisation patronale, celle-ci est versée au Fonds Commun de Retraite prévu à l'article 17.

ART. 3.

Le service de l'assurance est confié :

- a) A des institutions régionales dénommées Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs;
- b) A la Caisse Générale d'Épargne et

Tekst van het ontwerp.

EERSTE TITEL.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Al de arbeiders, in eene Belgische kolenmijnonderneming, werkzaam zijn er toe verplicht zich tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood te verzekeren, overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

De afgevaardigde bij het Mijnopzicht en de werklieden arbeidende in de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen worden met de kolenmijnwerkers gelijkgesteld.

ART. 2.

De mijnwerkers die tot een vreemd land behooren vallen onder dezelfde regeling als de Belgische arbeiders. Nochtans hebben zij geen recht op de werkgeversbijdrage, alsook op de voordeelen van Staatstusschenkomst, tenzij de landen waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verschaffen. Wanneer zij op de werkgeversbijdrage geen recht hebben, dan wordt deze in het bij artikel 47 voorzien gemeen Lijfrentfonds gestort.

ART. 3.

De verzekeringsdienst wordt toevertrouwd :

- a) Aan de gewestelijke instellingen genoemd Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers;
- b) Aan de Algemeene Spaar- en Lijf-

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ARTICLE PREMIER.

Comme ci-contre.

EERSTE ARTIKEL.

Zooals hiernevens.

ART. 2.

Les ouvriers de nationalité étrangère sont soumis au même régime que les ouvriers belges. Toutefois, *ces ouvriers ainsi que leurs ayants droit, ne pourront bénéficier des suppléments et compléments de pension et des majorations, ainsi que des avantages dus à l'intervention de l'État que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents.*

ART. 3.

Comme ci-contre.

ART. 2.

De mijnwerkers, die tot een vreemd land behooren, vallen onder dezelfde regeling als de Belgische mijnwerkers. Nochtans hebben *die mijnwerkers, evenals hunne recht-habbenden, geen recht op de toegevoegde en aanvullende pensioenen en op den toelag, alsook op de voordeelen wegens de Staatstusschenkomst, tenzij de landen, waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verschaffen.*

ART. 3.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

de Retraite sous la garantie de l'État ;
c) Au Fonds Commun de Retraite des Ouvriers mineurs.

ART. 4.

Les ressources nécessaires à la couverture des charges de l'assurance sont constituées :

a) Par les versements obligatoires des assurés et par les cotisations obligatoires des exploitants de charbonnages ;

b) Par la contribution de l'État ;

c) Par l'avoir du Fonds Commun de retraite créé par la loi du 20 août 1920.

CHAPITRE II.

Des versements.

ART. 5.

Le montant des versements des ouvriers et les cotisations des exploitants et fixé à 5 p. c. des salaires payés aux ouvriers mineurs occupés, supportés par parts égales par les exploitants et les ouvriers.

ART. 6.

N'entrent pas en ligne de compte pour l'évaluation des salaires, les avantages en nature que les ouvriers reçoivent éventuellement de l'exploitant.

ART. 7.

Tout exploitant de charbonnage qui a occupé un ouvrier pendant une période de durée quelconque est tenu d'acquies-

Tekst van het ontwerp.

rentkas onder waarborg van den Staat ;
c) Aan het gemeen Lijfrentfonds der mijnwerkers.

ART. 4.

De inkomsten noodig tot de dekking der Verzekeringskassen worden gevormd :

a) Door de verplichte stortingen van de verzekerden en door de verplichte bijdrage der kolenmijnondernemers ;

b) Door de bijdrage van den Staat ;

c) Door het vermogen van het gemeen Lijfrentfonds ingesteld bij de wet van 20 Augustus 1920.

HOOFDSTUK II.

Stortingen.

ART. 5.

Het bedrag der stortingen van de mijnwerkers en der bijdragen van de ondernemers wordt bepaald op 5 t. h. der aan de in dienst zijnde mijnwerkers betaalde loonen, voor de helft ten bezware van de mijnwerkers en de wederhelft ten bezware van de ondernemers.

ART. 6.

De mogelijke voordeelen in natura die de mijnwerkers van den ondernemer zouden verkrijgen worden niet in rekening genomen voor het schatten der loonen.

ART. 7.

Ieder kolenmijnondernemer die een mijnwerker gedurende een tijd, onverschillig den duur, heeft te werk

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 4.

ART. 4.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 5.

ART. 5.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 6.

ART. 6.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 7.

ART. 7.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

ter les versements afférents à cette époque.

Le versement de l'ouvrier est prélevé sur son salaire au moment de chaque paye par l'exploitant qui l'occupe.

ART. 8.

En vue de ce prélèvement, tout exploitant est tenu d'insérer dans le règlement d'atelier de son exploitation une stipulation additionnelle au contrat de travail déterminant les conditions dans lesquelles celui-ci sera opéré en conformité des dispositions de la présente loi.

TITRE II.

Des avantages accordés aux assurés et de l'affectation des ressources.

ART. 9.

L'assurance réalisée conformément aux dispositions de la présente loi, donne droit :

1° Pour tout ouvrier qui y est assujéti ;

a) A une rente de vieillesse annuelle et viagère à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ;

b) A un supplément de pension à charge du Fonds commun de Retraite ;

c) A une rente de survie au profit de la veuve et éventuellement des orphelins ;

d) A une rente de vieillesse à l'épouse.

2° A titre transitoire pour tout ouvrier réunissant les conditions d'âge déterminées :

a) A une majoration de rente à charge de l'État ;

Tekst van het ontwerp.

gesteld, is verplicht de stortingen voor dat tijdsbestek te betalen.

De storting van den mijnwerker wordt op dezes foon, bij ieder betaling, door den ondernemer afgehouden.

ART. 8.

Voor deze afhouding is ieder werk-ondernemer verplicht in de werk-plaatsverordening van zijne onderneming een aanvullende bepaling in het arbeidscontract te lasschen, die de voorwaarden bepaalt waarin die afhouding overeenkomstig de bepalingen dezer wet zal geschieden.

TITEL II.

Voordeelen aan de verzekerden verleend en bestemming der inkomsten.

ART. 9.

De verzekering overeenkomstig de bepalingen van deze wet ingericht geeft recht :

1° Voor ieder mijnwerker die er aan onderworpen is :

a) Aan eene jaarlijksche ouderdomsrente bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas ;

b) Aan een pensioenbijslag ten laste van het gemeen Lijfrentefonds ;

c) Aan een overlevingsrente ten behoeve van de echtgenooten en desgevallend van de weezen ;

d) Aan een ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenooten.

2° Voorloopig voor ieder mijnwerker die de bepaalde ouderdomsvereischte vereenigd :

a) Aan een rentetoeslag ten bezware van de Staat ;

Texte proposé par la Commission.

—

ART. 8.

Comme ci contre.

ART. 9.

Comme ci-contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

ART. 8.

Zoals hiernevens.

ART. 9.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

b) A un complément de pension à charge du Fonds commun de Retraite.

ART. 10.

Sur le montant global des versements effectués conformément à l'article 5, il est prélevé suivant le mode et les conditions déterminées par le présent titre, les sommes destinées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

L'excédent des versements est affecté concurremment avec les autres ressources prévues à l'article 4, à l'alimentation du Fonds commun de Retraite, en vue du service des suppléments et compléments de pension et allocations au profit des ouvriers mineurs, des veuves, des orphelins et des invalides, ainsi qu'à la liquidation des pensions et allocations aux titulaires dont les droits étaient reconnus avant la mise en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE PREMIER.

SECTION I. — *De la constitution des rentes de vieillesse et de survie.*

ART. 11.

Tout ouvrier soumis à l'assurance conformément à la présente loi est affilié à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Il est porté annuellement à son compte un versement dont le montant est fixé d'après la catégorie des salariés à laquelle il appartient.

Tekst van het ontwerp.

b) Aan een pensioenaanvulling ten bezware van het gemeen Lijfrentefonds.

ART. 10.

Volgens het stelsel en de voorwaarden in huidigen titel vastgesteld, wordt er op algemeen bedrag der volgens artikel 5 gedane stortingen, eene som voor het samenstellen der ouderdoms- en overlevingsrente bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, afgenomen.

Het overschot der stortingen wordt te samen met de bij artikel 4 voorziene andere inkomsten, besteed tot stijving van het gemeen Lijfrentefonds met het oog op den dienst van de pensioenbijslag en aanvulling en de toelagen ten behoeve der mijnwerkers, der weduwen en weezen en der gebrekkigen, alsook voor het uitbetalen der pensioenen en toelagen waarop de titularissen recht hadden alvorens het in voege stellen dezer wet.

EERSTE HOOFDSTUK.

AFDEELING I. — *Samenstellen der ouderdoms- en overlevingsrente.*

ART. 11.

Ieder mijnwerker overeenkomstig deze wet aan de verzekering onderworpen, wordt aangesloten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Jaarlijks wordt er op zijn rekening een som gestort waarvan het bedrag wordt bepaald volgens de categorie der arbeiders aan welke hij behoort.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 10.

ART. 10.

Comme ci contre.

Zooals hiernevens

ART. 11.

ART. 11.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

ART. 12.

Chaque ouvrier est placé, d'après l'importance de son salaire réel, dans l'une des classes suivantes :

Classes.	Salaire journalier.	Salaire annuel.
1 ^e . . .	moins de 10 fr.	moins de 3,000
2 ^e . . .	de 10 à 15 »	de 3,001 à 4,500
3 ^e . . .	de 15 à 20 »	de 4,501 à 6,000
4 ^e . . .	de 20 à 24 »	de 6,001 à 7,200
5 ^e . . .	de 24 à 28 »	de 7,201 à 8,400
6 ^e . . .	plus de 28 »	plus de 8,400

ART. 13.

La classification des ouvriers s'opère d'après le montant du salaire par année; si au cours de l'année, un ouvrier a appartenu à des classes différentes de salariés, la classification sera déterminée sur la base d'un salaire quotidien moyen multiplié par 300.

ART. 14.

Le montant des versements est fixé respectivement aux chiffres suivants :

CLASSES.	Versements journaliers		Versements annuels	
	non mariés.	mariés.	non mariés.	mariés.
1 ^{re} .	0,15	0,20	45 »	60 »
2 ^e . .	0,25	0,30	75 »	90 »
3 ^e . .	0,35	0,40	105 »	120 »
4 ^e . .	0,45	0,50	135 »	150 »
5 ^e . .	0,55	0,60	155 »	180 »
6 ^e . .	0,65	0,70	195 »	210 »

Tekst van het ontwerp.

ART. 12.

Ieder mijnwerker wordt, naar waarde van zijn echten loon, ingedeeld in een der volgende klassen.

Klassen.	Dagloon.	Jaarloon.
1 ^e . . .	minder dan 10 frank.	minder dan 3,000
2 ^e . . .	van 10 tot 15 »	van 3,001 tot 4,500
3 ^e . . .	van 15 tot 20 »	van 4,501 tot 6,000
4 ^e . . .	van 20 tot 24 »	van 6,001 tot 7,200
5 ^e . . .	van 24 tot 28 »	van 7,201 tot 8,400
6 ^e . . .	van meer dan 28 frank	meer dan 8,400

ART. 13.

De indeeling der mijnwerkers geschiedt volgens het jaarloon. Wijn in den loop van 't jaar een arbeider tot verschillende klassen heeft toebehoort, wordt zijn indeeling vastgesteld op den grond van het gemiddeld dagloon, vermenigvuldigd met 300.

ART. 14.

Het bedrag der stortingen wordt respectievelijk vastgesteld als volgt :

KLASSEN.	Dagelijksche stortingen		Jaarlijksche stortingen	
	ongehuwde.	gehuwde.	ongehuwde.	gehuwde.
1 ^{re} .	0,15	0,20	45 »	60 »
2 ^e . .	0,25	0,30	75 »	90 »
3 ^e . .	0,35	0,40	105 »	120 »
4 ^e . .	0,45	0,50	135 »	150 »
5 ^e . .	0,55	0,60	155 »	180 »
6 ^e . .	0,65	0,70	195 »	210 »

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
ART. 12.

—
ART. 12

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 13.

ART. 13.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 14.

ART. 14.

Comme ci-contre

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

ART. 15.

La contribution annuelle de l'État est fixée par franc versé au compte de chaque intéressé à :

1 franc pour les intéressés nés de 1861 à 1868 ;

Fr. 0,75 pour les intéressés nés de 1869 à 1874 ;

Fr. 0,60 pour les intéressés nés de 1875 à 1880 ;

Fr. 0,50 pour les intéressés nés après 1880.

La contribution annuelle de l'État est acquise définitivement à l'assuré sous réserve de la disposition inscrite à l'article 30 ; elle est liquidée au profit des intéressés sous forme de rente dont la prise de cours a lieu aux époques fixées aux articles 19, 20 et 24.

ART. 16.

La contribution de l'État cesse d'être accordée lorsque la rente produite par cette contribution s'élève à :

240 francs en ce qui concerne les rentes de retraite personnelles ;

120 francs en ce qui concerne les rentes de retraite des veuves et les rentes de retraite des épouses.

Entrent à la fois en ligne de compte les contributions correspondant à des versements obligatoires effectués sous le régime de la présente loi qu'à des versements obligatoires, facultatifs ou libres, effectués sous le régime de la loi générale.

Tekst van het ontwerp.

ART. 15.

De jaarlijksehe Rijksbijdrage wordt vastgesteld per frank op rekening van ieder belanghebbende gestort :

Op 1 frank voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1861-1868 ;

Op fr. 0,75 voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1869-1874 ;

Op fr. 0,60 voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1875-1880 ;

Op fr. 0,50 voor de belanghebbende geboren na 1880.

Onder voorbehoud der bij artikel 18 voorziene bepaling, wordt de Rijksbijdrage onherroepelijk door de verzekerde verworven. Zij wordt onder vorm van rente aan de belanghebbende uitbetaald. Deze rente neemt aanvang op de bij artikelen 18, 19 tot 23 vastgestelde tijdsbestekken.

ART. 16.

De Rijksbijdrage wordt niet meer verleend zoodra de door deze bijdrage verworven rente de som bedraagt van :

240 frank voor de persoonlijke rente ;

120 frank voor de rente der weduwe en de rente der echtgenoot.

Worden te zamen in rekening gebracht, zoowel de bijdrage voor verplichte stortingen gedaan onder de regeling der huidige wet, als de bijdrage voor verplichte en vrijwillige stortingen gedaan onder de regeling der algemeene wet.

Texte proposé par la Commission.

—

Art. 15.

Comme ci-contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

Art. 15.

Zoals hiernevens.

Art. 16.

Comme ci-contre.

Art. 16.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

Tekst van het ontwerp.

ART. 17.

Les versements prévus aux articles 14 et 15 sont faits à capital abandonné.

ART. 17.

De bij artikel 13 en 14 voorziene stortingen worden gedaan met afstand van kapitaal.

SECTION II — *Destination des versements.*

ART. 18.

Les versements effectués à la Caisse Générale de Retraite conformément aux dispositions qui précèdent sont destinés à constituer :

AFDEELING II — *Bestemming der stortingen.*

ART. 18.

De bij de Algemeene Lijfrentkas, overeenkomstig de voorgaande bepalingen, gedane stortingen worden bestemd voor het vestigen van :

1° Une rente de vieillesse au profit de l'ouvrier assuré ;

1° Een ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden arbeider ;

2° Une rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'ouvrier assuré et de ses enfants légitimes.

2° een overlevingsrente van 360 frank ten behoeve van de weduwe van den verzekerden arbeider en ten behoeve van zijn wettige kinderen ;

3° Une rente de vieillesse de 360 fr. au profit de l'épouse

3° een ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve van de echtgenoot.

ART. 19.

La rente de vieillesse au profit de l'assuré prend cours à partir du trimestre suivant celui pendant lequel l'intéressé a accompli sa soixantième année.

ART. 19.

De ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden neemt aanvang bij het ingaan van den trimester die volgt op dengene waarin de belanghebbende den ouderdom van 60 jaar heeft bereikt.

L'ouvrier qui a été occupé dans les travaux souterrains de la mine, pendant au moins trente ans, a droit à la liquidation de la rente de vieillesse acquise, à partir du trimestre suivant celui pendant lequel il a accompli sa cinquante-cinquième année.

De mijnwerker die ten minste dertig jaar werkzaam was in de ondergrondse werken der kolenmijn, heeft het recht op de uitbetaling zijner verworven ouderdomsrente vanaf den trimester die volgt op dengenen waarin hij den ouderdom van 55 jaar ten volle bereikt.

Néanmoins, tout ouvrier occupé à la surface, soit dans les travaux souterrains, lorsqu'il atteint respectivement l'âge de 60 et de 55 ans accomplis, a la faculté de proroger jusqu'à l'âge de

Nochtans, met het oog op het verkrijgen van rentebijslag mag ieder mijnwerker werkzaam, hetzij bovengronds of ondergronds, wanneer hij den vollen ouderdom van 60 of

Texte du projet.

65 ans la liquidation de la rente afférente à ses versements, en vue de l'acquisition de rentes supplémentaires. Son compte ne sera arrêté et la liquidation de la rente effectuée que sur sa demande.

ART. 20.

La rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'assuré et de ses enfants légitimes est payable après le décès du mari. Elle est payable après le décès de deux époux aux enfants légitimes nés de leur union et âgés de moins de 16 ans, à raison de :

100 p. c. lorsqu'il y a trois enfants ou plus de trois enfants de moins de 16 ans;

80 p. c. lorsqu'il y a deux enfants de moins de 16 ans, et de

50 p. c. lorsqu'il y a un enfant de moins de 16 ans.

ART. 21.

Dans le cas où la rente de survie n'aura pas été complètement constituée, il est accordé à la veuve, à charge de l'État, une majoration de 120 francs par an, sans que le total de la majoration et de la rente acquise puisse dépasser 360 francs.

Lorsque la somme globale formée par la rente de survie et la majoration de l'État, est inférieure à 360 francs, la différence est liquidée à charge du Fonds commun.

Ces majorations cessent d'être payées dans le cas où la bénéficiaire se remarie.

Tekst van het ontwerp.

55 jaar bereikt, de uitbetaling van de rente aanhangig met de gedane stortingen, doen uitstellen tot 65 jaar. Enkel op zijn aanvraag zal zijn rekening worden gesloten en zijn rente uitbetaald.

ART. 20.

De overlevingsrente van 360 frank ten behoeve der weduwe en der wettige kinderen van den verzekerden is betaalbaar na het afsterven van den echtgenoot. Zij is betaalbaar na het afsterven der twee echtgenooten, aan de uit hun huwelijk ontsproten wettige kinderen van minder dan 16 jaar, tegen :

100 t. h. wanneer er drie of meer dan drie kinderen zijn van minder dan 16 jaar ;

80 t. h. wanneer er twee kinderen zijn van minder dan 16 jaar en

50 t. h. wanneer er één kind is van minder dan 16 jaar.

ART. 21.

Indien de overlevingsrente niet ten volle is gevestigd wordt er, ten laste van den Staat, aan de weduwe een toeslag toegekend van 120 frank met dien verstande dat het totaal van den toeslag en de verworven rente 360 frank niet mag overschrijden.

Wanneer de geheele som, samengesteld uit de overlevingsrente en den Rijkstoeslag geen 360 frank bedraagt wordt het verschil uitbetaald ten laste van het gemeen Fonds.

De toeslagen worden niet meer verleend wanneer de toeslaggenietende opnieuw in het huwelijk treedt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 17.

ART. 17.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 18.

ART. 18.

Les versements effectués à la Caisse Générale de Retraite conformément aux dispositions qui précèdent sont destinés à constituer :

De bij de Algemeene Lijfrentekas, overeenkomstig de voorgaande bepalingen gedane stortingen worden bestemd tot het vestigen van :

1^o Une rente de vieillesse au profit de l'ouvrier assuré ;

1^o Een ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden arbeider ;

2^o Une rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'ouvrier assuré et de ses enfants légitimes.

2^o Een overlevingsrente van 360 fr. ten behoeve van de weduwe van den verzekerden arbeider en ten behoeve van zijn wettige kinderen ;

3^o Une rente de vieillesse de 720 fr. au profit de l'épouse.

3^o Een ouderdomsrente van 720 frank ten behoeve van de echtgenoot

ART. 19.

ART. 19.

La rente de vieillesse au profit de l'assuré prend cours à partir du *premier jour du mois* qui suit celui pendant lequel l'intéressé a accompli sa soixantième année.

De ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerde neemt aanvang *vanaf den eersten dag der maand* die volgt op degene waarin de belanghebbende den ouderdom van volle 60 jaar bereikt.

L'ouvrier qui a été occupé dans les travaux souterrains de la mine, pendant au moins trente ans, a droit *lorsqu'il abandonne le travail de la mine, après l'âge de 55 ans* à la liquidation de la rente de vieillesse acquise, à partir du *premier jour du mois qui suit celui* pendant lequel il a accompli sa cinquante-cinquième année.

De mijnwerker, die ten minste dertig jaar werkzaam was in de ondergrondse werken der kolenmijn, heeft recht, *wanneer hij afziet van den mijnarbeid, na den leeftijd van 55 jaar*, op de uitbetaling zijner verworven ouderdomsrente *vanaf den eersten dag der maand* die volgt op degene waarin hij den ouderdom van volle 55 jaar bereikt.

(Amendement du Gouvernement).

(Amendement van de Regeering)

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 20.

ART. 20.

Comme ci contre.

Zoals hiernevens.

ART. 21.

ART. 21.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

ART. 22.

Dans le même cas, lorsque la rente de survie doit être répartie entre les orphelins, elle est portée au maximum de 560 francs indiqué ci-dessus.

La différence entre la rente réellement constituée et ce maximum est liquidée à charge du Fonds commun.

ART. 23.

Il est accordé annuellement à la veuve à charge du Fonds commun une majoration de 60 francs par enfant légitime de moins de 16 ans.

Les orphelins de père et de mère bénéficient jusqu'à l'âge de 16 ans de cette majoration.

Elle est payée concurremment avec la rente de survie répartie comme il est dit à l'article 19 à la personne ou à l'institution qui a éventuellement la charge des enfants.

ART. 24.

La rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assuré est payable à partir du trimestre suivant celui au cours duquel l'intéressé a accompli sa soixante-cinquième année.

L'assuré est dispensé de constituer cette rente, lorsque son épouse est titulaire d'une rente personnelle de vieillesse de 720 francs.

ART. 25.

L'épouse d'un ouvrier mineur devenue veuve après la mise en vigneur de

Tekst van het ontwerp.

ART. 22.

In hetzelfde geval wanneer de overlevingsrente onder weezen moet worden verdeeld wordt zij op het hierboven bedoeld maximum van 560 frank gebracht.

Het verschil tusschen de eigenlijke gevestigde rente en bedoeld maximum wordt uitbetaald ten bezware van het gemeen Fonds.

ART. 23.

Er wordt jaarlijks, ten laste van het gemeen Fonds, aan de weduwe voor elk wettig kind van minder dan 16 jaar, een toeslag van 60 frank verleend.

De weezen die beide ouders hebben verloren genieten bedoelden toeslag tot den leeftijd van 16 jaar.

Hij wordt gelijktijdig met de overlevingsrente, verdeeld zooals bij artikel 19 bepaald, aan den persoon of aan de instelling die de kinderen heeft, uitgekeerd.

ART. 24.

De ouderdomsrente ten behoeve der echtgenoot van den verzekerden is betaalbaar vanaf het kwartaal volgende op dat, in den loop waarvan, de belanghebbende het vijf-en-zestigste jaar heeft bereikt.

De verzekerde wordt van de vaststelling dezer rente ontslagen, als zijn echtgenoot op een persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank recht heeft.

ART. 25.

De echtgenoot van een mijnwerker, weduwe geworden na het in

Texte proposé par la Commission.

ART. 22.

Comme ci contre.

ART. 23.

Il est accordé annuellement à la veuve à charge du Fonds commun une majoration de *120 francs* par enfant légitime de moins de 16 ans.

Comme ci-contre.

ART. 24.

La rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assuré est payable à partir *du premier jour du mois qui suit* sa soixante-cinquième année.

L'assuré est dispensé de constituer cette rente, lorsque son épouse est titulaire d'une rente personnelle de vieillesse de *720 francs*.

ART. 25.

L'épouse d'un ouvrier mineur devenue veuve après la mise en vigueur de

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 22.

Zooals hiernevens

ART. 23.

Er wordt jaarlijks, ten laste van het Gemeen Fonds, aan de weduwe een toeslag verleend van *120 frank* voor elk wettig kind van minder dan 16 jaar.

Zooals hiernevens.

ART. 24.

De ouderdomsrente ten behoeve der echtgenoot van den verzekerde is betaalbaar vanaf *den eersten dag der maand* volgende op die, in den loop waarvan de belanghebbende vijf en zestig jaar heeft bereikt.

De verzekerde wordt van de vestiging dezer rente ontslagen, zoo zijn echtgenoot recht heeft op een persoonlijke ouderdomsrente van *720 fr.*

ART. 25.

De echtgenoot van een mijnwerker, weduwe geworden na het in wer-

Texte du projet.

la présente loi, obtient, lorsqu'elle atteint l'âge de 60 ans accomplis, la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée par l'époux à son profit à condition :

1^o Que le mari soit mort pensionné ou réunissant les conditions pour obtenir la pension;

2^o Qu'elle ait été unie à un ouvrier mineur pendant dix ans, même par des mariages successifs.

ART. 26.

Dans le cas où la rente de vieillesse acquise dans les conditions prévues à l'article précédent n'aurait pas atteint le montant de 360 francs, elle est complétée à concurrence de ce maximum et la différence est liquidée à charge du Fonds commun.

Dans le cas où une rente de vieillesse n'a pas été constituée, le montant total de 360 francs est liquidé à charge de ce dernier.

La veuve qui se remarie perd son droit à ces avantages; son droit est toutefois recouvré en cas de nouveau veuvage

ART. 27.

Les avantages reconnus aux veuves et aux orphelins à charge soit de l'État, soit du Fonds commun de Retraite par les articles 21, 22, 23 et 26, sont supprimés ou éventuellement réduits dans les cas où, par suite du décès accidentel de l'époux ou du père, des indemnités au moins équivalentes leur ont été attribuées, en vertu de la loi du

Tekst van het ontwerp.

voege treden dezer wet, bekomt, wanneer zij ten volle den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, het vervroegd uitbetalen van het ten haren behoefte door haar echtgenoot gevestigd pensioen op voorwaarde .

1^o Dat bij zijn afsterven, de echtgenoot in bezit was van het pensioen of de voorwaarde om het te verkrijgen vereenigde;

2^o Dat zij, zelfs door opvolgende huwelijken, gedurende tien jaar met een mijnwerker gehuwd is geweest.

ART. 26.

Wanneer de, onder 't bij voorgaande artikel voorziene voorwaarde, verworven ouderdomsrente geen 360 frank bereikt, wordt ze aangevuld tot dat bedrag en het verschil uitbetaald ten bezware van het gemeen Fonds.

Wanneer de ouderdomsrente niet is gevestigd, wordt het geheel bedrag van 360 frank uitbetaald ten laste van bedoeld gemeen Fonds.

De weduwe die opnieuw in huwelijk treedt verliest haar recht op deze voordeelen; bij nieuwe weduwstaat wordt het recht herkregen.

ART. 27.

De bij artikelen 21, 22, 23 en 26 aan weduwe en weezen verleende voordeelen ten laste van den Staat of van het gemeen Fonds worden ingetrokken, in geval bij afsterven door ongeval van den echtgenoot of van den vader hun een vergoeding wordt nitgekeerd tengevolge de wet van 24 December 1903 op de ver-

Texte proposé par la Commission.

—
la présente loi, obtient, lorsqu'elle atteint l'âge de 60 ans accomplis, la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée par l'époux à son profit *réduite en raison de son âge réel au moment de l'entrée en jouissance à condition :*

La suite comme ci contre.

ART. 26.

Comme ci-contre.

ART. 27.

Comme ci contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
king treden dezer wet, bekomt, wanneer zij den leeftijd van volle zestig jaar heeft bereikt, het vervroegd uitbetalen van het ten haren behoefte door haar echtgenoot gevestigd pensioen *verminderd in verhouding tot haren werkelijken leeftijd bij de ingetreding, op voorwaarde :*

Het overige zooals hiernevens.

ART. 26.

Zooals hiernevens.

ART. 27.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

SECTION III. — Répartition des versements effectués.

ART. 28.

Les versements effectués au nom des assurés du sexe féminin, avec la contribution de l'État y afférente, sont affectés à la constitution de la rente de vieillesse.

ART. 29.

Les versements effectués au nom des assurés célibataires du sexe masculin, et des assurés veufs et divorcés, ainsi que la contribution de l'État y afférente, sont affectés à concurrence de 50 p. c. à la constitution de la rente de vieillesse et de 50 p. c. à la constitution d'un capital destiné à être converti en rente de survie au moment du mariage de l'assuré.

Dès qu'un capital de 1,200 francs a été constitué, l'entière des versements est affectée à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé.

ART. 30.

Si l'assuré célibataire vient à décéder avant d'avoir contracté mariage ou si, étant veuf ou divorcé, il vient à décéder avant d'avoir contracté un nouveau mariage, le capital constitué au moyen

Tekst van het ontwerp.

goeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

AFDEELING III. — Omslag der gedane stortingen.

ART. 28.

De in naam der vrouwelijke verzekerde gedane stortingen, alsmede de daarmee in verband staande Rijksbijdrage worden bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente.

ART. 29.

De in naam der verzekerde jonkmans van 18 jaar en der verzekerde weduwenaars of gedivorceerde gedane stortingen en de daarmee in verband staande Rijksbijdrage worden bestemd ten bedrage van 50 t. h. tot het vestigen van de ouderdomsrente en ten bedrage van 50 t. h. tot het vormen van een kapitaal bestemd om in overlevingsrente te worden omgezet bij het in huwelijk treden van den verzekerde.

Zoodra er een kapitaal van duizend twee honderd frank is gevormd wordt het totaal der stortingen bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den belanghebbende.

ART. 30.

Indien de verzekerde jonkman komt te sterven alvorens een huwelijk te hebben aangegaan, of indien de verzekerde weduenaar of gedivorceerde sterft alvorens opnieuw

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 28.

Comme ci-contre.

ART. 28.

Zoals hiernevens.

ART. 29.

Comme ci-contre.

ART. 29.

Zoals hiernevens.

ART. 30.

Comme ci-contre.

ART. 30.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

des versements effectués conformément à l'article 29 pour la création de la rente de survie, est versé au Fonds Commun de retraite.

ART. 31.

Les versements effectués au nom des ouvriers mariés avec la contribution de l'État y afférente, sont affectés à concurrence de 50 p. c. à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé et de 50 p. c. à la constitution de la rente de survie et dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente de vieillesse de l'épouse.

Lorsque la rente de vieillesse de l'épouse est constituée ou lorsque l'épouse est titulaire d'une rente de vieillesse de 720 francs, l'ensemble des versements avec la contribution de l'État, est affecté à la constitution de la rente de vieillesse de l'assuré.

CHAPITRE II.

Des suppléments de pension au profit des ouvriers vieux et invalides.

ART. 32.

Indépendamment d'une rente de vieillesse, tout ouvrier occupé dans une exploitation houillère a droit à charge du Fonds commun, à partir de l'âge de 60 ans accomplis, s'il justifie d'une durée de trente années de service dans les mines, à un supplément de pension annuel et viager dont le montant déterminé d'après les fluctuations des sa-

Tekst van het ontwerp.

in het huwelijk te zijn getreden, dan wordt het kapitaal, door middel der overeenkomst artikel 29 gedane stortingen gevormd om de overlevingsrente te vormen, in het gemeen Lijfrentfonds gestort.

ART. 31.

De in naam der gehuwde mijnwerkers gedane stortingen in de daarmee in verband staande Rijks-toelage worden bestemd ten bedrage van 50 t. h. om de ouderdomsrente van den belanghebbende en ten bedrage van 50 t. h. om de overlevingsrente te vestigen en zoodra deze haar volle bedrag heeft bereikt om de ouderdomsrente van de echtgenoot te vestigen.

Wanneer de ouderdomsrente der echtgenoot is gevestigd of wanneer de echtgenoot gerechtigd is op een ouderdomsrente van 720 frank, wordt het totaal der stortingen met inbegrip van de Rijksbijdrage bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekerde.

HOOFDSTUK II.

Pensioenaanvullingen ten behoeve der oude en gebrekkige mijnwerkers.

ART. 32.

Onafhankelijk van de ouderdomsrente heeft ieder mijnwerker in een kolennijnbedrijf werkzaam, wanneer hij den ouderdom van zestig jaar heeft bereikt en het bewijs levert van gedurende dertig jaar in een kolennijn werkzaam te zijn geweest, recht ten laste van het gemeen Fonds op een jaarlijksche

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

ART. 51.

—

ART. 51.

Comme ci-contre

Zooals hiernevens.

ART. 52.

ART. 52.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

lares, suivant les règles établies par arrêté royal, ne pourra être supérieur à 560 francs, ni inférieur à 120 francs.

S'il justifie d'une durée de trente années de service dans les travaux souterrains, la limite d'âge est réduite à 55 ans.

ART. 53.

Tout ouvrier atteint, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, d'une incapacité de travail absolue et permanente pour cause de maladie, s'il compte 50 années d'âge et s'il justifie d'une durée de services de dix années au moins dans une exploitation houillère, a la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à son compte personnel à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite par les versements effectués en son nom.

Il lui est attribué, en outre, un supplément de pension dont le montant est déterminé par la durée de ses services, à raison de 24 francs par année, avec un maximum de 720 francs.

CHAPITRE III.

Dispositions transitoires.

ART. 54.

Il est accordé à charge de l'État, à tout ouvrier assuré, conformément aux

Tekst van het ontwerp.

levenslange pensioenbijslag. Het bedrag er van vastgesteld volgens de afwisseling der loonen en volgens door een Koninklijk besluit vastgestelde regelen mag niet meer dan 560 frank en niet minder dan 120 frank bedragen.

De ouderdomgrens wordt gebracht op 55 jaar indien hij het bewijs levert gedurende 50 jaar in de ondergrondse werken te werden gebezigd.

ART. 53.

Ieder mijnwerker die, bij het in voege treden der wet, wegens ziekte door een volledige en blijvende werkonbekwaamheid getroffen is, indien hij den ouderdom van 50 jaar heeft bereikt en het bewijs levert van ten minste tien jaar werkzaam te zijn geweest in een kolenmijnonderneming, heeft recht van aanvraag op het vervroegd uitbetalen der ouderdomsrente die voor de in zijn naam gedane stortingen op zijn persoonlijke rekening bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas werd gevestigd.

Bovendien wordt er hem een pensioenbijslag toegekend waarvan het bedrag wordt bepaald naar mate den duur zijner dienstjaren in verhouding van 24 frank per jaar, met een maximum van 720 frank.

HOOFDSTUK III.

Overgangsbepalingen

ART. 54.

Aan ieder mijnwerker, verzekerd overeenkomstig de bepalingen der

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 33.

Tout ouvrier atteint, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, d'une incapacité de travail absolue et permanente pour cause de maladie, s'il compte 30 années d'âge et s'il justifie d'une durée de services de dix années au moins dans une exploitation houillère, a la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à son compte personnel à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite par les versements effectués en son nom, *la rente étant réduite en raison de son âge réel au moment de l'entrée en jouissance.*

Comme ci contre.

ART. 34.

Comme ci-contre.

ART. 33.

Ieder mijnwerker, die, vanaf het in werking tredendezer wet, wegens ziekte door een volledige en blijvende werkonbekwaamheid getroffen is, indien hij den ouderdom van 30 jaar heeft bereikt en het bewijs levert, ten minste tien jaar werkzaam te zijn geweest in een kolenmijnonderneming, is gerechtigd om het vervroegd uitbetalen aan te vragen van de ouderdomsrente die door de in zijn naam gedane stortingen op zijn persoonlijke rekening bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas werd gevestigd, *de rente verminderd zijnde in verhouding tot zijnen werkelijken leeftijd bij de ingenottreding.*

Zooals hiernevens.

ART. 34.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

dispositions qui précèdent, né avant l'année 1906, une majoration de rente dont le montant est indiqué dans le tableau annexé à la présente loi (annexe I).

Toutefois, le montant de la majoration et de la rente constituée par la contribution de l'État, ne peut dépasser les sommes limites prévues par le même tableau.

ART. 35.

Cette majoration prend cours en même temps que sera liquidée la rente de vieillesse acquise dans les conditions prévues par l'article 19, à partir de l'âge de 60 ans pour les ouvriers de la surface et à partir de l'âge de 55 ans pour les ouvriers occupés dans les travaux souterrains.

Les intéressés doivent, en outre, avoir versé pour la constitution de la rente de vieillesse, au minimum :

300 francs en 25 versements annuels, s'ils sont nés postérieurement à l'année 1900 ;

240 francs en 20 versements annuels, s'ils sont nés de 1891 à 1900 ;

180 francs en 15 versements annuels, s'ils sont nés de 1881 à 1890 ;

120 francs en 10 versements annuels, s'ils sont nés de 1875 à 1880 ;

60 francs en 5 versements annuels, s'ils sont nés de 1868 à 1874 ;

Les versements annuels dépassant 24 francs ne sont comptés que pour ce

Tekst van het ontwerp.

huidige wet, en die vóór 1906 geboren is, wordt er, ten laste van den Staat, een rentetoeslag verleend waarvan het bedrag op de bij deze wet gevoegde tabel is vastgesteld.

Het bedrag van den toeslag gevoegd bij de door de Rijksbijdrage gevestigde renten mag de grenssommen voorzien bij die tabel niet overschrijden.

ART. 35.

Die toeslag neemt aanvang terzelfder tijd als de uitbetaling der tengevolge der bij artikel 18 voorzien voorwaarden verworven ouderdomsrente, vanaf den leeftijd van 60 jaar voor de bovengrondse mijnwerkers en vanaf 55 jaar voor de mijnwerkers in de ondergrondse werken gebezigd.

Daarenboven dienen de belanghebbenden voor het vestigen der ouderdomsrente minstens te hebben gestort :

300 frank in 25 jaarlijksche stortingen indien zij na het jaar 1900 geboren zijn ;

240 frank in 20 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1900-1891 ;

180 frank in 15 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1890-1881 ;

120 frank in 10 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1880-1875 ;

60 frank in 5 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1874-1868.

De jaarlijksche stortingen die 24 frank overschrijden worden enkel

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Comme ci contre.

Zoals hiernevens.

ART. 35

ART. 35.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

montant dans le calcul du minimum ci-dessus.

Les versements annuels effectués par les intéressés, en vertu de la loi générale sur les pensions, n'entrent pas en ligne de compte pour la fixation de ce minimum.

Les intéressés, nés avant 1868, auront droit à la majoration, à condition d'avoir effectué des versements pendant cinq années consécutives, y compris éventuellement les versements opérés sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920.

ART. 36.

A titre transitoire, il est accordé à charge du Fonds commun à tout ouvrier né avant l'année 1900, réunissant les conditions prévues par l'article 32, un complément de pension dont le montant est fixé par le tableau annexé à la présente loi (annexe II).

De même, tout ouvrier invalide réunissant les conditions prévues par l'article 33, né avant l'année 1900, recevra un complément de pension équivalant à un trentième par année de service du complément reconnu aux ouvriers de son âge et de sa catégorie, conformément aux distinctions établies par le tableau précité, suivant que les dix années de travail minimum ont été accomplies à la surface ou dans les travaux souterrains.

Tekst van het ontwerp.

voor dit bedrag in het berekenen van bovenstaand minimum in aanmerking genomen.

De jaarlijksche stortingen die de belanghebbenden ingevolge de algemeene Pensioenwet gedaan hebben worden enkel voor dit bedrag in acht genomen.

De belanghebbenden vóór 1868 geboren en in den loop van vijf achtereenvolgende jaren de stortingen gedaan hebben, met inbegrip der stortingen ingevolge de bepalingen van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 gedaan, zullen den toeslag verkrijgen.

ART. 36.

Als overgangsmaatregel, wordt er aan ieder mijnwerker vóór 1900 geboren en die de bij artikel 32 voorziene voorwaarde vereenigt, een pensioenaanvulling verleend waarvan het bedrag op de bij deze wet gevoegde tabel is vastgesteld (bijvoegsel II).

Alsook zal ieder gebrekkig mijnwerker die de bij artikel 33 voorziene voorwaarden vereenigt en vóór 1900 geboren, een pensioenaanvulling verkrijgen gelijk aan een dertigste per dienstjaar van de aanvulling verleend aan de mijnwerkers van gelijken leeftijd en van zijn klas, overeenkomstig de bij voorgenoemde tabel vastgestelde indeelingen en volgens dat het minimum van tien jaren arbeid plaats had in de boven of ondergrondse werken.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Comme ci-contre

Zooals hiernovens.

Les intéressés, nés avant 1868, et ceux justifiant de la durée des services requise dans les travaux souterrains, nés avant 1873, auront droit à la majoration, à condition d'avoir effectué des versements pendant cinq années consécutives, y compris éventuellement les versements opérés sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920.

De belanghebbenden geboren vóór 1868 en zij, die bewijzen in de ondergrondse werken te hebben gearbeid gedurende den vereischten tijd en die vóór 1873 zijn geboren, hebben aanspraak op den toelag, mits zij stortingen hebben gedaan gedurende vijf achtereenvolgende jaren, bij voorkorend geval met inbegrip der stortingen gedaan over het beheer der samengeordende watten van 30 Augustus 1920.

ART. 36bis.

Par dérogation aux articles 19 § 2, 32 et 35, tout ouvrier de la surface né avant 1883, et tout ouvrier du fond né avant 1888, occupé dans les exploita-

ART. 36bis.

Elke bovengrondsche mijnwerker geboren vóór 1883 en elke ondergrondse mijnwerker geboren vóór 1888, in de kolennijndernemingen arbeidende bij

Texte du projet.

Tekst van het ontwerp.

ART. 37.

Les pensions et compléments de pension prévus aux articles 32 et 36 prennent cours en même temps que les rentes viagères constituées conformément aux dispositions du Titre II, Chapitre 1^{er}. En cas de prorogation de la liquidation des rentes viagères dans l'hypothèse prévue à l'article 19, celle-ci entraîne la prorogation simultanée des suppléments et compléments de pension. Le montant de la majoration prévue à l'article 32 et du complément de pension prévu à l'article 34 auquel l'intéressé a droit, reste néanmoins celui qui lui aurait été attribué à l'âge normal de 60 ou de 55 ans, conformément aux tableaux annexés à la présente loi.

ART. 37.

De pensioenen en de pensioenaanvulling voorzien bij artikelen 32 tot 36 nemen terzelfder tijd aanvang als de bij de bepalingen van Titel II, Hoofdstuk I, gevestigde lijfrente.

In geval van verlengenis der uitbetaling van de lijfrente zooals bij veronderstelling bij artikel 19 voorzien wordt, trekt deze insgelijks de verlengenis mede voor de pensioenbijlagen en aanvullingen. Het bedrag van den bij artikel 32 voorzienen toeslag en de pensioenaanvulling bij artikel 34 voorzien op dewelke de belanghebbende recht heeft blijft niettemin gelijk aan dezen die hem op normalen leeftijd zou worden toegekend overeenkomstig de tabellen aan deze wet gevoegd.

Texte proposé par la Commission.

tions houillères à la date de la mise en vigueur de la présente loi, pourra, s'il justifie de vingt années au moins de travail effectif dans les charbonnages, faire valoir respectivement, à l'âge de 60 ans et de 55 ans, ses droits à la liquidation des rentes viagères acquises, au supplément prévu à l'article 32, ainsi qu'au complément de pension prévu à l'article 36, le montant du supplément et du complément étant réduit aux deux tiers de celui des montants fixés conformément aux articles 32 et 36.

Si la durée des services dépasse vingt ans, tout en étant inférieure à trente années, le montant du supplément ainsi que celui du complément de pension afférent à son âge sera fixé à raison de 1/30 par année de service.

ART. 37.

Comme ci contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

het in werking treden dezer wet, kan bij afwijking van de artikelen 19, § 2, 32 en 35 — indien hij bewijst in de kolenmijnen werkelijk te hebben gearbeid gedurende ten minste twintig jaar — onderscheidenlijk op den leeftijd van 60 jaar en van 55 jaar zijne rechten doen gelden op de uitbetaling van de verworven lijfrenten, op het toegevoegd pensioen voorzien bij artikel 32, alsmede op het aanvullend pensioen voorzien bij artikel 36, met dien verstande dat het bedrag van toegevoegd en van aanvullend pensioen wordt verminderd tot twee derden van dit bedrag en bepaald overeenkomstig de artikelen 32 en 36.

Indien de duur der diensten twintig jaren overschrijdt, doch niet dertig jaar bereikt, wordt het bedrag van het toegevoegd pensioen, alsmede dit van het aanvullend pensioen, voorzien voor zijn leeftijd, tegen 1/30 per jaar dienst bepaald.

ART. 37.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

Tekst van het ontwerp.

CHAPITRE IV

HOOFDSTUK IV.

Des titulaires de rentes viagères, de pensions et allocations accordées antérieurement à la présente loi,

Rechthebbende op lijfrente, pensioenen en toelagen vóór het in voegetreden dezer wet verleend

ART. 38.

ART. 38.

Les rentes viagères acquises à la Caisse Générale de Retraite, ainsi que les pensions et compensations de pension liquidés avant la mise en vigueur de la présente loi au profit d'ouvriers ou d'anciens ouvriers mineurs, continuent à être servis aux titulaires dans les conditions prévues par les lois coordonnées du 20 août 1920.

De lijfrente bij de Algemeene Lijfrentkas verworven, alsmede de pensioenen en pensioenaanvullingen aan de mijnwerkers of oud mijnwerkers uitbetaald vóór het in voegestellen dezer wet, blijven aan de rechthebbende toegekend in de voorwaarden voorzien bij de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920.

De même, le bénéfice des dispositions des dites lois, ainsi que celles prises en exécution de la loi du 9 avril 1922, est maintenu au profit des veuves et des ouvriers invalides.

Het voordeel der bepalingen van gezegde wetten en ook van degene genomen ter uitvoering van de wet van 9 April 1922 blijft behouden ten behoeve der weduwen en gebrekkige arbeiders.

Un arrêté royal coordonnera les règles suivant lesquelles ces pensions et allocations seront accordées.

De regelingen volgens dewelke deze pensioenen zullen worden verleend zullen bij koninklijk besluit samengeordend worden.

ART. 39.

ART. 39.

Il est accordé à charge de l'État une indemnité annuelle de 360 francs à tout ouvrier ou veuve d'ouvrier titulaire d'une pension ou d'un complément de pension par application des lois coordonnées du 30 août 1920.

Een jaarlijksche vergoeding van 360 frank wordt ten bezware van den Staat toegekend aan ieder mijnwerker of mijnwerkersweduwe die bij toepassing van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 recht had op een pensioen of een pensioenaanvulling.

ART. 40.

ART. 40.

Les dépenses nécessaires pour le paiement des allocations précédentes, à charge des pouvoirs publics, sont supportées pour les 5/8 par l'État,

De onkosten van het uitbetalen der voorgaande toelagen ten bezware der Openbare Machten worden gedragen, voor vijf achtsten

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 58.

ART. 58.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 59.

ART. 59.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 40.

ART. 40.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

1/8 par les provinces et 2/8 par les communes où les intéressés ont leur résidence.

ART. 41.

Les ouvriers mineurs, titulaires d'une pension à l'entrée en vigueur de la présente loi, et les ouvriers invalides, lorsqu'ils entrent en jouissance de celle-ci, conformément aux dispositions des lois coordonnées, reçoivent, en outre, à charge du Fonds commun, une majoration de pension dont le montant, déterminé suivant les règles établies par arrêté royal, ne peut être supérieur à 360 francs ni inférieur à 120 francs.

ART. 42.

Pour tout ouvrier houilleur qui, pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 1^{er} février 1919, s'est trouvé en pays allié ou déporté, soit en Allemagne, soit vers les lignes de feu, le temps passé en exil, au point de vue de l'application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la présente loi, est considéré comme ayant été consacré au travail dans les houillères belges, dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

Il appartient à l'intéressé d'indiquer la durée de cet exil et d'en fournir la preuve.

ART. 43.

Pour tout ouvrier houilleur qui, pendant toute ou partie de la durée de la guerre, s'est trouvé au service de l'armée belge ou d'une armée alliée, le

Tekst van het ontwerp.

door den Staat, voor één achtste door de provinciën en voor twee achtsten door de gemeente waar de belanghebbenden verblijven.

ART. 41.

De mijnwerkers die bij het in voege treden dezer wet recht hebben op een pensioen en de gebrekkige mijnwerkers wanneer zij overeenkomstig de bepalingen der samengeordende wetten, in genot treden van dit pensioen, krijgen bovendien, ten bezware van het gemeen Fonds, een pensioentoeslag vastgesteld bij Koninklijk besluit en dat niet meer mag bedragen dan 360 frank en niet minder dan 120 frank.

ART. 42.

Voor elken mijnwerker die gedurende het tijdperk, verlopen tusschen 4 Augustus 1914 en 1 Februari 1919, in een der geallieerde landen heeft verbleven of, 't zij naar Duitschland, 't zij naar de vuurlijn werd gevoerd, wordt de in ballingschap doorgebrachte tijd met het oog op de toepassing der samengeordende wetten en dezer wet, beschouwd als zijnde besteed geweest aan den arbeid in de Belgische steenkoolmijnen, onder dezelfde voorwaarden als vóór den oorlog.

De belanghebbende moet den duur van zijn ballingschap aangeven en er het bewijs van leveren.

ART. 43.

Voor elken mijnwerker die gedurende den geheelen oorlog of een gedeelte er van in den dienst van het Belgisch of van een der geallieerde

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 41.

ART. 41.

Comme ci-contre

Zooals hiernevens.

ART. 42.

ART. 42.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 43.

ART. 43.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

temps passé au service, au point de vue de l'application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la présente loi, est considéré comme ayant été consacré au travail dans les houillères belges, dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

Il appartient à l'intéressé d'indiquer la durée de ce service et d'en fournir la preuve.

TITRE III.

Des organisations de retraite.

CHAPITRE PREMIER

De la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 44.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État est chargée de la constitution des rentes de vieillesse à l'aide de sommes prélevées sur le montant des versements des ouvriers et des cotisations patronales avec la contribution de l'État y afférente et inscrites sur le livret individuel de chaque intéressé, conformément aux articles 10, 14 et 15.

ART. 45.

Il est fait usage, pour le calcul des rentes, des tables de mortalité utilisées pour l'application de la loi générale sur les pensions.

Une table spéciale aux ouvriers

Tekst van het ontwerp.

legers is geweest, zal de in dien dienst doorgebrachte tijd met het oog op de toepassing van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en van deze wet, beschouwd worden als zijnde besteed aan den arbeid in de Belgische steenkoolmijnen onder dezelfde voorwaarden als vóór den oorlog.

De belanghebbende moet den duur van dezen dienst aangeven en er het bewijs van leveren.

TITEL III.

Renteorganismen.

EERSTE HOOFDSTUK

De Algemeene Spaar en Lijfrentkas.

ART. 44.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, onder waarborg van den Staat, wordt met de vestiging der ouderdomsrente belast. Daartoe worden gebruikt de sommen afgehouden op het bedrag der door de mijnwerkers gedane stortingen met de bijdrage der ondernemers en der er in verband mede staande Rijksbijdrage en die overeenkomstig art. 10, 14 en 15 op het persoonlijk boekje van ieder belanghebbende zijn ingeschreven.

ART. 45.

Voor het berekenen der renten zal men zich bedienen van de voor de toepassing der Algemeene Pensioenwet gebruikte sterftetabellen.

Eene, enkel aan de mijnwerkers

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

TITRE III.

Des organisations de retraite.

CHAPITRE PREMIER.

De la Caisse Générale d'Épargne
et de Retraite.

ART. 44.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État est chargée de la constitution des rentes de vieillesse à l'aide de sommes prélevées sur le montant des versements des ouvriers et des cotisations patronales avec la contribution de l'État y afférente et inscrites au compte de chaque intéressé, conformément aux articles 10, 14 et 15.

Ces sommes sont déposées à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite qui est chargée de la gestion des capitaux et du service des rentes.

ART. 45.

Il est fait usage, pour le calcul des rentes, des tables de mortalité utilisées pour l'application de la loi générale sur les pensions.

Une table spéciale aux ouvriers

TITEL III.

Renteorganismen.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

ART. 44.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, onder waarborg van den Staat, wordt met de vestiging der oudheidsrenten belast. Daartoe worden gebruikt de sommen afgehouden van het bedrag der door de mijnerkers gedane stortingen, alsmede de bijdragen der ondernemers en de daarmee in verband staande Rijksbijdrage en die overeenkomstig de artikelen 10, 14 en 15 op de rekening van ieder belanghebbende zijn ingeschreven.

Die sommen worden in bewaring gegeven ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, welke met het beheer der kapitalen en den dienst der renten is belast.

ART. 45.

Voor het berekenen der renten moet men zich bedienen van de voor de toepassing der algemeene Pensioenwet gebruikte sterftetabellen.

Eene, enkel op de mijnerkers

Texte du projet.

mineurs pourra être dressée ultérieurement pour l'exécution de la présente loi; elle devra être approuvée par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 46.

Les règlements nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront approuvés par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

CHAPITRE II.

Du Fonds commun de Retraite

SECTION I. — *Organisation et attributions.*

ART. 47.

Il est créé, pour le Service des pensions des ouvriers houilleurs, un Fonds commun sous la garantie de l'État sous la dénomination de « Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs ».

Le siège de cette institution est à Bruxelles. Le Fonds jouit de la personnalité civile. Il peut, moyennant l'autorisation du Roi, recevoir des donations et des legs.

Il jouit de l'exemption des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, pour tous les actes et toutes pièces nécessaires à l'exécution de sa mission. Il est placé au point de vue financier sous le contrôle du Ministre des Finances; il est soumis au point de vue actuariel à la surveillance du Ministre de l'Industrie et du Travail.

Tekst van het ontwerp.

toepasselijk tabel, kan later ter uitvoering dezer wet worden opgemaakt. Deze tabel dient door den Minister van Nijverheid en Arbeid goedgekeurd.

ART. 46.

De voor de uitvoering dezer wet noodige regeling zal worden goedgekeurd door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

HOOFDSTUK II.

Algemeen lijfrentefonds.

AFDEELING. I. — *Instelling en Bevoegdheid.*

ART. 47.

Onder de benaming van « Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers » wordt er onder den waarborg van den Staat voor den dienst der pensioenen der mijnwerkers een gemeen Fonds ingesteld.

De zetel dier instelling is te Brussel. Het gemeen Fonds wordt met rechts-persoonlijkheid bekleed. Het mag, met toelating van den Koning, giften en legaten ontvangen.

Voor al de akten en stukken noodig tot het uitvoeren van zijn zending is het vrij van de rechten van Registratie, van zegel en griffie. Onder finantieel oogpunt is het aan de controle van den Minister van Finantiën onderworpen en op het verzekeringsoogpunt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Texte proposé par la Commission.

mineurs *devra* être dressée ultérieurement pour l'exécution de la présente loi; elle devra être approuvée par le Ministre de l'Industrie et du Travail

ART. 46.

Les règlements *et les tarifs établis* par cet organisme pour l'exécution de la présente loi seront soumis à l'*approbation préalable* du Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 47.

Comme ci contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

toepasselijke tabel, *moet* later ter uitvoering dezer wet worden opgemaakt. Deze tabel dient door den Minister van Nijverheid en Arbeid te worden goedgekeurd.

ART. 46.

De reglementen en de tarieven, door die instelling vastgesteld voor de uitvoering dezer wet, moeten *voora*/door den Minister van Nijverheid en Arbeid goedgekeurd worden.

ART. 48.

Zooals hiernaevens.

Texte du projet.

ART. 48.

Les ressources du Fonds commun de Retraite sont constituées :

1° Par l'avoir du Fonds commun de Retraite créé par la loi du 20 août 1920;

2° Par les versements des ouvriers et les cotisations des exploitants effectués conformément à l'article 5, défalcation étant faite des sommes effectuées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie, en conformité des dispositions du Titre II.

3° Par les cotisations patronales en conformité de l'article 2.

4° Par l'attribution des capitaux en application de l'article 30.

5° Par les dons et les legs.

ART. 49.

Le Fonds commun de Retraite pourvoit aux dépenses de gestion et d'administration de l'assurance.

ART. 50.

Il couvre les Caisses de Prévoyance des paiements effectués pour le service de l'assurance et leur procure éventuellement les avances nécessaires à cet effet.

Il constitue les réserves mathématiques des compléments de pension prévues à l'article 36.

Le calcul du capital constitutif de ces compléments est établi conformément au barème en vigueur à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Les capitaux représentatifs des compléments sont prélevés, lors de la mise en vigueur de la présente loi, à concurrence de leur montant, sur l'avoir du Fonds National de Retraite des Ouvriers

Tekst van het ontwerp.

ART. 48.

De inkomsten van het Algemeen Pensioenfonds worden gevormd door :

1° Het vermogen van de bij artikel 18 der wet van 20 Augustus 1920 ingesteld Algemeen Pensioenfonds;

2° Door de stortingen der mijnwerkers en de bijdrage der ondernemers gedaan overeenkomstig artikel 18 met aftrekking der sommen bestemd, overeenkomstig de bepalingen van Titel II, tot het vestigen der ouderdomsrente;

3° Door de bijdrage der ondernemers overeenkomstig artikel 2;

4° Door de kapitalen voorzien bij artikel 50;

5° Door de giften en legaten.

ART. 49.

Het Algemeen Pensioenfonds voorziet in de beheer- en administratiekosten van de verzekering.

ART. 50.

Tegenover de verzorgingskassen staat het borg voor de betalingen gedaan voor den dienst der verzekering en verschaft hun gebeurlijk de daartoe noodige voorschotten.

Het stelt de voor de pensioenaanvulling de bij artikel 56 voorziene noodige mathematische voorraad samen.

Het berekenen van het oprichtingskapitaal dezer aanvullingen wordt vastgesteld overeenkomstig het barema in voege bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.

De kapitalen die deze aanvullingen vertegenwoordigen worden bij het in voege stellen dezer wet, voor het totaal bedrag op het vermogen van het door

! Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
ART. 48.

—
ART. 48.

Comme ci-contre

Zooals hiernevens.

ART. 49.

ART. 49.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 50.

ART. 50.

Comme ci contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

Mineurs, créé par la loi du 20 août 1920.

L'ensemble de ces sommes forme un fonds spécial dit « Fonds des Compléments de pension » et fait l'objet d'une comptabilité distincte.

ART. 51.

L'excédent de l'avoir du Fonds National précité après constitution des capitaux de couverture dans les conditions prévues à l'article précédent, constitue un fonds de réserve dont l'affectation est déterminée à l'article 54.

ART. 52.

Le Fonds commun impute sur ses ressources ordinaires les sommes nécessaires pour couvrir :

1° Les pensions et compléments de pension ainsi que les allocations dont bénéficient les titulaires en application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la loi du 9 avril 1922 ainsi que les majorations de pension qui leur sont reconnues par la présente loi.

2° Les suppléments de pension au profit des ouvriers, les majorations et allocations au profit des veuves et orphelins.

3° Les dépenses mises à sa charge par l'article 57.

ART. 53.

Lorsque les ressources du Fonds commun dépassent les dépenses et au fur et à mesure de l'extinction des pensions en cours, l'excédent est versé au Fonds spécial des compléments de pension, en vue de la couverture des compléments de pension qui auront été

Tekst van het ontwerp.

de wet van 20 Augustus 1920 ingesteld Nationaal Pensioenfonds ten behoeve van mijnwerkers afgehouden.

Deze sommen te zamen vormen een speciaal fonds genaamd : « Fonds voor pensioenaanvulling » en er wordt afzonderlijk boek van gehouden.

ART. 51.

Na vastelling der in voorgaande artikel voorziene borgkapitalen vormt het saldo van het vermogen van het Nationaal fonds, een reservefonds waarvan de bestemming bij artikel 54 bepaald wordt.

ART. 52.

Op de gewone inkomsten licht het Gemeen Fonds de noodige sommen voor het dekken :

1° Der pensioenen en pensioenaanvullingen en toelagen ten voordeele der rechthebbende bij toepassing der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en van de wet van 4 April 1922 alsook de door deze wet erkende pensioentoeelagen ;

2° De pensioenbijslagen ten voordeele der mijnwerkers, de toeslagen en de toelagen ten voordeele der weduwe en weezen ;

3° De door artikel 57 ten zijnen laste gelegde uitgaven.

ART. 53.

Wanneer de inkomsten van het Gemeen Fonds de uitgaven overschrijden en naarmate der delging van de ingang zijnde pensioenen, wordt het saldo in het Speciaal Fonds voor pensioenaanvullingen gestort met het oog op de dekking

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

Art. 51.

Comme ci-contre.

—

Art. 51.

Zoals hiernevens.

Art. 52.

Comme ci-contre.

Art. 52.

Zoals hiernevens.

Art. 53.

Comme ci-contre.

Art. 53.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

accordés dans le courant de l'exercice.

S'il y a un surplus, celui-ci est versé au Fonds de réserve.

ART. 54.

Le Fonds de réserve est destiné :

1° A couvrir les insuffisances éventuelles dans l'alimentation annuelle normale du Fonds spécial des compléments de pension.

2° A garantir le service régulier des pensions, les majorations et allocations.

3° A faire face aux pertes éventuelles du Fonds commun et à rembourser les avances que l'Etat pourrait avoir consenties en vertu de la garantie prêtée par lui.

ART. 55.

Lorsque la constitution des réserves mathématiques nécessaires à la couverture des compléments de pension sera accomplie et que le fonds de réserve aura atteint un montant suffisant pour couvrir, indépendamment des frais d'administration, le double des charges ordinaires annuelles du Fonds commun, des prélèvements seront effectués sur ses ressources ordinaires dans les formes et conditions à déterminer par arrêté royal en vue :

1° De majorer le taux des versements effectués à la Caisse générale de Retraite, pour l'acquisition des rentes de vieillesse ;

2° D'augmenter les rentes de survie au profit des veuves ;

3° D'améliorer le sort des ouvriers atteints d'invalidité.

Tekst van het ontwerp.

van de pensioenaanvullingen die gedurende het rekenjaar werden verleend.

Het gebeurlijk overschot wordt in het Voorraadsfonds gestort.

ART. 54.

Het Voorraadsfonds is bestemd :

1° Om het gebeurlijk tekort in de normale jaarlijksche stijving te dekken van het Speciaal Fonds van pensioenaanvullingen ;

2° Als borg voor den regelmatigigen dienst der pensioenen der toeslagen en toelagen ;

3° Om te voorzien in gebeurlijke verliezen van het Fonds en tot terugbetaling dergene die de Staat zou kunnen hebben te dragen uit hoofde van de gegunden borg.

ART. 55.

Nadat de samenstelling der mathematische voorraden noodig tot het dekken voor de aanvulling der pensioenen is voltooid en dat het voorraadsfonds een voldoende bedrag heeft bereikt om, boven de administratiekosten, het dubbel der gewone jaarlijksche lasten van het gemeen fonds te dekken, zullen er op de gewone inkomsten lichtenen worden gedaan volgens door Koninklijk besluit bepaalde regels en voorwaarden, met het oog op :

1° Voor vermeerdering van het bedrag dervoor het verkrijgen van de ouderdomsrente bij de Algemeene Spaarkas gedane stortingen ;

2° Voor opslag van de overlevingsrente ten behoeve der weduwe ;

3° Voor lotsverbetering der gebrekkige mijnwerkers.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 54.

ART. 54.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens

ART. 55.

ART. 55.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

Tekst van het ontwerp.

ART. 56.

ART. 56.

Le Fonds commun de Retraite est chargé, dans les limites déterminées par le Gouvernement, d'assurer, de concert avec les Caisses de prévoyance, l'exécution des conventions conclues avec les pays étrangers relatives au régime de retraite des ouvriers mineurs.

In de door het Gouvernement vastgestelde grenzen wordt het Algemeen Pensioenfonds, in gemeen overleg, met de verzorgskassen, belast met de uitvoering te verzekeren der met vreemde landen gesloten verdragen omtrent het ouderdomspensioenstelsel der mijnwerkers.

ART. 57.

ART. 57.

Le Fonds commun prend à sa charge les avantages reconnus au profit d'ouvriers pensionnés et de veuves d'ouvriers pensionnés et ayant appartenus à des charbonnages abandonnés.

Het Gemeen Fonds neemt ten zijnen laste de voordeelen erkend aan de gepensioneerde mijnwerkers en weduwe van gepensioneerde mijnwerkers die aan verlaten koolmijnen hebben toebehoord.

SECTION II. — *De l'administration du Fonds commun.*AFDEELING II. — *Bestuur van het Gemeen Fonds.*

ART. 58.

ART. 58.

La gestion du Fonds commun est confiée à un Conseil d'administration, à un Comité technique et financier et au Directeur général.

Het Beheer van het Gemeen Fonds wordt toevertrouwd aan een Beheerraad, aan een technische en financieele commissie en aan den Algemeenen Bestuurder.

ART. 59.

ART. 59.

Le Conseil d'administration est composé de six représentants des exploitants des circonscriptions régionales, de six représentants des ouvriers des mêmes circonscriptions, de délégués du Ministre de l'Industrie et du Travail et du Ministre des Finances.

De Beheerraad is samengesteld uit zes vertegenwoordigers der ondernemers van de gewestelijke kringen, zes vertegenwoordigers der arbeiders van dezelfde kringen, twee afgevaardigden van den Minister van Nijverheid en Arbeid en een afgevaardigde van den Minister van Financiën.

Le Président est nommé et peut être révoqué par le Roi.

De voorzitter wordt genoemd en kan worden algezet door den Koning.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
ART. 56.

—
ART. 56.

Comme ci contre.

Zooals hiernevens.

ART. 57.

ART. 57.

Comme ci contre.

Zooals hiernevens.

ART. 58.

ART. 58.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 59.

ART. 59.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

Tekst van het Ontwerp.

ART. 60.

ART. 60.

Les membres composant le Conseil d'administration sont nommés pour un terme de six ans. Ils peuvent être nommés ou désignés à nouveau à l'expiration de leur mandat.

De leden die den Beheerraad samenstellen worden voor een termijn van zes jaar genoemd. Bij het eindigen van hun mandaat kunnen zij opnieuw benoemd worden.

Les mandats sont renouvelables par moitié tous les trois ans.

De helft wordt alle drie jaar hernieuwd.

Un tirage au sort désigne les membres, patrons et ouvriers, dont le mandat est renouvelable au bout de la troisième année de fonctionnement.

Het lot duidt de leden aan, werknemers en werkgevers, waarvan het mandaat op het einde van hun driejaarlijksch lidmaatschap moet worden hernieuwd.

ART. 61.

ART. 61.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil d'administration du Fonds commun et celles de membres du Conseil supérieur d'arbitrage.

De functie van lid van den Beheerraad en die van lid van den Hoogerem Scheidsraad zijn onverenigbaar.

ART. 62.

ART. 62.

Le Conseil d'administration représente le Fonds commun de Retraite et fait tous actes d'administration et de disposition qui intéressent celui-ci.

De Beheerraad vertegenwoordigt het Algemeen Pensioenfonds en is gerechtigd tot alle akten van beheer en beschikking die het aanbelangen.

Il fixe les traitements, allocations et indemnités.

Het stelt de jaarwedden, toelagen en vergoedingen vast.

A l'expiration de chaque année, il adresse au Gouvernement un rapport sur les opérations et la situation du Fonds commun pendant l'exercice écoulé.

Bij het einde van het jaar dient het bij het Gouvernement verslag in omtrent de handelingen en den toestand van het Gemeen Fonds gedurende het verlopen rekenjaar.

ART. 63.

ART. 63.

Les fonctions de membres du Conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, il leur est alloué, indépen-

De functie der leden van den Beheerraad is kosteloos. Nochtans, onafhankelijk van de verblijf- en reis-

Texte proposé par la Commission.

ART. 60.

Les membres composant le Conseil d'administration sont nommés pour un terme de six ans *par le Ministre de l'Industrie et du Travail*. Ils peuvent être nommés ou désignés à nouveau à l'expiration de leur mandat.

Les mandats sont renouvelables *dar moitié* tous les trois ans.

Un tirage au sort désigne les membres, patrons et ouvriers, dont le mandat est renouvelable au bout de la troisième année de fonctionnement.

ART. 61.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil d'administration du Fonds commun, *celles de membres des commissions administratives et celles de membres du Conseil supérieur d'arbitrage*.

ART. 62.

Comme ci-contre.

ART. 63.

Comme ci-contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 60.

De leden, waaruit de Beheerraad is samengesteld, worden voor een termijn van zes jaar benoemd *door den Minister van Nijverheid en Arbeid*. Bij het eindigen van hun mandaat kunnen zij opnieuw benoemd of aangewezen worden.

De helft wordt om de drie jaar hernieuwd.

Het lot duidt de leden aan, werknemers en werkgevers, waarvan het mandaat op het einde van hun driejaarlijksch lidmaatschap moet worden hernieuwd.

ART. 61.

De functie van lid van den Beheerraad van het Gemeen Fonds, die *van lid der bestuurscommissiën* en die van lid van den Hoogen Scheidsraad zijn onvereinbaar.

ART. 62.

Zooals hiernevens.

ART. 63.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

damment des frais de séjour et de déplacement, des jetons de présence.

ART. 64.

Un Comité technique et financier est constitué au sein du Conseil d'administration, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par arrêté royal.

ART. 65.

Ce Comité a notamment pour mission :

1° D'élaborer le budget annuel et de présenter au Conseil d'administration le projet de rapport sur la gestion et les opérations du Fonds commun ;

2° De donner avis sur les propositions qui rentrent dans la compétence du Conseil d'administration ;

3° De statuer sur les placements des fonds.

Les fonds destinés à des placements provisoires sont déposés à la Banque Nationale qui en fait emploi suivant les ordres d'achat, de vente ou de virement adressés par le Fonds commun.

ART. 66.

Le Directeur général est nommé et peut être révoqué par le Roi.

Il fait partie de droit, avec voix délibérative, du Conseil d'administration et du Conseil technique et financier.

Il fait exécuter les décisions du Conseil d'administration et du Comité financier ; il est chargé de la gestion ordinaire du Fonds et représente celui-

Tekst van het ontwerp.

kosten wordt er hun een zitpenning verleend.

ART. 64.

In het midden van den Beheerraad wordt er een technisch en financieel committee samengesteld.

De samenstelling en de werking er van worden door Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 65.

Het committee heeft bijzonderlijk voor taak :

1° Het opmaken van het jaarlijks budget en dient bij den Beheerraad het ontwerp van verslag in over het beheer en de verhandelingen van het Gemeen Fonds ;

2° Van advies uit te brengen over de voorstellen die onder de bevoegdheid van den Beheerraad vallen ;

3° Het beraadslaagd over het plaatsen van fondsen.

Het kapitaal voor tijdelijke uitzettingen wordt in de Nationale Bank geplaatst die er volgens de bevelen van aankoop, verkoop of verzekering gebruik van maakt.

ART. 66.

De Algemeene Bestuurder wordt door den Koning benoemd en kan er door afgezet worden.

Hij maakt van rechtswege deel van den Beheerraad en van het technisch en financieel committee met recht van stemming.

Hij is gelast met de door den Beheerraad en het financieel committee genomen beslissingen ; hij voert het gewoon bestuur van het

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 64.

ART. 64.

Comme ci contre.

Zoals hiernevens.

ART. 65.

ART. 65.

Comme ci-contre

Zoals hiernevens

ART. 66.

ART. 66.

Comme ci contre.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

ci dans tous les actes relatifs à cette gestion. Il dirige et surveille le travail des bureaux. Les actions judiciaires sont exercées à sa poursuite et diligence.

ART. 67.

Un Fonds de prévoyance est constitué en faveur du personnel du Fonds commun et des Caisses régionales, suivant les règles et les modalités définies par un règlement général.

SECTION III. — *Des placements.*

ART. 68.

L'avoir du Fonds commun est divisé en deux catégories :

1° Le Fonds de roulement et les fonds destinés à des placements provisoires ;

2° Les fonds destinés à des placements définitifs.

ART. 69.

Le Fonds de roulement peut être placé temporairement en dépôt ou en compte courant dans les établissements financiers dont la désignation appartient au Conseil d'administration.

ART. 70.

Le Fonds commun de Retraite peut effectuer ses placements :

1° En valeurs d'État ou jouissant de la garantie de l'État ;

2° En obligations des provinces, villes et communes de Belgique ;

Tekst van het ontwerp.

Fonds en vertegenwoordigt het in alle de akten in verband met het beheer; hij bestuurt de bureelen en houdt er toezicht op. De rechtvorderingen worden gedaan op zijn vervolging en benaerstiging.

ART. 67.

Ten behoeve van het personeel van het Gemeen Fonds en van de gewestelijke Voorzorgskassen wordt er, volgens door eene algemeene verordening te bepalen regeling, een Voorzorgskas ingericht.

AFDEELING III. — *Uitzettingen.*

ART. 68.

Het vermogen van het Gemeen Fonds wordt in twee klassen verdeeld :

1° Het bedrijfskapitaal en het kapitaal bestemd voor tijdelijke uitzettingen ;

2° Het kapitaal bestemd voor bestendige uitzettingen.

ART. 69.

Het bedrijfskapitaal mag voorloepig in deposito of in loopende rekening geplaatst worden in si ancieële inrichtingen die door den Beheerraad worden aangeduid.

ART. 70.

Het Algemeen Pensioenfonds mag uitzettingen doen :

1° In Staatsfondsen of fondsen onder waarborg van den Staat ;

2° In Belgische provinciën, steden en gemeenten obligatiën ;

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 67.

Comme ci contre.

ART. 67.

Zooals hiernevens.

ART. 68.

Comme ci contre.

ART. 68.

Zooals hiernevens.

ART. 69.

Comme ci contre.

ART. 69.

Zooals hiernevens.

ART. 70.

Le Fonds commun de Retraite peut effectuer ses placements :

1^o En valeurs de l'État ou jouissant de la garantie de l'État, de la colonie, des provinces et des communes ;

2^o En prêts aux provinces, aux communes, aux polders et waterings ;

ART. 70.

Het Algemeen Pensioenfonds mag beleggingen doen :

1^o In Staatsfondsen of fondsen onder waarborg van den Staat, van de Kolonie, van de provinciën en van de gemeenten ;

2^o In leeningen aan de provinciën, gemeenten, polders en wateringen ;

Texte du projet.

3° En cédules ou prêts hypothécaires ;

4° En obligations de sociétés belges qui, depuis cinq années consécutives au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires.

Il peut également acquérir des immeubles dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la réalisation de son objet social.

CHAPITRE III.**Des Caisses de Prévoyance.****ART. 71.**

Les exploitations houillères du royaume ainsi que les mines métalliques assimilées sont réparties en circonscriptions territoriales formant chacune le ressort d'une Caisse de Prévoyance des ouvriers mineurs.

ART. 72.

Ressortissent obligatoirement à une Caisse de Prévoyance, les exploitants des charbonnages de la circonscription, ainsi que les ouvriers qui y sont occupés.

Le ressort des Caisses de Prévoyance ainsi que leur siège sont déterminés par arrêté royal.

ART. 73.

Les Caisses de Prévoyance assurent l'encaissement des versements des ou-

Tekst van het ontwerp.

3° In schuldbekentenissen of leeningen op hypotheek ;

4° In obligatiën van Belgische vennootschappen die minstens sedert vijf opvolgende jaren met hunne gewone inkomsten alle hunne verbintenissen hebben nagekomen.

Het mag ook, naarmate ze tot de verwezenlijking van zijn sociaal doel noodig zijn, onroerende goederen aankopen.

HOOFDSTUK III.**Voorzorgkassen.****ART. 71.**

De Belgische kolenmijnondernemingen en de er mede gelijkgestelde metaalmijnen worden in gewestelijke kringen verdeeld die elk een ressort uitmaken van een voorzorgskas ten behoeve der mijnwerkers

ART. 72

De kolenmijnondernemers van een kring met de er in gebezigde mijnwerkers behooren verplichtend tot eene voorzorgskas.

Het ressort der voorzorgskassen en de zetel er van worden door Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 73.

De voorzorgskas verzekert het innen der stortingen van de mijn-

Texte proposé par la Commission.

3° En cédulas ou prêts hypothécaires ;

4° En prêts pour l'acquisition de terrains, ou la construction ou l'achat d'immeubles, la constitution ou l'aménagement d'établissements de prévention et de cure à l'usage du personnel occupé dans l'industrie charbonnière ;

5° En obligations de sociétés belges qui depuis cinq années consécutives, au moins ont fait face à leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires.

Il peut également posséder et acquérir des immeubles dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la réalisation de son objet social.

ART. 71.

Comme ci-contre.

ART. 72.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

ART. 73.

Les caisses de prévoyance sont les organismes d'exécution de l'assurance

Tekst voorgesteld door de Commissie.

3° In schuldbekentenissen of leeningen op hypotheek ;

4° In leeningen tot aankoop van gronden, tot bouwen of aankoop van vaste goederen, tot oprichting of inrichting van instellingen tot voorbehoeding of genezing ten dienste van het personeel arbeidende in het mijnbedrijf ;

5° In obligatiën van Belgische vennootschappen die minstens sedert vijf opvolgende jaren met hunne gewone inkomsten alle hunne verbintenissen hebben nagekomen.

Het mag ook, in zooverre zij tot de verwezenlijking van zijn sociaal doel noodig zijn, onroerende goederen bezitten en aankopen.

ART. 71.

Zooals hiernevens.

ART. 72.

Zooals hiernevens

Zooals hiernevens.

ART. 73.

De voorzorgskassen zijn de uitvoeringsorganen der verzekering, staande

Texte du projet.

vriers et des cotisations des exploitants.

Elles accomplissent les formalités nécessaires à l'affiliation des ouvriers à la Caisse générale de Retraite, dans les conditions prévues à l'article 9. Elles font l'instruction des demandes de pension, des compléments de pension, des majorations et des allocations.

Elles assurent le service des rentes de vieillesse et de survie acquises à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite en application de la présente loi.

Elles effectuent les paiements des pensions, compléments, majorations de pension et allocations aux divers ayants-droit.

Le paiement a lieu dans les conditions à fixer par arrêté royal.

ART. 74

Les Caisses de Prévoyance sont administrées par des Commissions administratives, composées de représentants des exploitants des charbonnages, de représentants des ouvriers en nombre égal et de représentants des pouvoirs publics.

ART. 75.

Les Commissions administratives arrêtent le règlement d'ordre intérieur. Elles préparent, à la fin de chaque année, un budget de prévision pour la couverture des frais généraux de l'exer-

Tekst van het ontwerp.

werkers en der bijdragen van de ondernemers.

Zij vervult de, voor de opnemings der mijnwerkers in de Algemeene Lijfrentkas, vereischte pleegvormen in de bij artikel 9 voorziene voorwaarden. Zij leidt het onderzoek der aanvragen voor pensioenen, pensioenaanvullingen, toeslagen en toelagen.

Zij zorgt voor den dienst der ouderdoms- en overlevingsrente bij toepassing dezer wet bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas aangevorven.

Zij doet aan de rechthebbenden de betalingen der pensioenen, aanvullingspensioenen, pensioentoeslagen en toelagen.

Die betalingen geschieden volgens bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

ART. 74.

De voorzorgskassen worden bestuurd door bestuursraden die samengesteld zijn uit vertegenwoordigers der kolenmijnondernemers en der mijnwerkers, in gelijk getal en uit vertegenwoordigers der openbare machten.

ART 75.

De Bestuursraden stellen de reglementen van inwendige orde op. Op het einde van ieder jaar maken zij een begrootingsontwerp op, voor de dekking der algemeene onkosten van

Texte proposé par la Commission.

placées sous la direction et le contrôle du Fonds commun de Retraite.

Elles assurent l'encaissement des versements des ouvriers et des cotisations des patrons.

Elles accomplissent les formalités nécessaires à l'affiliation des ouvriers à la Caisse générale de Retraite, dans les conditions prévues à l'article 9.

Elles font l'instruction des demandes de pension, des compléments de pension, des majorations et des allocations.

Elles assurent à l'intermédiaire du Fonds commun de Retraite le service des rentes de vieillesse et de survie acquises à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite en application de la présente loi.

Elles effectuent pour compte du Fonds commun le paiement des pensions, compléments, majorations de pension et allocations aux divers ayants-droit.

ART. 74.

Les Caisses de Prévoyance sont administrées par des Commissions administratives, composées de représentants des exploitants des charbonnages, de représentants des ouvriers en nombre égal et de représentants des pouvoirs publics.

Les Commissions administratives sont présidées par un magistrat de l'ordre judiciaire, désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 75.

Les Commissions administrative arrêtent le règlement d'ordre intérieur. Elles préparent, à la fin de chaque année, un budget de prévision pour la couverture des frais généraux de l'exer-

Tekst voorgesteld door de Commissie.

onder de leiding en de contrôle van het Algemeen Pensioenfonds.

Zij verzekeren het innen der stortingen van de mijnwerkers en der bijdragen van de patrons.

Zij vervullen de voor de aansluiting der mijnwerkers bij de Algemeene Lijfrentkas, vereischte formaliteiten in de bij artikel 9 voorziene voorwaarden.

Zij leiden het onderzoek der aanvragen voor pensioen, aanvullend pensioen, toeslagen en toelagen.

Zij zorgen, door tusschenkomst van het Algemeen Pensioenfonds, voor den dienst der ouderdoms- en overlevingsrenten, bij toepassing dezer wet bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas aangeworven.

Zij doen, voor rekening van het Algemeen Fonds, aan de rechthebbenden de betalingen der pensioenen met aanvullend pensioen, pensioentoeslagen en toelagen.

ART. 74.

De Voorzorgskassen worden bestuurd door bestuursraden die samengesteld zijn uit vertegenwoordigers der kolonijondernemers en der mijnwerkers, in gelijk getal, en uit vertegenwoordigers der openbare machten.

De Bestuursraden worden voorgezeten door een magistraat van de rechterlijke orde, aangewezen door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 75.

De Bestuursraden stellen de reglementen van inwendige orde op. Op het einde van ieder jaar maken zij een begrootingsontwerp op, voor de dekking der algemeene onkosten van het

Texte du projet.

cice suivant. A l'expiration de celui-ci, elles dressent le compte des dépenses effectuées.

CHAPITRE IV.**Des organes de juridiction.****ART. 76.**

Les Commissions administratives des Caisses de Prévoyance statuent en premier ressort sur les demandes de pension, majorations et allocations à charge du Fonds commun.

ART. 77.

Les décisions des Commissions administratives peuvent être soumises à l'appel devant un Conseil supérieur d'arbitrage dont le siège est à Bruxelles. Ce Conseil supérieur se compose d'un magistrat de l'ordre judiciaire en qualité de président, assisté d'un greffier-secrétaire, de deux membres patronaux, de deux membres ouvriers et de deux délégués du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Tekst van het ontwerp.

het volgende rekenjaar. Bij het afloop er van stellen zij de rekening op der gedane uitgaven.

HOOFDSTUK VI.**Organismen van rechtsmacht.****ART. 76.**

De Bestuursraden der Voorzorgskasse doen in eersten aanleg uitspraak over de aanvragen van pensioenen, toeslagen en toelagen ten bezware van het Gemeen Fonds.

ART. 77.

De beslissingen van de Bestuursraden kunnen aan beroep voor een Hoogen Raad van Scheidsgerecht overgelegd worden. De zetel daarvan is te Brussel gevestigd. Deze Hoogen Raad is samengesteld uit een magistraat van het rechterlijk orde die het voorzitterschap waarneemt, bijgestaan door een griffier-secretaris, twee werkgevers, twee mijnwerkers en twee afgevaardigden van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Texte proposé par la Commission.

cies suivant. A l'expiration de celui-ci, elles dressent le compte des dépenses effectuées. Le budget de prévision ainsi que les comptes de dépenses seront soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds commun.

ART. 75bis.

Les Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs constituées sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920, et régies par la loi du 28 mars 1868 sont dissoutes, leur avoir immobilier et mobilier est attribué au Fonds commun de Retraite dont l'institution est prévue par la présente loi.

ART. 76

Comme ci-contre.

ART. 77.

Les décisions des Commissions administratives peuvent être soumises à l'appel devant un Conseil supérieur d'arbitrage dont le siège est à Bruxelles. Ce Conseil supérieur se compose d'un magistrat de l'ordre judiciaire en qualité de président, assisté d'un greffier-secrétaire, de deux membres patrons, de deux membres ouvriers et de deux délégués du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

volgende dienstjaar. Na het verstrijken daarvan maken zij de rekening der gedane uitgaven op. De ramingsbegroting, alsmede de rekeningen der uitgaven worden aan den Bestuursraad van het Algemeen Fonds ter goedkeuring voorgelegd.

ART. 75bis.

De Voorzorgskassen voor mijnwerkers, opgericht onder het beheer der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en beheerscht door de wet van 28 Maart 1868, worden ontbonden; hun onroerend en roerend vermogen wordt toegekend aan het Algemeen Fonds, waarvan de instelling bij deze wet is voorzien.

ART. 76.

Zooals hiernevens.

ART. 77.

De beslissingen van de Bestuursraden kunnen tot beroep aan een Hoogen Scheidsraad voorgelegd worden. De zetel daarvan is te Brussel gevestigd. Deze Hooge Raad is samengesteld uit een magistraat van de rechterlijke orde die het voorzitterschap waarneemt, bijgestaan door een griffier-secretaris, twee werkgevers, twee mijnwerkers en twee afgevaardigden van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Texte du projet.

La durée de leur mandat est de six ans.

Le Directeur général peut assister avec voix consultative aux réunions du Conseil.

Le président et le greffier secrétaire sont désignés par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 78.

Le président et les membres du Conseil d'arbitrage jouissent d'un jeton de présence et ils ont, éventuellement, droit aux frais de déplacement et de séjour.

Ces dépenses sont à charge du Fonds Commun.

ART. 79.

Les décisions du Conseil supérieur sont définitives et sans recours ultérieur.

TITRE IV.

Des pénalités.

ART. 80.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'exploitant ou son préposé qui n'aura pas versé dans les délais réglementaires les cotisations prévues à l'article 7.

Le jugement fixera, en outre, le délai endéans lequel l'intéressé devra exécuter l'obligation qui lui incombe en vertu du même article.

Si l'intéressé n'a pas effectué les versements dans le délai déterminé, le recouvrement de la somme due sera

Tekst van het ontwerp.

De duur van hun mandaat is zes jaar.

De Algemeene Bestuurder mag de vergaderingen van den Raad met raadgevende stem bijwonen.

De Voorzitteren de griffier-secretaris worden door den Minister aangeduid.

ART 78.

De Voorzitter en de leden van den Scheidsrechttraad genieten van een zitpenning en hebben gebeurlijk recht aan vergoeding voor reis- en verblijfskosten.

Deze onkosten vallen ten bezware van het Gemeen Fonds.

ART. 79.

De beslissing van den Hoogen Raad is afdoend en niet meer vatbaar voor verder beroep.

TITEL IV.

Van de strafbepalingen.

ART. 80.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank de ondernemer of zijn vertegenwoordiger die de bij artikel 7 voorziene bijdragen op de voorgeschreven tijdstippen niet heeft gestort.

Het vonnis waarbij die boete wordt opgelegd, dient daarenboven den termijn te bepalen waarbinnen de betrokkene de hem krachtens bedoeld artikel opgelegde verplichting moet uitvoeren.

Bij aldien de betrokkene nalaat binnen bepaald termijn de storting te doen, dan heeft de invordering

Texte proposé par la Commission.

La durée de leur mandat est de six ans.

Le Directeur général peut assister avec voix consultative aux réunions du Conseil.

Le président *est nommé par le Roi*; le greffier-secrétaire désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 78.

Comme ci-contre.

ART. 79.

Comme ci-contre.

ART. 80.

Comme ci-contre.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

De duur van hun mandaat is zes jaar.

De Algemeene Bestuurder mag de vergaderingen van den Raad met raadgevende stem bijwonen.

De Voorzitter *wordt benoemd door den Koning*; de griffier-secretaris wordt door den Minister van Nijverheid en Arbeid aangewezen.

ART. 78.

Zoals hiernevens.

ART. 79.

Zoals hiernevens.

ART. 80.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

fait par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

ART. 81.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'exploitant ou son préposé qui n'aura pas opéré le prélèvement prévu au même article ou aura omis de verser la somme prélevée dans le délai réglementaire à l'organisme compétent.

Lorsque le prélèvement n'aura pas été effectué par l'exploitant ou son préposé à l'époque fixée au dit article, l'exploitant sera, en outre, condamné à payer au moyen de ses deniers personnels le montant des versements de l'intéressé. Le jugement fixera le délai endéans lequel l'exploitant devra opérer ces versements à l'organisme compétent.

A défaut par celui-ci de s'être exécuté dans le délai ainsi fixé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matière de contributions directes. L'exploitant ne peut récupérer, auprès de l'ouvrier en cause, la somme versée en exécution du dit jugement.

ART. 82.

La peine prévue aux articles 80 et 81 sera appliquée autant de fois qu'il y aura d'omissions pour chaque assuré.

Tekst van het ontwerp.

van de verschuldigde som plaats door middel van rechtsdwang, gelijk in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 81.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank, de ondernemer of zijn vertegenwoordiger die het bij hetzelfde artikel voorziene bedrag niet afhoudt of die mocht verwaarloozen de afgehouden som op het voorgeschreven tijdstip in het daartoe bestemd organisme te storten.

Wordt de voorziene afhouding door den ondernemer of zijn vertegenwoordiger niet op het bij bedoeld artikel voorzien tijdstip gedaan, dan zal de ondernemer daarenboven worden veroordeeld om uit zijn eigen geldmiddelen het bedrag van de stortingen van den belanghebbende te betalen. Het vonnis dient den termijn te bepalen waarbinnen de ondernemer bedoelde stortingen in het daartoe bestemd organisme zal doen.

Mocht hij dit binnen den alzo vastgestelden termijn niet doen, dan zal de invordering van de verschuldigde som door middel van rechtsdwang zooals in zake rechtstreeksche belastingen plaats hebben. De ondernemer mag van den belanghebbenden mijnwerker de in uitvoering van bedoeld vonnis gestorte som niet terugeischen.

ART. 82.

De bij artikels 80 en 81 voorziene straf wordt toegepast zoo dikwijls de ondernemer jegens een zijner verzekeringplichtigen in verzuiming is.

Texte proposé par la Commission.

—

ART. 81.

Comme ci-contre

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

ART. 81.

Zooals hiernevens.

ART. 82.

Comme ci-contre.

ART. 82.

Zooals hiernevens.

Texte du projet.

ART. 83.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an toute personne qui aura fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par la présente loi ou en vue d'obtenir ou faire obtenir des pensions ou allocations ou majorations de pension ou de faire majorer le taux de celle-ci.

La restitution des sommes indûment perçues sera, en outre, ordonnée.

ART. 84.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs les exploitants ou leurs préposés qui refuseront aux personnes ou aux organismes chargés de l'exécution de la présente loi, tous les renseignements qu'ils demandent en vue de l'application de celle-ci.

ART. 85.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII de l'article 83 du livre I de ce Code est applicable aux infractions prévues aux articles 80, 81, 83 et 84 de la présente loi.

ART. 86.

Les exploitants sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés auxquels incombent les obligations prévues par la présente loi.

Texte van het ontwerp.

ART. 83.

Wordt gestraft met eene gevangenis van acht dagen tot één jaar, elk persoon die, wetens en willens, valsche aangiften doet om de bij deze wet voorziene voordeelen te genieten of te laten genieten of om pensioenen of toelagen te verkrijgen of om het bedrag daarvan te laten vermeerderen.

Het terugbetalen van de ten onrechte getrokken sommen zal bovendien worden opgelegd.

ART. 84.

Onverminderd de eventueele toepassing van de artikels 269 tot 274 van het wetboek van strafrecht, worden met een geldboete van 26 tot 200 frank gestraft, de ondernemers of hun vertegenwoordigers die aan de vertegenwoordigers van de met de uitvoering dezer wet gelaste organismen al de inlichtingen weigeren te verstrekken waarom deze, met het oog op de toepassing dezer wet, vragen.

ART. 85.

Bij afwijking van artikel 100 van het Wetboek van Strafrecht, is hoofdstuk VII en artikel 83 van Boek I van dit Wetboek op de bij artikelen 80, 81, 83 en 84 dezer wet voorziene inbreuken toepasselijk.

ART. 86.

De ondernemers zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der geldboeten opgelegd aan hun vertegenwoordigers waarop de bij deze wet voorziene verplichtingen rusten.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 83.

ART. 83.

Comme ci-contre

Zoals hiernevens.

ART. 84.

ART. 84.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 85.

ART. 85.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens

ART. 86.

ART. 86.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

ART. 87.

Une expédition du jugement rendu en exécution des articles 80, 81, 83 et 84 sera adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 88.

La recherche et la constatation des infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contre-venant dans les quarante-huit heures à peine de nullité. L'action publique se prescrit par un an à partir du jour où les infractions ont été commises.

TITRE V.

Dipositions finales.

ART. 89.

Les rentes, majorations, pensions et compléments payés en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables sous réserve des dispositions prises par arrêté royal en application de la loi générale sur les pensions concernant les personnes hospitalisées aux frais des pouvoirs publics.

ART. 90.

La créance des organismes d'assurance vis-à-vis des exploitants de char-

Tekst van het ontwerp.

ART. 87.

Een expeditie van de vonnissen geveld in uitvoering van de artikels 80, 81, 83 en 84 dezer wet dient aan den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt.

ART. 88.

Het opzoeken en bestatigen der inbreuken zal plaats hebben zooals in zake van de politie op de mijnen.

De inbreuken zullen worden bestatigd door proces-verbalen die gelden tot tegenovergesteld bewijs. Een afschrift van het proces-verbaal dient aan den overtreder op straf van nietigheid binnen de acht-en-veertig uren overhandigd. De openbare rechtvordering vervalt een jaar nadat de inbreuken werden gepleegd.

TITEL V.

Eindbepalingen.

ART. 89.

De krachtens deze wet verworven renten, toeslagen, pensioenen en pensioenaanvullingen zijn vatbaar noch voor overdracht noch voor beslag, behoudens de bepalingen daaromtrent genomen door Koninklijk besluit in uitvoering van de algemeene wet op de pensioenen wat de ten bezware van openbare machten in een gesticht verpleegde oudelieden betreft.

ART. 90.

De schuldvordering der verzekeringsorganismen tegenover de kolon-

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 87.

ART. 87.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 88.

ART. 88.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 89.

ART. 89.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

ART. 90.

ART. 90.

Comme ci-contre.

Zoals hiernevens.

Texte du projet.

bonnages est garantie par un privilège qui prend rang immédiatement après le 4° et le 4°bis de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

ART. 91.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1924.

A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du titre II, les versements constitutifs des rentes de vieillesse à la Caisse générale de Retraite ne seront portés au livret individuel des ouvriers assujettis à la loi que pour un montant égal à celui prévu par l'article 2 des lois coordonnées du 30 août 1920, pour l'année suivant celle de la mise en vigueur de la loi.

ART. 92.

Sont abrogées les dispositions légales et réglementaires contraires à la présente loi.

Tekst van het ontwerp.

mijnondernemers is verzekerd door een voorrecht dat onmiddellijk rang neemt na de 4° en de 4°bis van artikel 19 van de wet van 16 December 1851 op de voorrechten en grondpanden.

ART. 91.

De bepalingen dezer wet treden den 1 Januari 1924 in werking.

Als overgangsmaatregel en bij afwijking van de bepalingen van Titel II, worden de stortingen voor het vestigen der ouderdomsrente in de Algemeene Lijfrentkas, op het persoonlijk boekje van der aan de wet onderworpen mijnwerkers enkel ingeschreven voor een bedrag dat gelijk is aan datgene voorzien bij artikel 2 der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, voor het jaar dat volgt op datgene van het in voege stellen der wet.

ART. 92.

Al de wettelijke bepalingen en regelingen in tegenstelling dezer wet zijn afgeschaft.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 91.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1924.

A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du titre II, les versements constitutifs des rentes de vieillesse à la Caisse générale de Retraite ne seront portés au compte des ouvriers assujettis à la loi que pour un montant égal à celui prévu par l'article 2 des lois coordonnées du 30 août 1920, pour l'année suivant celle de la mise en vigueur de la loi.

ART. 92.

Sont abrogées les lois coordonnées du 30 août 1920, les lois du 28 mars 1868, et du 9 avril 1922 ainsi que toutes les dispositions légales et réglementaires contraires à la présente loi.

Sont provisoirement maintenues en vigueur celles des dispositions des lois du 30 août 1920 et du 9 avril 1922 nécessaires pour l'application des articles 38, 42, 43 et 91 de la présente loi.

ART. 91.

De bepalingen dezer wet treden in werking op 1 Januari 1924.

Als overgangsmaatregel en bij afwijking van de bepalingen van Titel II, worden de stortingen tot vestiging der ouderdomsrenten in de Algemeene Lijfrentekas, op de rekening van de verzekeringsplichtige mijnwerkers enkel ingeschreven voor een bedrag gelijk aan datgene voorzien bij artikel 2 der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, voor het jaar dat volgt op dit, waarin de wet in werking is getreden.

ART. 92.

Worden ingetrokken de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, de wetten van 28 Maart 1868 en van 9 April 1922, alsmede al de wets- en reglementsbepalingen, die in strijd zijn met deze wet.

Voorloopig blijven van kracht die van de bepalingen der wetten van 30 Augustus 1920 en 9 April 1922, welke noodig zijn voor de toepassing van de artikelen 38, 42, 43 en 91 dezer wet.

